SARTRE : « LES GRENOUILLES QUI DEMANDENT UN ROI »

L'EXPRESS

Le journal de la Nouvelle Vague

25 SEPTEMBRE 1958. — N° 380 — 100 FR.

PLÉBISCITE

Du 8 Mai 1870.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

OUI ! *Le Peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution, depuis 1860, par l'Empereur, avec le concours des grands Corps de l'État et ratifie le Sénatus-Consulte du 20 avril 1870.*

Les réformes demandées pour donner au pays une part plus grande dans la direction de ses affaires, sont accordées par l'Empereur avec une magnanimité sans précédent dans l'histoire. Le Peuple pourrait-il répondre par l'ingratitude à cette loyale initiative du Souverain?

Ce ramassis d'hommes déclassés, incapables de rien produire par eux-mêmes, qui veulent le renversement de l'ordre social et demandent avec un cynisme inouï l'anéantissement des lois et de la religion, qui voudraient dépouiller le riche et arracher des mains des ouvriers laborieux le produit de leurs sueurs et de leur travail; ces hommes qui sont la honte de la société, lèvent audacieusement leur étendard couvert de sang et de boue!

D'une extrémité de la France à l'autre, le Peuple leur répondra par un cri de profonde indignation!

Le moment est venu pour les citoyens honnêtes et paisibles de prouver qu'ils sont dignes des libertés qui leur sont offertes.

Entre les *Ruines*, la *Révolution* et l'*Anarchie* d'un côté, la *Sécurité*, l'*Ordre* et le *Progrès* de l'autre, le choix ne peut être douteux.

Que tous les bons Français se lèvent à la voix de l'Empereur; qu'ils forment une phalange invincible et que, dans un élan patriotique, ils aillent déposer leur bulletin dans l'urne du plébiscite, en disant avec toute l'énergie que peut seul inspirer une conscience honnête et loyale :

OUI ! Nous voulons une fois pour toutes anéantir l'esprit de désordre et les espérances coupables des hommes de la démagogie!!!

(Fac-similé de l'affiche officielle du référendum de 1870.)

La lettre de « L'Express »

OUVERT le 4 septembre, le pré-référendum de « L'Express » est clos. Publié ici à trois reprises, puis dans « France-Soir », « Le Monde », « Libération » et six quotidiens régionaux, notre bulletin de vote a provoqué 22.228 réponses.

Le bilan s'établit ainsi : 13.514 NON, 8.041 OUI, 673 abstentions.

Les chiffres persistent donc, de semaine en semaine, à être fort éloignés des résultats officiellement prévus (entre 62 et 70 % de OUI) et qui seront, selon toute vraisemblance, acquis dimanche soir.

Nous nous en sommes d'abord étonnés. Mais, à la réflexion, c'est là un phénomène assez naturel. Pour prendre la peine de rédiger son opinion au sujet d'un vote et de la mettre à la poste, il faut s'intéresser réellement, activement à la vie politique. Il faut être conscient de sa relation avec la vie tout court. Cela exige sans doute une certaine disponibilité de l'esprit, une certaine volonté d'appliquer sa réflexion à des problèmes non étroitement personnels. Que nos votants aient répondu OUI ou NON, cela signifie qu'ils se sont au moins posé sérieusement la question, qu'ils ont voulu convaincre ou même se convaincre en mettant noir sur blanc la raison de leur détermination. C'est un acte, un acte important, un effort.

Il est bien évident qu'une telle disposition n'est pas générale. Elle doit être, dans les circonstances présentes, d'autant plus rare que des couches entières d'électeurs ont volontairement choisi de ne pas se poser les questions qui pourraient les troubler et les obliger, de quelque façon, à prendre des responsabilités.

Voter NON, c'est prendre une responsabilité. Voter OUI, ce sera pour certains refuser d'en prendre, noyer son choix dans une responsabilité collective. En face d'une décision particulièrement difficile, il est naturel que, par millions, les électeurs aillent là où tout les pousse — et avec quel déploiement de forces ! Donc, ils iront. Mais ceux-là, ceux qui laissent à d'autres le soin de penser pour eux, pourquoi nous auraient-ils écrit ?

Le pourcentage de OUI et de NON que nous avons enregistré n'a donc, répétons-le, aucune signification générale.

Il est remarquable d'ailleurs que, même parmi les lettres que nous avons reçues, l'expression du OUI raisonné soit sensiblement plus rare que celle du OUI sentimental et comme abandonné, le OUI de ferveur, le OUI prononcé les yeux clos.

SI nous ne leur conservons pas cette semaine la place habituelle, pas plus d'ailleurs qu'aux motifs invoqués par les partisans du NON, c'est seulement parce qu'aucun argument vraiment neuf, dans un sens ou dans l'autre, n'est venu s'ajouter à ceux que nous avons largement exposés pendant trois semaines consécutives en donnant la parole à nos correspondants.

Du côté des OUI, l'équivoque demeure, puisque nous trouvons côte à côte, par exemple, M. Pierre Desprez, de Paris, qui déclare : « Je voterai OUI car pour moi cela signifie l'intégration de l'Algérie à la métropole », M. F. Jacquin, syndicaliste, qui écrit : « Je voterai OUI à cause de la nouvelle politique entamée en Afrique noire qui me paraît le meilleur gage d'une nouvelle politique en Algérie », et le général N. A., de Nantes, qui votera OUI pour qu'enfin un projet de réforme constitutionnelle aboutisse, mais qui note : « En Algérie, les manifestations de fraternité ne m'ont pas convaincu. La politique d'intégration ne me paraît guère réalisable ni même souhaitable. »

Un lecteur de Bourganeuf, dans la Creuse, votera OUI « dans l'espoir que de Gaulle nous protégera des gaullistes », et M. Claude Chanson, conseiller en organisation industrielle, votera OUI « pour l'interdiction du Parti communiste ».

M. P. M., de Paris, après nous avoir écrit qu'il dirait NON, rectifie son vote en précisant qu'actuellement « le général de Gaulle est indubitablement le seul homme en France qui dispose de l'autorité nécessaire pour mettre fin à la guerre d'Algérie ». M. Brezinski, fonctionnaire dans l'Eure, votera OUI parce qu'il ne veut pas de « la capitulation d'Indochine où sont morts 92.000 des nôtres, et où 31.000 de nos soldats ont été portés disparus sans compter les millions de blessés. Tous ces sacrifices n'ayant servi à rien, je ne veux pas que cela se reproduise en Algérie », et il « fait confiance au libérateur de la patrie en disant NON à la capitulation ».

Voilà qui fera, certes, beaucoup de monde.

Notons également, parce que l'argument n'a pas encore été relevé, la remarque de M. Burner, ingénieur à Belfort, qui refuse l'assimilation souvent faite entre la France d'aujourd'hui et l'Allemagne de Weimar. « A l'avènement de Hitler, écrit-il, elle étouffait dans six millions de chômeurs, la voie du fascisme était tout ouverte. Nous n'en sommes pas là ; mais nous risquons d'y arriver si la danse des gouvernements recommence. Donc, disons : OUI. »

DU côté des NON, on retrouve quelques thèmes majeurs : les matraquages et la cérémonie du 4 septembre à la République qui, pour tous ceux qui en ont été les témoins, a joué un rôle décisif. Elle est évoquée par M. Roché-Gill, de Champigny-sur-Marne, par M. A. S., à Enghien, par M. Charles Monier, de Montrouge, qui constate : « Dieu, quelle peur du peuple a le général ! Par là même l'instauration de la dictature ne se fera pas en douceur, le OUI n'écartera pas la guerre civile. »

M. F. Tonnard, Finistère, a été dégoûté de voter OUI par l'excès de propagande. Il ne sera pas, semble-t-il, le seul.

Nombreux, également, les NON émanant d'hommes qui écrivent simplement : « Non, parce que j'ai fait mon service militaire en Algérie. » Un officier de police, originaire de la métropole, mais affecté à la police judiciaire en Algérie, écrit : « Je suis, de par mes fonctions, bien placé pour savoir la vérité et connaître les intérêts de la France. Je ne veux pas que mon pays revive l'époque 40-45 que nous vivons présentement en Algérie. Je pourrais vous parler de bien d'autres choses encore. Des villages privés de ravitaillement durant de longs mois, des camps de concentration, des réalités sur « le coup d'Etat » du 13 mai, des kermesses du Forum, des mascarades franco-musulmanes avec filles de joie des maisons closes, des élections truquées... Je sais que mon vote ne servira à rien en Algérie où le résultat est déjà connu d'avance. Mais ce sera peut-être mon dernier acte d'homme libre. »

Cette dernière remarque est, elle aussi, cent fois formulée.

La Constitution en soi est souvent considérée. M. Georges L..., de Bordeaux, note : « Charles de Gaulle écrivait en 1940, dans la déclaration organique complétant le manifeste du 27 octobre : « Sans nier qu'une « révision de la Constitution pourrait être utile en soi, « le fait de l'avoir provoquée et réalisée dans un moment

(Dessin de Siné.)

« de désarroi et même de panique du Parlement et de « l'opinion suffirait à lui seul à ôter à cette révision « le caractère de liberté, de cohérence et de sérénité « sans lequel un tel acte, essentiel pour l'Etat, et pour « la nation, ne peut avoir de réelle valeur constitutionnelle... » Ce que le général disait de la Constitution du maréchal, je me permets, simple lieutenant, de le penser de la Constitution du général. »

Le pasteur Edouard Theis, directeur du Collège cévenol du Chambon dira NON à l'équivoque, aux factieux aux « combinards qui, par le chantage et en faisant passer pour communisants tous les opposants, cherchent à faire accepter au peuple dupé qu'on lui mette une muselière... NON au grand homme aveuglé par l'orgueil ».

L'amalgame communisme-opposants, de la propagande officielle, semble avoir irrité et fortifié dans leur résolution beaucoup d'hésitants. « Le général de Gaulle était, avec les communistes, le plus violent opposant à la C.E.D., écrit M. Martinage, de Lyon. Serai-je un plus mauvais Français que lui parce que, dans une circonstance différente, mon opinion rencontre celle du P.C. ? »

Un électeur modeste constate : « OUI, NON, une chance sur deux de me tromper. Puisque je ne sais discerner, je dirai NON comme les universitaires, hommes les plus sages, les plus désintéressés, les plus civilisés du pays. » Et, à sa lettre, répondent celles de nombreux universitaires parmi lesquels deux professeurs à la Sorbonne, MM. Gurvitch et J.-J. Mayoux qui écrit : « Le crime le plus considérable de Pétain fut d'inventer le double jeu grâce auquel chaque phrase prononcée avait un sens secret qui s'ajoutait au sens clair... Le Français moyen prit à ce jeu l'habitude et même le goût de l'incertitude rassurante, du mensonge réconfortant, d'une mystification dont il était entendu que la dupe était nécessairement l'autre. L'homme du 18 juin a pris, depuis le 13 mai 1958, entre la France et les factieux la relève du double jeu. » Et il conclut : « Il importe que les résistants fassent entendre leur voix et qu'ils soient nombreux à faire savoir que ce sera NON. »

FAUT-IL poursuivre ? Pour l'immense majorité, les jeux sont faits et la réflexion supplémentaire ne sera que l'ajournement d'une décision déjà prise. Une période de notre histoire se termine dont beaucoup risquent de se souvenir avec nostalgie, car ils furent idylliques ces quatre mois où Marianne vécut la bague au doigt...

Mais ce sera désormais le temps du mariage.

Les Lydiens, écrit Thucydide, devinrent des esclaves parce qu'ils ne surent pas dire NON.

Françoise Giroud.

VOUS NE POUVEZ PAS
abandonner votre projet d'installation, de remise à neuf ou de construction sous prétexte de
PRIX INABORDABLES
ou de TRAVAUX IRREALISABLES
Tout est possible
à des prix très serrés pour
NICOLE et PIERRE CHAPO
DECORATEURS
qui se tiennent à votre disposition pour vous étudier sur place tous vos problèmes et vous soumettre esquisses et devis SANS AUCUN ENGAGEMENT POUR VOUS
Téléphonez-leur à GOB.23.18 ou écrivez-leur 14, boulevard de l'Hôpital - PARIS (5e)

RÉSULTATS

Connaissez-vous la presse ?

(Résultats du test de la page 22.)

1) 1 e; 2 c; 3 f; 4 b; 5 a; 6 d. — 2) 1 c; 2 a; 3 e; 4 f; 5 d; 6 b. — 3) 1 d; 2 a; 3 b; 4 c. — 4) b. — 5) d. — 6) 1 d; 2 f; 3 a; 4 b; 5 c; 6 e. — 7) 1 a; 2 b; 3 c; 4 d; 5 e; 6 f; 7 g. — 8) 1 c; 2 c; 3 c. — 9) a : 3-5-6-10-11; b : 1-4-7; c : 2-8-9. — 10) 1 c; 2 d; 3 b; 4 e; 5 a. — 11) b. — 12) b et e. — 13) e. — 14) 1 c; 2 b; 3 h. — 15) d. — 16) b. — 17) c. (Tirage de mars 1958 : 1.292.707 exemplaires contre 1.141.000, le même mois pour « Marie-Claire ».)

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS

300.000 fr. par mois
à forte personn., poss. auto, parlant allem., parf. libre, un mois essai et voyages permanents, vente équipements magasins pour firme suisse. Téléph. rendez-vous, préfér. samedi - SUF. 35-81

DEMANDES D'EMPLOIS

31 ans, célibat. O.S.T. stages USA, act. directeur comm. imp. firme, réf. 1er ordre, sens efficacité, exp. gestion, souh. sit. resp. Sud-Ouest ou étrang. Ecr. n° 6783 Elysées Publicité, 21, Ch.-Elysées, Paris

H.E.C. J. F. 23 ans, parlant cour. anglais, conn. allemand, sténo anglaise-franç. perm. cond., ch. empl. offrant init. resp. contact avec public. Libre nov. Ecr. n° 19.737 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris, qui transmettra

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection, haute réputation (24e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

LOCATION (Demande)

URGENT
AMICALE DES ELEVES DE L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES recherche chambres individuelles pour étudiants. S'adresser à : Amicale des Elèves I. E. P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris (7e) ou téléphoner tous les jours de 14 à 16 heures à BAB. 25-59

AUTOS (Vente)

PARTICULIER VEND
403 - 56 comme NEUVE
Téléphoner DID. 24-30

L'EXPRESS
DIRECTION : Françoise Giroud
J.-J. Servan-Schreiber
REDACTION : 91, Ch.-Elysées - Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
Abonnements, Publicité, Vente : 29, r. de Marignan Paris-8e (angle Champs-Elysées) Tél. : BAL. 19-68
Les jours fériés : ELY. 03-02
Règlement par chèque bancaire au C.C.P. 7378-19 Paris

Tirage des I.P.R. Raymond Séguin 10, r. du Faub.-Montmartre. PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

L'épée des Mandarins

APRES toutes ces semaines d'arguments et de contre-arguments, le moment est venu de simplifier, d'essayer de discerner l'essentiel.

Beaucoup de gens n'arrivent pas à détacher leur esprit, en ce mois de septembre 1958, d'une analogie qu'ils trouvent frappante — par le climat, par le style, par les méthodes — entre la France officielle d'aujourd'hui et celle de juillet 1940. D'autres aussitôt se récrient : comment faire à De Gaulle l'injure insupportable de le comparer à Pétain, condamné à mort pour trahison ? Bien sûr, et il ne s'agit pas de cela. Mais ce sont les premiers, nous semble-t-il, qui ont raison : nous sommes en juillet 1940. Et là réside l'essentiel.

DE SEDAN A L'ALGERIE

Car l'affaire de juillet 1940, en ce qui concerne la révolution politique intérieure française, n'est qu'accessoirement — et d'ailleurs ultérieurement — liée à la collaboration avec l'ennemi, à la trahison. La percée des divisions allemandes ne fut que *l'occasion* de la prise du pouvoir par l'état-major de l'armée sous l'autorité d'un chef militaire prestigieux.

La défaite fut une chose (comme en Belgique, en Hollande, en Norvège, etc.). La Révolution Nationale en fut une autre, et spécifiquement française : l'état-major de l'armée lâcha le régime et installa, à sa place, son pouvoir. D'ailleurs, dans les formes légitimes. Et la contrainte sous laquelle l'Assemblée nationale de Vichy confia à Philippe Pétain la charge d'organiser le transfert n'était pas la pression des divisions de Hitler, mais celle de l'armée de Weygand et de Darlan.

Nous y sommes. La revanche que l'armée vaincue à Sedan prit sur la Troisième, l'armée qui s'est vue perdue en Algérie vient de la prendre sur la Quatrième : elle a pris le pouvoir.

LE MEME STYLE

L'armée a pris le pouvoir dans l'acception exacte de ce terme :

– Elle a renversé, par la menace, le régime précédent.

– Elle a placé à la tête de l'Etat son candidat.

– Elle a imposé, jusqu'à présent, à ce nouveau chef sa politique.

En quoi d'autre consiste le pouvoir ? L'habillage civil, légitimiste, dont on pare la situation nouvelle n'est qu'une habileté nécessaire. Et quand le général de Gaulle retire son uniforme chaque fois qu'il revient de voyage pour mettre, à Paris, un complet veston, il symbolise, involontairement, ce jeu des apparences : pour l'opinion, il convient que le régime paraisse bien civil. Il repose entièrement sur l'armée.

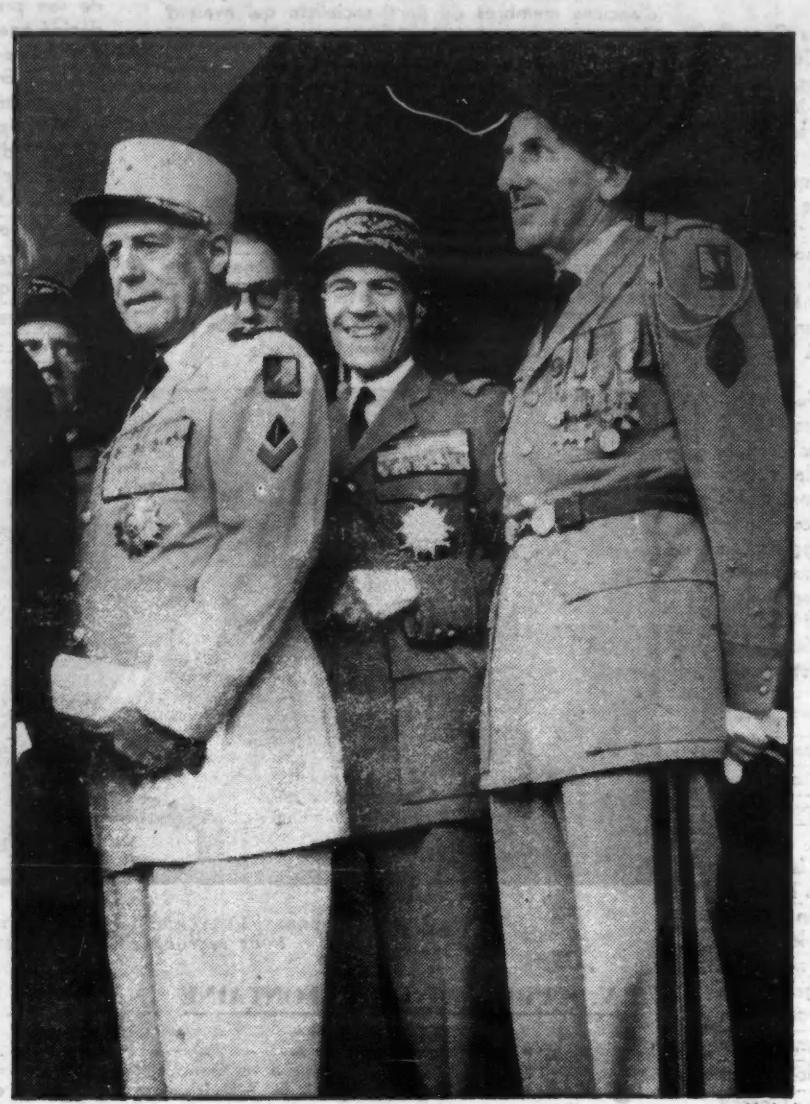
Et, comme toujours, le style des textes, des déclarations, des proclamations officielles trahit bien l'analogie profonde des situations.

«L'Assemblée nationale m'a confié librement le mandat de faire une Constitution. La nation a rompu légalement avec un régime que les faits ont condamné et qui meurt de ses fautes... Croyez-vous que les méthodes et les hommes qui ont conduit le pays au désastre pourraient lui rendre sa grandeur ? J'ai choisi la France et son avenir». Ce n'est pas une citation du discours de Charles de Gaulle à Lille, elle est de Philippe Pétain.

L'ETAT-MAJOR INSTALLE

L'état-major a bien repris le pouvoir, à l'abri, de nouveau, de la gloire d'un grand homme. La dernière fois, ce fut pour trahir, dans la complicité avec l'ennemi. Cette fois, le problème est tout autre. Que veut l'armée ? comme on dit — ce qui signifie en fait : quel est *l'intérêt de corps* de l'état-major ?

L'état-major est lié à «l'Algérie



(Agip.)

LES GÉNÉRAUX SALAN, ELY ET MASSU

« L'Armée ne rentrera plus à Romorantin. »

française» non pas par la découverte sentimentale de compatriotes locaux à défendre ou d'une mission morale à remplir — ces considérations mobilisent bien les jeunes officiers d'active, mais pas les mandarins — il s'ancre, s'accroche, se cimente en Algérie pour des raisons bien plus déterminantes.

Professionnelles d'abord : comme l'explique admirablement Jean-Paul Sartre (voir p. 14), il faut aux chefs de l'armée à la fois une compensation pour tous leurs échecs, et une guerre dans laquelle s'installer et s'épanouir. C'est l'aventure romaine en Algérie ou bien la vie de caserne en France. André Malraux l'a constaté aussitôt après son arrivée au pouvoir : *«Il n'y a rien à faire : l'armée ne rentrera plus à Romorantin».* Les soldes, les décorations, le prestige, la vie quoi — c'est la guerre d'Algérie.

UN INTERET VITAL

Mais ce n'est pas tout, ni même sans doute l'essentiel. Si les manitous du syndicat militaire, que sont nos généraux et nos colonels d'état-major, sont *résolus* à s'opposer à toute négociation avec les nationalistes algériens — ce qui suffit à garantir la poursuite de la guerre, quels que soient les discours, les statuts, les réformes — c'est qu'ils ont maintenant, depuis environ dix-huit mois, un intérêt *vital* à ce que l'Algérie demeure sous leur contrôle : si, dans la paix revenue, on découvre ce qui s'est passé là-bas, ils sont perdus.

La plupart des mandarins de notre armée ne sont pas directement des tortionnaires, ni des factieux. Mais quelques-uns d'entre eux se sont conduits d'une manière que condamnent absolument et les règlements militaires, et les lois de la République, et le simple sens de l'honneur : ils sont des condamnés en sursis. Sursis que seule la guerre peut prolonger. Et les autres ? Par faiblesse, ils ont couvert. Un homme comme le chef d'Etat-Major général, le général Ely, n'est ni un bourreau, ni un aventurier — loin de là. Mais il est terriblement faible : il ne sait pas résister. On l'a bien vu en 1954, pendant la Conférence de Genève : il était en Indochine d'où il envoyait télégramme sur télégramme, *suppliant* que la négociation avec l'adversaire aboutisse rapidement et à tout prix. C'est le même homme qui lâcha le général de Bollardière quand celui-ci, *seul* parmi ses pairs, rompit la complicité du silence sur les tortures en Algérie.

L'affaire Bollardière, puis le coup du 13 mai, ont donné deux occasions précises aux chefs militaires de manifester leur sens de l'honneur et leur loyauté républicaine. Qui l'a fait ? Désormais ils sont donc liés aux plus condamnables d'entre eux. Il y a maintenant une solidarité de corps pour « tenir » l'Algérie et la France, les maintenir en état de siège, poursuivre la guerre.

LEUR OBEIR OU LES BRISER

Si tel est bien le cœur de la situation, quel est le problème ? Ou bien le gouvernement légal obéit à l'Etat-Major, ou il le casse : tout se résume à cette alternative. On ne fera pas la paix en Algérie avec l'accord de l'Etat-Major, seulement contre lui. Il faut *d'abord* le briser : ce problème contient tous les autres. Qui l'affrontera, qui le résoudra ?

Ici intervient le pari sur le général de Gaulle. Beaucoup de Français, et parmi les meilleurs, mettent leur espoir en lui pour cette tâche. Lui seul, disent-ils, aura l'autorité — que n'ont pas eue les politiciens de la IVe transformés, au contraire, en valets de l'Etat-Major, comme Bourgès, Mollet, Lejeune, Lacoste, Morice, Bidault, Duchet, etc. — lui seul aura le caractère voulu pour mater le syndicat militaire. Et théoriquement c'est vrai qu'il pourrait être « le mieux placé ». Il nous reste donc à dire, succinctement, pourquoi cet espoir nous semble fragile et ce pari condamné :

1) Depuis trois mois, le général de Gaulle n'a pas fait *un geste* qui porte atteinte aux prérogatives, au système, de l'Etat-Major rebelle du 13 mai. Il a soigneusement respecté, protégé et même renforcé son pouvoir.

2) Ce qui est plus grave, et beaucoup plus alarmant, c'est qu'il n'a même pas profité des occasions qui se sont présentées à lui, depuis juin, de nommer des hommes sur qui l'on puisse compter. Au contraire. Il a mis Faure en Kabylie, Zeller à la tête de l'Etat-Major Terre, Challe à Alger, Jouhaud à la tête de l'Etat-Major Air : *tous* des politiciens liés à l'équipe du 13 mai. Tous des militaires rebelles qui ont dit et écrit publiquement, comme Darlan, comme Weygand, comme Pétain, leurs modèles et leurs exemples, que *« l'Armée ne doit pas hésiter à prendre le pouvoir »* (Faure) et qu'elle a *« des intérêts supérieurs du pays une vue plus saine que les hommes politiques »* (Zeller).

Quelle étrange conduite pour un restaurateur de l'Etat...

3) Précisément : de Gaulle est un général, et cela est fondamental. Ce qu'un Truman a fait contre Mac Arthur, un Kroutchev contre Joukov, ni Eisenhower, ni de Gaulle ne sont, *par nature*, assez résolument non-militaires pour le faire contre leurs propres généraux.

L'AXE DU MONDE

4) Et pourtant en 40 ? Oui, en 40 de Gaulle s'est trouvé dans la situation, atroce pour tout officier, d'être rejeté, haï, condamné par le corps militaire.

Raison de plus : jamais il ne recommencera ce calvaire. Son ami, son collaborateur le plus direct dans l'Armée, le général Ely, vient de l'écrire cette semaine, et avec sa caution : *« L'Armée a tiré la leçon des événements de 1940 à 1944, où elle a cruellement souffert de sa division. »*

1940 n'est pas un précédent, mais un cauchemar pour les militaires, y compris et surtout le général de Gaulle.

5) D'ailleurs, et ceci nous paraît déterminant, de Gaulle est convaincu, intimement, profondément persuadé que le salut de la nation ne peut venir *que* de son armée. Lui aussi, et avec plus de précision, de clarté que tous les autres, l'a écrit. C'est une belle page mal connue, mais bien révélatrice — qu'il convient de lire et méditer aujourd'hui.

« Il faut qu'un maître apparaisse, indépendant en ses jugements, irrécusable dans ses ordres, crédité par l'opinion... Chef faisant corps avec l'armée, dévoué à ceux qu'il commande, avide d'être responsable ; homme assez fort pour s'imposer, assez habile pour séduire... Tel sera le ministre, soldat ou politique, à qui la patrie devra l'économie prochaine de sa force... Nul doute qu'à bref délai, le jeu des institutions, suivant le mouvement des besoins, n'ouvre le champ aux résolus.

« Si cette refonte nationale devait commencer par l'Armée, il n'y aurait là rien que de conforme à l'ordre naturel des choses... Pour cette raison que le corps militaire est l'expression la plus complète de l'esprit d'une société. C'est par l'histoire de ses légions qu'on peut le mieux comprendre Rome... Dans le dur travail qui va rajeunir la France, l'armée nouvelle servira de recours et de ferment. Car l'épée est l'axe du monde, et la grandeur ne se divise pas. » (Charles de Gaulle, 1934.)

L'épée peut-elle être l'axe de notre redressement, l'Armée notre recours et notre ferment ? De Gaulle, au plus profond de son être, le croit. Et nous ? Le croyons-nous : Oui ou Non ?

Non.

J.-J. S.-S.

CORRESPONDANCES EXPRESS

LES HAUTS FONCTIONNAIRES ANALYSENT LA CONSTITUTION

● Un groupe de 150 fonctionnaires du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes, des Corps de Contrôle et des Administrations publiques, parmi lesquels se trouvaient vingt chefs de service, s'est réuni la semaine dernière pour examiner le projet de Constitution.

Ils ont, ensemble, rédigé une « note » qui a été adoptée à l'unanimité. Cette note analyse dans le détail chaque article de la Constitution. Dans sa conclusion, elle souligne notamment un point qui paraît essentiel aux auteurs de la note :

« En ce qui concerne la République et la Communauté dans leur ensemble, le gouvernement est investi de pouvoirs qui ne sont soumis à aucune limite ni à aucun contrôle :

« Il prend par voie d'ordonnance les lois organiques nécessaires à la mise en place des institutions (art. 92, al. 1er) ; ces « ordonnances organiques porteront essentiellement sur le mode d'élection du président de la République, notamment les modalités de participation des pays d'outre-mer (art. 6) ; certaines règles concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée nationale, notamment la durée de ses pouvoirs, le nombre de ses membres, et — ce qui peut être particulièrement important — les conditions d'éligibilité (art. 25) ; enfin, l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel (art. 63).

« (...) Le gouvernement, d'autre part, fixe par ordonnances le « régime électoral » des Assemblées (art. 92, al. 2), il est ainsi maître non seulement du mode de scrutin, mais encore du découpage des circonscriptions.

« (...) Enfin, il a le pouvoir — jusqu'à la fin du quatrième mois suivant la promulgation de la Constitution, c'est-à-dire pratiquement jusqu'en février 1959 — de prendre « en toutes matières les mesures qu'il jugera nécessaires à la vie de la nation, à la protection des citoyens ou à la sauvegarde des libertés » ; il dispose ainsi de « pleins pouvoirs » absolus ; les textes qu'il prend ne sont limités par aucune restriction, et, ayant « force de lois », ne sont pas susceptibles d'être déférés au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir ; ils peuvent, par exemple, prévoir de nouveaux délits, avec effet rétroactif, créer des juridictions d'exception, instituer dans la métropole un régime d'internement administratif destiné aux « suspects » ou prononcer la dissolution de certaines organisations politiques ou syndicales. »

C'est la première fois que les hauts fonctionnaires, réunis spontanément, prennent une initiative de cet ordre. Ils ont décidé de réunir désormais chaque semaine un comité de liaison.

LE NOUVEAU PARTI SOCIALISTE UNE SEMAINE APRES

● Le Parti socialiste autonome qui s'est constitué autour de MM. Depreux, Verdier et Savary à l'issue du dernier congrès de la S.F.I.O., a déjà attiré en dix jours plusieurs parlementaires : MM. Mazier (Côtes-du-Nord), Binot (Seine-Maritime), Arbeltier (Seine-et-Marne) et Guy Desson (Ardennes).

M. Charlot (Var) doit rejoindre incessamment le nouveau parti. D'autres parlementaires attendent les décisions de leurs fédérations et de leurs sections pour quitter le parti de M. Guy Mollet.

De nombreux non-parlementaires ont également rejoint M. Depreux. Ce sont notamment : MM. Daniel Mayer, André Philip, Mmes Andrée Vienot, Gilberte Brossolette, Madeleine Lagrange, Jeanne Dormoy, etc.

M. Depreux a reçu un grand nombre de lettres d'anciens membres du parti socialiste qui avaient abandonné toute activité politique depuis plusieurs mois à la suite notamment du 6 février 1956, de l'affaire de Suez, de Sakhiet, etc.

Dans les milieux syndicaux et ouvriers, la création du nouveau parti socialiste a éveillé un large écho, et des liaisons sont déjà établies.

M. Depreux et ses amis ont pris contact, d'autre part, avec plusieurs sections de l'Internationale Socialiste auprès desquelles ils ont rencontré un accueil favorable. Plusieurs partis socialistes étrangers sont décidés à demander la reconnaissance par l'Internationale du nouveau parti socialiste.

(Keystone.) (A.P.) (Agip.)

M. Claude Bourdet, François Mitterrand et Edouard Depreux
Pour regrouper les opposants.

T.V. : PREVERT ET LA FONTAINE INDESIRABLES

● M. René Lucot, producteur à la Télévision, s'est vu notifier l'interdiction de présenter un récital de poésie au cours duquel M. Jean-Marc Tennberg devait lire des poèmes d'auteurs classiques et modernes. Raisons de ce veto : un poème de Jacques Prévert où il est question d'un général qui meurt dans son lit et « Les animaux malades de la peste » (de La Fontaine), considérés comme « textes subversifs ».

LES GENDARMES DE MADAGASCAR

● A Madagascar, dans tous les coins et recoins des villes, aux alentours de la capitale elle-même, la gendarmerie circule avec des autos équipées de magnétophones et de haut-parleurs pour propager le « Oui »... avec des slogans, parmi lesquels : « Voter Oui, c'est voter l'Indépendance. »

LES DECISIONS DE L'U.D.S.R. ET DE L'U.G.S.

● Le comité directeur de l'U.D.S.R. a décidé à la majorité — M. Mitterrand l'a emporté contre M. Pleven — d'appeler ses électeurs à voter « Non » au référendum. Au nom de ses amis, M. Joseph Perrin, sénateur, a déclaré : « Rien de ce que le gouvernement a fait depuis quatre mois ne peut permettre d'espérer un retour à la démocratie. »

L'Union de la Gauche Socialiste (U.G.S.), lors de son premier congrès national, tenu à Lyon, a décidé également de répondre « Non » et de réclamer une négociation avec le « gouvernement » algérien. L'U.G.S. a décidé en outre d'ouvrir rapidement avec le parti socialiste autonome, qui groupe autour de M. Depreux les socialistes démissionnaires de la S.F.I.O., des négociations tendant à la fusion des deux associations.

L'U.D.S.R. (Mitterrand), le Parti socialiste autonome (Depreux-Verdier) et l'U.G.S. (Bourdet-Martinet) sont réunis au sein de l'Union des Forces Démocratiques que M. Mendès France a présentée, mardi soir à la radio, comme « regroupant tous les opposants non communistes ».

COMMENT ON VOTE AU MAROC

● Des « anomalies » — auxquelles il n'a pas été remédié malgré de nombreuses protestations — ont été constatées à l'ouverture du scrutin du référendum dans les villes du Maroc où résident des Français appelés à participer au vote :

1) Pas d'isoloirs.

2) Aucun contrôle d'identité au moment du vote.

3) Le secret du vote n'est pas assuré : dans une même enveloppe, l'électeur insère :

a) une enveloppe ouverte contenant son bulletin de vote ;

b) une déclaration sur l'honneur avec identité de l'intéressé, d'où possibilité de contrôler le vote de chaque personne. (Cette mesure empêchera des

L'U. F. D. communique :

L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES qui ne bénéficie d'aucun soutien financier et qui doit faire face aux dépenses considérables de la campagne pour le Référendum, lance un appel à tous ceux qui approuvent son action, pour qu'ils participent aux charges de la campagne.

Adresser les dons à :

M. Mugnier
(Union des Forces Démocratiques)
39, r. St-Roch - C.C.P. 518-072 Paris

Le drink du couple élégant

Délicieuse boisson pétillante, se sert nature ou avec une tranche de citron

Schweppes
INDIAN TONIC

L'INDIAN TONIC PARFAIT COMPLEMENT DU GIN ANGLAIS ET DE TOUS APÉRITIFS A BASE D'ORANGE

OLD ENGLAND
12, BD DES CAPUCINES - PARIS
PRÊT A PORTER
Pardessus 3/4 "Rodex" à partir de.................. 28.000 Fr.
Complets Ready-Made à partir de.................. 39.000 Fr.
DANS LA MEILLEURE QUALITÉ ANGLAISE

dizaines de milliers de réfugiés algériens de voter).

4) Chaque votant peut déposer plus d'un bulletin : ceux de ses parents ou amis. (Les nombreux départs enregistrés depuis deux ans permettent de penser qu'environ 20.000 personnes immatriculées, donc inscrites sur les listes électorales, n'auront pas retiré leur enveloppe ou demandé qu'elle leur soit expédiée à leur domicile. Cela représente des abstentionnistes d'office qui ne seront pas en mesure de venir contester l'utilisation qui pourrait être faite de leur bulletin par des fraudeurs organisés) ;

5) Un seul employé comme scrutateur et un garde mobile gardant la porte ; urnes mises en place dans le hall du consulat du 12 au 28 : soit dix-sept jours sans plus de surveillance.

6) Possibilité pour le consul de choisir seul les scrutateurs chargés du dépouillement. Celui-ci ne sera pas public.

8) Aucun texte de la Constitution n'a été inclus dans les documents remis aux électeurs, contrairement à ce qui avait été annoncé dans les communiqués et conférences de presse de l'ambassade.

LA FILLE DU GENERAL A ALGER

● Le général de Gaulle est informé directement des décisions prises à Alger par son gendre, le colonel de Boissieu, qui est à l'état-major du général Salan. De son côté, la fille du général de Gaulle, Mme de Boissieu, travaille au sein de l'organisation des générales Salan et Massu, qui sont chargées de la propagande concernant les musulmanes.

Le colonel de Boissieu est, comme ses collègues de l'état-major d'Alger, un partisan résolu de l'intégration.

CONFLIT AUTOUR DE « TEMOIGNAGE CHRETIEN »

● « Témoignage Chrétien », hebdomadaire de la gauche catholique, traverse une crise grave. En juin dernier, par décision du visiteur en France de la Compagnie de Jésus, les deux pères jésuites qui étaient au journal, l'un comme membre du conseil d'administration, l'autre comme conseiller théologique, avaient dû se retirer.

La direction du journal demandait alors à la hiérarchie catholique de désigner un autre conseiller. Il lui fut répondu que cette désignation serait plus facile si le rédacteur en chef, M. Georges Suffert, se retirait : le Saint-Office, après avoir reçu de nombreuses dénonciations de France contre l'orientation politique de « Témoignage Chrétien », et notamment contre son rédacteur en chef, avait demandé au cardinal Gerlier s'il ne trouvait pas utile de faire cesser la vente du journal dans les églises. Le cardinal répondit qu'il fallait ou laisser vendre tous les journaux catholiques ou aucun. Il n'y eut pas de nouvelle lettre de Rome et on ne saurait parler de mise en demeure romaine.

Mais les pressions exercées ont eu pour effet de déterminer un changement d'orientation politique au sein de la majorité du conseil d'administration du journal, qui souhaite adopter désormais une attitude plus « centriste ».

Dans ce cas, M. Georges Suffert, qui a déjà proposé sa démission, se retirerait, ainsi qu'un certain nombre de rédacteurs.

M. Suffert et ses amis soupçonnent que l'affaire « Témoignage Chrétien » n'est pas sans rapports avec la formation annoncée d'un nouveau mouvement politique qui pourrait souhaiter s'appuyer sur leur journal.

Ce mouvement réunirait des personnalités de premier plan de la C.F.T.C., des mouvements ruraux catholiques et laïques et sans doute de l'Association des Jeunes Patrons et une partie importante du M.R.P., ainsi que diverses autres personnalités non encore engagées politiquement. Le mouvement se situerait au centre gauche.

COMMUNIQUE (pas officiel)

Ses promoteurs affirment qu'il n'y a aucun rapport entre le changement de direction éventuel de « Témoignage Chrétien » et leurs projets.

« TABAC DEMI-FORT-GENERAL DE GAULLE »

● Les républicains-sociaux, pour appuyer leur propagande en vue du référendum, distribuent gratuitement, dans certains départements, des paquets de tabac et de cigarettes portant sur leur enveloppe l'effigie du général de Gaulle et l'inscription suivante : « Tabac demi-fort-Général de Gaulle ».

Ces paquets sont confectionnés en Belgique, dans la région de Dinant, et entrent en France comme produit de contrebande.

AU SALON NAUTIQUE DE PARIS

ZIM SHOHAM

LIGNES MARITIMES D'ISRAËL

VOUS INVITENT A LEURS PROJECTIONS DE FILMS

HALL IENA - STAND 235.237

Du 26 septembre au 12 octobre

EVIAN

L'eau des surmenés

DÉSINTOXIQUE • SUPPRIME LA FATIGUE • CONSERVE LA FORME *Si pure ! Si légère !*

FORUM

Alfred Sauvy

LE CADENAS

par ALFRED SAUVY

Appelé à répondre, sur un ensemble de questions complexes et graves, par une seule syllabe brutale, Oui ou Non, quel Français n'a subi, au plus profond de son être, une forte tourmente intérieure ? La politique est un jeu cruel qui pose des choix féroces. C'est pourquoi tant de personnes s'en évadent, ne fût-ce qu'un instant, dans les longues chevauchées-dissertations, les subtils distinguos, sans parler des motions nègre-blanc.

Les lecteurs me permettront-ils d'avouer ici une extrême perméabilité ? Au cours de longues années, il n'y a pas un courant d'opinion, du meilleur au pire, qui ne m'ait travaillé, troublé, torturé, car jamais je n'ai bloqué l'aiguille.

Cette fois, de nombreuses oscillations se sont amorties devant un argument pesant, énorme, bien qu'il n'ait pas été pleinement explicité encore :

Pour l'élection du président, disons du maître (et sans doute plus encore pour l'élection du Sénat), l'habitant du village comptera deux fois plus que celui des villes : un électeur pour 500, en moyenne, dans les villages de moins de 1.000 habitants, un pour 1.000 au maximum, dans les villes de plus de 30.000.

Certes, le suffrage universel égalitaire a quelque chose de primitif, disons même de monstrueux. Mais c'est le seul système possible, « le plus mauvais, à l'exception des autres ». Dès qu'on en sort, on ne sait plus où l'on va, ou bien on ne le sait que trop.

Il est bien permis de dire que les forces vives d'avant-garde, de progrès, ne se trouvent généralement pas dans les villages. Nul ne demande une faveur pour les citadins ; mais il est inadmissible qu'un Francis Perrin, un Louis Armand, un Pierre Dreyfus et tant d'autres ne soient plus que des demi-citoyens.

En outre, la population qui va bénéficier du vote plural est plus âgée, en général, que la population pénalisée.

Ainsi, entre la voie du progrès et l'attardement, la Constitution a choisi le second. Le 28 septembre 1958, dira l'Histoire, un grand coup de frein a été donné à la marche de la France.

Expliquons-nous bien : il ne s'agit pas tant de politique pure, de socialisme ou de capitalisme. Il y a des « libéraux », des conservateurs progressistes. Et, d'autre part, il arrive que les communistes soutiennent la brouette contre le moteur. Ce qui est désastreux, c'est que le progrès va être perdant dans tous les domaines : économie, technique, enseignement, architecture, etc. Partout le frein va être serré.

Notre horizon doit aller, naturellement, au-delà du premier président. Or cet article 6 sera extrêmement difficile à modifier. Non seulement, le frein va être serré, mais il sera bloqué par un solide cadenas.

⁂

Que la grande propriété cherche son salut auprès des défenseurs de la petite, ce n'est pas tout nouveau et c'est presque de bonne guerre. Mais que la peur de l'évolution sociale, normale, naturelle, conduise à refuser le progrès tout court, en donnant la prépondérance à une population, certes méritante et travaillant dur, mais par sa position même, en arrière-garde, voilà qui est plus affligeant. Le grand danger, le grand mal du communisme est que la crainte qu'il inspire n'incite à faire demi-tour. Tout le drame du capitalisme occidental se trouve là.

Refusez le communisme, combattez-le, mais en avant ! Ne vous arrêtez pas, par peur d'avoir quelque point commun avec lui ! La grande course mondiale est en cours et le verdict sera impitoyable. Le régime qui donnera le plus de bien-être, de congés, de culture, d'ici trente ans, l'emportera. Au XIXe siècle, le capitalisme pouvait aller à son train, à son rythme : au pas, au trot, au galop, peu importe. Ce n'est plus permis aujourd'hui.

Fermer les yeux devant cette compétition, se retrancher à l'abri de slogans-anathèmes condamnant les exactions communistes est une attitude défendable pour une personne âgée, sans enfant, et peu amoureuse de la collectivité. Les autres doivent tenir les yeux grands ouverts sur l'autre monde, non pour l'admirer, mais pour avoir l'idée, l'envie, le besoin de faire mieux.

Allons au plus grave : l'horizon d'un pays ne se limite pas à six mois. En suivant sans peur la ligne de l'Histoire, nous voyons que le grand événement qui marque la France n'est pas l'émancipation des territoires d'outre-mer ; celle-ci était écrite à la date près. Le grand événement, c'est, après cent cinquante ans de vieillissement, la reprise de la jeunesse, la poussée de nouveaux bourgeons sur le vieux tronc. La France revit.

Ces forces neuves peuvent, doivent apporter d'immenses bienfaits. Ce n'est pas une question de nombre, répétons-le, mais de jeunesse, de vitalité, de désir de tailler dans l'inépuisable carrière de progrès qui est devant nous.

Encore faut-il que l'accueil aux jeunes soit organisé, que les institutions et les idées soient rajeunies comme vont l'être les hommes, qu'un frémissement parcoure le pays, au sortir de cette longue léthargie.

Et c'est à ce moment même que l'on décide de revenir en arrière, de donner la prépondérance aux plus attardés (encore une fois, ce n'est pas un reproche à leur égard) ! Antinomie tragique, déplorable contresens.

Aussi bien, cette contradiction interne ne pourra durer. Ces forces neuves ne pourront pas être étouffées. Elles feront craquer le cadre désuet de nos institutions, qui ne sera plus à leur taille. Mais cet éclatement ne se fera pas sans épreuves, sans violences.

⁂

Cette idée m'a travaillé, en même temps que d'autres, dont certaines en sens contraire. Mais constamment, dans la lucide, glaciale réflexion, elle a repris le dessus. Les menaces de troubles violents ne peuvent laisser insensible un homme, au soir de la vie, qui n'a rien à en espérer et tout à en craindre. Mais pensant qu'« un mal vif et bien terminé vaut mieux qu'un supplice dormant », je ne peux me résigner à entendre le déclic sec du cadenas qui se refermerait sur la jeunesse, ni moins encore à y contribuer.

A. S.

Daniel Mayer

L'INFORMATION

par DANIEL MAYER

Les dispositions transitoires du projet de Constitution donnent pratiquement tous pouvoirs au gouvernement, et dans tous les domaines, pendant les quatre mois qui vont suivre le référendum — si la réponse est oui. Puis-je, respectueusement, soumettre aux très hautes autorités qui seront ainsi investies de pouvoirs qu'aucun souverain n'a connus depuis l'abrogation de la monarchie absolue, une déférente prière ? Elle a trait à ma profession de journaliste, aux moyens de l'exercer, c'est-à-dire d'informer.

Dussé-je déplaire à quelques maîtres de l'heure, à quelques-uns de ces républicains farouches qui siègent en Conseil des ministres, payant ainsi de leur personne pour la sauvegarde des libertés, tout n'est pas clair dans l'exercice des droits auxquels je demeure attaché.

J'en voudrais prendre quelques exemples rapides.

La Ligue des Droits de l'Homme, le Comité Audin, le Comité de Résistance spirituelle, le Comité de vigilance universitaire, le Centre d'Information et de Coordination pour la défense des libertés et de la paix, ont adressé aux deux plus hautes autorités de l'Etat dans lequel nous vivons présentement — à savoir MM. René Coty et Charles de Gaulle — un mémorandum leur relatant certains faits qui se sont passés en Algérie et qui n'honorent que leurs victimes.

Certes, la métropole est le théâtre d'attentats aussi criminels que stupides. Mais, dans la présentation des documents, eux-mêmes soigneusement triés et, hélas ! tous véridiques, les auteurs avaient bien précisé que, selon eux, « les gestes barbares des uns ne justifient nullement les gestes barbares des autres, surtout lorsque ces autres prétendent représenter une civilisation supérieure ». Et encore que « l'armée française n'est pas en cause, mais les pratiques qui discréditent et démoralisent toute l'armée ».

En un mot, ces intellectuels, ces jeunes, qui constituent l'élite de la pensée française, en s'adressant ainsi à deux hommes dont ils apprécient à des degrés divers la haute conscience, ne faisaient que reprendre sous une forme différente et moins violente, la fameuse « adresse solennelle à M. le Président de la République » que, il y a quelques mois à peine, M. André Malraux, avec trois autres illustres écrivains, demandait à « tous les Français » de signer, transformant leur cri d'angoisse personnel en une vaste pétition publique.

Plus modestes, les organisations que je viens de signaler, et dont aucune n'est composée de ces fameux bolcheviques au couteau entre les dents (et quand cela serait, d'ailleurs, en quoi les faits seraient-ils pour autant changés ?), s'étaient contentées de faire brocher à l'usage de quelques amis le texte du mémorandum.

Ils avaient poussé la courtoisie jusqu'à le faire remettre à ses deux destinataires avant de le donner à l'imprimeur. C'était compter sans la vigilance de quelques argousins qui, contrairement à la loi, firent aussitôt saisir tous les exemplaires qu'ils purent trouver, et non, comme les textes légaux les y autorisaient, les quelques seuls échantillons qui eussent été à l'origine d'éventuelles poursuites. Voilà un exemple.

En voici d'autres. Chacun sait maintenant qu'il ne se passe de semaine que le sérieux « Express » ou le spirituel « Canard Enchaîné » ne soient saisis en Algérie sous les prétextes les plus futiles, et maintenant sans prétexte du tout. Il semblerait, en cette matière, que les slogans bien connus se modifient au gré des événements et que, après « l'Algérie, c'est la France », nous en soyons à « l'Algérie, ce n'est pas la France », en attendant peut-être « la France, c'est l'Algérie ».

Si l'on ajoute que la financière « Information », si conforme à l'ordre établi, si scrupuleuse, la droitière « Jeune Nation », si désireuse d'un ordre nouveau qui n'est pas celui auquel personnellement j'aspire, ont été elles aussi saisies pour avoir franchi la Méditerranée, le modeste objet de cet article est de solliciter de nos maîtres à penser qu'ils veuillent bien mettre de l'ordre dans tout cela. Je leur demande, en un mot, d'avoir la bonté de fixer les critères nouveaux de la liberté de la presse, c'est-à-dire les limites au-delà desquelles le papier va au pilon, le journaliste en prison et le lecteur aux kiosques qui vendent des journaux étrangers.

Qu'une saine censure soit officiellement instaurée, et l'on saura à quoi s'en tenir. Qu'on nous dise ce que l'on doit cacher et ce qu'il convient d'imposer à l'esprit d'un peuple pas assez éduqué pour être traité en adulte.

Nous saurons alors ce qu'il nous reste à faire.

Les enseignements de certain personnage important du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes de défunte mémoire, certain procédé de diffusion hérité des méthodes proposées durant quatre ans naguère pour lutter contre l'asservissement de la pensée par le directeur londonien du B.C.R.A. nous serviront utilement pour faire échec aux méthodes employées actuellement par M. Jacques Soustelle en matière d'information et de liberté.

D. M.

RÉFÉRENDUM

Journée en province

● *Le général de Gaulle a limité sa campagne électorale, en province, à quatre villes visitées pendant le dernier week-end. Jean Cau était à Lille.*

SUR bristol blanc à en-tête de la Préfecture du Nord : « *A l'occasion de la venue à Lille, le 21 septembre 1958, du général de Gaulle, vous êtes invité à vous rendre place de la République pour saluer le chef du gouvernement au moment où il quittera la Préfecture, vers 18 heures.* » Deux tampons valident les laissez-passer : l'un apposé par la Préfecture, l'autre par l'une des Associations (patriotiques ou professionnelles) chargées de les distribuer à bon escient.

Dès 15 heures, sous une pluie battante, la place est cernée par des compagnies de C.R.S. et de gendarmes dont la pluie laque les longs cirés noirs. La leçon parisienne a porté ses fruits et les effectifs policiers mis en place à Paris le 4 septembre paraissent maigres à côté de ceux qui, à Lille, barrent les rues ou patrouillent dans le périmètre d'un kilomètre autour de la place. La population ouvre des yeux remplis de stupeur à contempler ce déploiement de forces, à compter les camions militaires qui stoppent leurs files interminables aux endroits névralgiques, à détailler les C.R.S. qui attendent au coude à coude, jambes écartées, immobiles, mitraillette ou fusil à l'épaule, et le gourdin de cuir noir bien assuré au poignet. Certains sont armés de courts bazookas d'acier blanc qui, paraît-il, projettent avec une précision remarquable... quoi ?

— *Vous lancez quels projectiles avec ça ? Des grenades lacrymogènes ?*

Un œil bleu me fixe :

— *Monsieur est curieux ? Monsieur est journaliste peut-être ? Allez, circulez !*

La pluie cesse. D'autres cordons d'hommes de cuir et d'acier se mettent en place. Prodige ! on dirait que les chaussées de la capitale nordique ont craqué pour laisser pousser entre leurs pavés cette forêt d'arbres noirs qui sont des policiers et peut-être — car de temps en temps ils s'adressent entre eux quelques mots — des hommes.

18.000 HOMMES

— *Combien sont-ils ?*

— *En tout ? Dans la région ? Policiers et soldats ?* précise le membre du service d'ordre civil.

— *Oui.*

— *Eh bien !... Ça doit faire dans les 18.000 hommes.*

— *C'est beaucoup.*

— *Il faut ça...*

Sur la place elle-même qui, à partir de 16 heures, se remplit au compte-gouttes, a été installé un système savant de claies en bois qui empêchent les « invités » de former une masse compacte et les distribuent dans des sortes de parcs. Au cas où quelque désordre naîtrait, il serait plus facile d'isoler le parc et d'y calmer — me dit un monsieur décoré « les meneurs ».

— *De toute façon, je crois qu'on sera débarrassé des communards aujourd'hui. Ils ont leur Maurice qui parle à Avion, à une trentaine de kilomètres. Ils ont dû y aller faire la claque.*

De fait, à Avion, en plein cœur du pays minier, Maurice Thorez, à la même heure, parle devant une « claque » de 12.000 mineurs. Au même moment, à Lille, encadré par MM. Guy Mollet, Eugène Thomas, Paul Reynaud et Max Lejeune, le général de Gaulle, dans le hall d'honneur de la mairie, écoute la péroraison du discours de bienvenue que lit M. Augustin Laurent, maire S.F.I.O. de Lille et président du Conseil général :

« *J'affirme ma conviction que l'Histoire écrira ces mots : En l'an 1958, le général de Gaulle préserva la France de nouveaux malheurs en sauvant la République.* »

(A.D.P.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A LILLE (1)
Et M. Paul Reynaud hoche la tête.

M. Paul Reynaud approuve d'un hochement de tête. La chorale « Sans soucis » entonne « Le P'tit Quinquin » que le général, natif de Lille, fredonne par bribes comme s'il aimait en retrouver les paroles oubliées. Boulevard de la Liberté, un vieux couple s'avance vers la barrière des C.R.S. :

— *Invitations !*

— *Invitations ? Je n'en ai pas, mais je voudrais entendre le général.*

— *Impossible !*

Le vieux proteste, s'indigne, raconte une vie toute remplie de combats et de gloire. Le C.R.S. dit : « *Je n'y peux rien.* » La femme tire son mari par la manche :

— *N'insiste pas. Tu vois bien que c'est inutile... Ils ont reçu des ordres bêtes, voilà tout.*

DES SOCIALISTES DISENT « NON »

A la mairie, on applaudit M. Augustin Laurent qui a probablement oublié qu'il convoqua le 13 mai une session extraordinaire du Conseil municipal au cours de laquelle il exhuma un texte disant que le Conseil pouvait être appelé à se substituer au gouvernement pour défendre envers et contre tout la République. Oublié aussi cet autre jour de mai où il marcha en tête de 7.000 manifestants en les adjurant de s'opposer aux factieux qui, à Alger, rêvaient de répéter leur coup d'Etat en Métropole. C'est peu de temps après que le maire de Lille se retirait sous sa tente et se murait dans le silence. Qu'allait dire l'oracle de la S.F.I.O. du Nord ? On le savait hésitant, scrupuleux, travaillé d'un côté par certains députés de son département (MM. Notebart, député de Lille ; Darou et Coutant, députés de Dunkerque et de Valenciennes ; Mme Rachel Lempereur, député de Lille), de l'autre par Guy Mollet. Il doutait. Notebart, pourtant responsable du service d'ordre S.F.I.O. pour le Nord, anticommuniste de toujours, maître dans l'art d'organiser les commandos qui menaient la vie dure aux « staliniens », Notebart lui-même disait NON. Rachel Lempereur, ex-institutrice et présidente de la Commission de l'Education nationale au Parlement, disait NON. Et Darou, et Coutant... Quatre députés sur neuf qu'en compte la S.F.I.O. dans le département ! Certes, ils ont promis de ne pas militer en faveur du NON et le journal de la S.F.I.O. lilloise ne leur a offert aucune tribune. Mais ils ont trahi peu ou prou leurs promesses. Les mineurs de Notebart couvrent les murs de NON ; Rachel Lempereur avoue maintenant la tyrannie de la bureaucratie molletiste ; Coutant, Darou ont des contacts avec les minoritaires... Et puis il y a aussi les sections S.F.I.O. de Dunkerque, de Caudry, d'Anzin... Augustin Laurent s'interrogeait, se souvenait des luttes menées par lui en 47 contre la municipalité, alors R.P.F., et contre le maire, Gaifie, membre du Bureau national R.P.F., qui, accusé de prévarication, fut condamné, démissionné et jeté en prison. Qu'allait dire l'oracle ? Comment allait-il réagir devant cette situation absolument nouvelle : la Fédération du Nord éclatée et ravagée « de l'intérieur » ? Il parla quelques jours avant la réunion du Congrès socialiste d'Issy-les-Moulineaux. Il disait : « OUI !... » Aujourd'hui, le général de Gaulle pose sur Augustin Laurent un regard pensif et, très pâle dans son costume gris, s'avance pour le remercier.

LE VERROU

Vers les 16 heures, la place de la République est toujours à moitié vide, lorsque le général de Gaulle, descendu de voiture, s'avance vers la Préfecture. Il serre les mains des « invités » qui se pressent autour de lui, et le public, dressé sur la pointe des pieds, se félicite de sa chance lorsqu'il aperçoit sa tête qui, au-dessus de la houle, pointe comme un périscope. Devant les grilles, deux groupes de mineurs, casque blanc immaculé et bleus de travail tout frais sortis du magasin d'approvisionnement, montent la garde. Le général les salue, serre encore quelques mains et disparaît dans les salons de la Préfecture où il va d'abord s'entretenir avec les ministres qui l'accompagnent, ainsi qu'avec M. Paul Reynaud.

La foule des opposants s'est massée rue de Béthune. Des gerbes de tracts volent au-dessus des têtes. La longue et large rue écrase entre ses immeubles un flot compact et dominé, aussi loin que court le regard, par les banderoles où s'inscrit, noir sur fond jaune, NON. Il faut croire que les partisans du NON ne sont pas tous allés écouter Maurice Thorez à Avion, puisqu'il en reste suffisamment pour emplir — jusqu'à déborder dans les rues avoisinantes — l'artère principale qui conduit place de la République. Une quadruple barrière de C.R.S. leur barre le passage. L'impression est saisissante : une foule qui crie NON de tous ses poumons et secoue comme un bélier le verrou des C.R.S. ; en face, à 30 ou 40 mètres, des militants gaullistes qui hurlent OUI. Au milieu, trois rideaux de policiers. La coupure est franche, nette, comme tracée au couteau entre ces deux Frances qui se renvoient les « Marseillaise » et au milieu desquelles grouillent les policiers. Mais voici trois sections de C.R.S. qui se mettent en place matraque à la main. Les rideaux de gendarmes s'entrouvrent et, du même pas, les C.R.S., à travers le no man's land qui sépare les deux camps, s'avancent vers les NON.

PLACE... DU GENERAL-DE-GAULLE

A l'intérieur de la Préfecture, dans le salon gothique, le général de Gaulle reçoit les autorités religieuses et civiles, les représentants des syndicats professionnels et d'associations diverses. Les haut-parleurs tournés vers la place grondent, grésillent, donnent aux « invités », en pâture, des applaudissements, des OUI, des bruits étranges et comme venus d'une fête lointaine. Au-dessus de la place où les vides s'inscrivent comme des plaques de pelade, passent des pigeons voyageurs traînant derrière eux des banderoles NON. Des ballonnets enlèvent vers le ciel, pendus en chapelet, des tracts NON. A 18 heures, le général de Gaulle — après avoir encore et toujours serré des mains, reçu l'assurance de merveilleux pourcentages de OUI de la part des uns et des autres et, enfin, après avoir évoqué quelques souvenirs de son enfance lilloise — prononce son discours. Le podium a été dressé dans la cour de la Préfecture ouverte sur la place, mais protégée de hautes grilles, si bien qu'on a l'illusion que le général est enfermé dans une cage ornée de drapeaux et de fleurs. Pour comble, le podium est à peine surélevé et, à moins d'un prodige, on ne peut apercevoir l'orateur. « OUI ! OUI ! », scandent les « invités ». « NON ! NON ! », scandent loin, très loin, les opposants vers lesquels s'avancent les C.R.S. et dont le flot recule, laissant sur son reflux un varech multicolore de tracts qui jonchent la rue. Les C.R.S. chargent. Les manifestants s'égaillent et, sur un mot d'ordre, se regroupent sur une place qui s'appelle... place du Général-de-Gaulle.

Place de la République :

« *Si, au contraire, nous devions avoir une de ces majorités*

→

(1) A sa droite M. Max Lejeune, à sa gauche M. Guy Mollet.

Etudiants...
N'hésitez pas à apprendre entre deux cours la
Sténotypie
et la
Dactylographie
qui, quel que soit votre futur métier, vous seront précieuses
INSTITUT GRANDJEAN
15, rue Soufflot - Paris (Ve)
DAN. 44-40

Le numéro de septembre-octobre des
Cahiers de la République
3, rue des Pyramides - PARIS (1er)
RIC. 40-60
est en vente

→ *médiocres et contestables, eh bien ! on pourrait redouter que des obstacles nouveaux qui seraient sur notre route ne soient tels que nous ne les surmontions pas... »*

Le général de Gaulle parle. Les « invités » hachent son discours de « OUI ! OUI ! » Et c'est, enfin, la « Marseillaise ». A peine l'hymne s'est-il éteint que des bagarres, aussi brèves que violentes, éclatent au fond de la place et opposent des OUI résolus à des NON qui ont réussi à s'infiltrer. En quelques minutes, les C.R.S. font éclater à coups de matraques les noyaux de NON, dont les particules s'enfuient poursuivies par les membres du service d'ordre gaulliste.

18 h. 15. Le général de Gaulle s'avance vers sa voiture, casse sa haute taille, s'installe sur la banquette. Sur 20 mètres, jusqu'au boulevard de la Liberté, la voiture roule au pas. Des civils affolés hurlent à d'autres civils : « *Section Cambrai, protégez la voiture ! Section Valenciennes, plus près !...* » Sur le boulevard, une file de voitures s'ébranle, laisse un vide : la D.S. du chef du gouvernement s'y insère d'un bond. Le cortège file à toute allure. J'ai le temps de voir un homme d'une pâleur impressionnante qui salue avec de longs hochements de tête, et dont le regard flou semble ne contempler que le vide.

JEAN CAU.

ALGÉRIE

Vive le F.L.N. ! Vive de Gaulle !

● ***Tandis qu'au Caire, le F.L.N., qui vient de constituer un « gouvernement provisoire », prépare une grande manifestation pour le 28 septembre, l'Algérie s'apprête à voter sous l'œil vigilant des services d'action psychologique.***

« Le peuple algérien n'a pas attendu qu'on lui « octroie » l'indépendance. Il la prend. Il la proclame. Une nouvelle étape commence. Demain, nos pays frères, les pays arabes du monde entier, reconnaîtront notre indépendance. Cette reconnaissance officielle consacrera l'appui que nous apportent les deux tiers du monde. Nous devons avoir notre place dans les organismes internationaux : tôt ou tard, les « grandes » puissances s'inclineront devant le nouveau rapport de force. »

C'est en ces termes que l'hebdomadaire officiel de langue française du F.L.N. a annoncé la constitution du *gouvernement algérien provisoire.* A la même heure, au Caire, à Tunis et à Rabat, des membres du nouveau gouvernement ont tenu des conférences de presse, d'ailleurs moins précises que l'article d' « El Moujahid ». Les précisions seront apportées le 28 septembre au Caire, au cours d'une manifestation donnée dans le nouvel immeuble de huit étages que le gouvernement du colonel Nasser vient de mettre à la disposition du F.L.N. Le 28 septembre, c'est la date du référendum en Algérie. Le gouvernement algérien est la réponse du F.L.N. à la consultation électorale organisée par le général de Gaulle dans les territoires algériens.

LE FAIT ET LE DROIT

A Paris, le commentaire officiel a consisté à déclarer qu'il ne s'agissait que d'un « changement d'étiquette ». Il y avait un « front », il y a maintenant un prétendu « gouvernement » : sur le fond, rien n'est changé. Quant aux Etats étrangers qui s'aviseraient de reconnaître ce gouvernement, on les prévient qu'ils feraient un « geste inamical », au surplus sans fondement juridique. Les diplomates français font valoir que ce gouvernement algérien n'a aucune base territoriale, alors que, par exemple, le Comité de libération du général de Gaulle qui siégeait à Londres n'est devenu gouvernement que lorsqu'il a pu disposer de l'Afrique. Si l'on fait état du gouvernement polonais en exil, les Français rétorquent qu'il s'agissait d'un gouvernement chassé par l'envahisseur, tandis que le F.L.N. n'ayant jamais eu de position officielle en Algérie ne peut prétendre avoir été chassé. Enfin, la thèse française fait remarquer qu'aucune consultation n'a jamais sanctionné la représentativité du F.L.N.

Et pourtant, derrière cette solide argumentation juridique dont tous les éléments sont parfaitement défendables, les ministres français sont inquiets. C'est qu'il y a le droit et le fait. Si, contrairement à certaines allégations fantaisistes ou prématurées du F.L.N., aucun Etat de l'Amérique latine et des Etats nordiques, n'a encore reconnu le gouvernement algérien, si même ni l'Inde ni le Pakistan ne se sont pressés de publier leurs décisions, l'Egypte et, surtout, la Tunisie et le Maroc ont solennellement proclamé qu'ils considéraient le gouvernement algérien comme représentant l'Etat algérien.

Avec l'Egypte, la France était à la veille de reprendre les relations diplomatiques. Le successeur de M. de Chayla, ambassadeur de France au Caire au moment de la nationalisation du canal de Suez, avait été secrètement désigné. La République Arabe Unie se montrait particulièrement accueillante, jusqu'au jour où le F.L.N., aidé par certains leaders irakiens et syriens, décida de gagner la France de vitesse. Il n'est plus possible maintenant d'échanger avec la R.A.U. des ambassadeurs.

MAROC ET TUNISIE

Pour la Tunisie et le Maroc, la promulgation du gouvernement algérien comporte des difficultés plus grandes encore. Contrairement aux décisions de la conférence de Tanger en avril dernier, les chefs des gouvernements tunisien et marocain n'ont pas été *consultés* sur l'opportunité de cette promulgation : ils en ont été *informés* la veille. Le F.L.N. savait pouvoir jouer à coup sûr. Les événements du Moyen-Orient, la vigueur nouvelle de l'arabisme et les crises que traversent actuellement les Etats tunisien et marocain, ont considérablement accru l'audience des Algériens auprès des opinions publiques et des formations oppositionnelles des deux pays. Le ministère de l'Information tunisien a précisé que :

> *« Cette reconnaissance du gouvernement algérien n'impliquait nullement que la Tunisie renonçait à sa politique traditionnelle basée sur le respect mutuel et une libre coopération entre le Maghreb uni et la France. »*

Lundi dernier, la presse marocaine officielle faisait à peu près les mêmes commentaires et même ajoutait que les Marocains s'étaient d'autant plus facilement décidés à reconnaître le gouvernement présidé par M. Ferhat Abbas que :

> ***« La France avait maintenant à faire à de vrais responsables, avec qui elle pourrait prendre contact le moment voulu pour rétablir l'amitié franco-maghrébine. »***

Ce désir de ne pas rompre était partagé par Paris. On pouvait en voir l'expression samedi dernier dans le singulier article d'un journal gouvernemental qui écrivait :

> ***« Pour que l'initiative du F.L.N. modifie la situation présente, il faudrait que la France se laisse aller à des solutions extrêmes. Ce serait le cas si elle rompait systématiquement les relations diplomatiques avec les pays reconnaissant le gouvernement de M. Ferhat Abbas. Elle ferait ainsi le jeu du F.L.N. en accroissant la confusion que précisément celui-ci cherche à créer. C'est particulièrement vrai à l'égard du Maroc et de la Tunisie, avec qui certains amis de M. Ferhat Abbas seraient si heureux de nous voir rompre. »***

Exactement le genre de raisonnement que MM. Georges Bidault, André Morice et Jacques Soustelle jugeaient « lâche et veule » avant le général de Gaulle...

SODIPA - Photo ANGER

Moi... je vote Maïzena

Mais au ministère des Affaires étrangères, si l'on est sûr que personne ne désire en ce moment une rupture, on est moins sûr qu'il soit possible de l'éviter. Que peut-on craindre en effet ?

D'abord que l'aide du Maroc et de la Tunisie au F.L.N. soit officialisée. La collaboration avec un gouvernement ne réclame plus les précautions que, malgré tout, Tunisiens et Marocains s'efforçaient de prendre. Ensuite, la reconnaissance de certains Etats est plus inquiétante que d'autres. On s'attend par exemple à celle du Ghana, dont un ministre parcourt les Etats nordiques pour éclairer l'opinion scandinave sur « le martyre du peuple algérien ». Après le Ghana, et du fait de la surenchère africaine, qui empêchera M. Sekou Touré et le gouvernement de la Guinée indépendante de recevoir un ambassadeur de l'Etat algérien ? Et quelles réactions en chaîne seront à redouter alors ?... En fait, le F.L.N. a repris l'initiative diplomatique d'une façon efficace et menaçante. Il réussit à mettre tout le monde dans le malaise, mais il a l'impression que le temps, désormais, joue inéluctablement en sa faveur.

La constitution du « gouvernement algérien » (1)
Trois « ministres » sont à Paris.
(U.P.)

LES RUMEURS

La composition même du nouveau gouvernement algérien est une indication. La présidence accordée à M. Ferhat Abbas, homme politique français, est considérée parfois comme une main tendue à la France. Ce n'est pas impossible ; mais il faut surtout se rappeler que M. Abbas a joué au Caire un rôle effacé de conciliateur entre diverses tendances, de « père de la révolution » et de modeste conseiller. Comme il l'a souvent dit lui-même, M. Abbas est un porte-parole respecté, mais il n'est qu'un porte-parole. Les personnalités déterminantes sont plutôt Krim Belkacem, « vice-président du Conseil, chargé de la Défense nationale », qui fait entendre dans chaque réunion du F.L.N. l'opinion des maquis algériens, et Lamine Debaghine, « ministre des Affaires étrangères », dont la pensée politique est solide. Le premier représente les insurgés nationaux algériens. Le second, sensible à l'aide apportée par certains pays arabes, ne conçoit l'avenir algérien que comme inscrit dans le monde arabe. Il y a aussi trois ministres qui, eux, sont à Paris : à la Santé, où l'on a pensé un moment aller les chercher. Ce n'est plus possible aujourd'hui car on prendrait contact avec des représentants du gouvernement algérien. Le F.L.N. ne fait pas de concession. Il attend.

Pendant ce temps, à Paris, les rumeurs recommencent comme au temps de M. Pineau, que l'on avait accoutumé d'opposer à M. Lacoste. On déclare presque ouvertement que le schéma est le suivant : le 2 octobre, à Constantine, le général de Gaulle indiquera une direction définitivement opposée à l'intégration et inaugurera la campagne électorale. Il demandera au F.L.N. de présenter des candidats qui puissent devenir les interlocuteurs de la France. Avec eux, lorsque le général sera Président de la République — car il faut une telle autorité pour engager la nation sur un problème d'une telle importance — l'autonomie interne de l'Algérie, dans un cadre fédéral, sera élaborée...

Vraies ou fausses, ces rumeurs sont en tout cas parvenues à Alger. Comment se fait-il, demande-t-on, que « notre Soustelle » évite le mot intégration ? Il y a heureusement la célèbre phrase du général Salan (« *La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris.* ») Il y a aussi M. Georges Bidault qui, samedi dernier, au cours d'un discours entièrement bâti sur le thème de l'intégration, n'a prononcé qu'une seule fois, et comme avec réticence, le nom du général de Gaulle. Tous les bruits concernant les intentions supposées du président du Conseil ont décuplé l'ardeur de certaines formations civiles ou militaires, pour mettre la France devant le fait accompli : trois millions de votants et trois millions de OUI. Après quoi, comme l'a déclaré M. Guy Mollet, il ne sera pas question de refuser aux Algériens une intégration qu'ils « implorent ».

Pour obtenir le maximum de votants, tous les moyens sont évidemment employés. Dans les rues, les patrouilles de contrôle ne réclament plus les cartes d'identité, mais les inscriptions électorales. Le cinéma, la radio, les camions munis de haut-parleurs, les meetings tenus par les délégués militaires et les Comités de salut public, la « propagande noire » de l'Action psychologique, font une écrasante pression. Les films sont assez adroits. L'un d'eux est honnête : il explique avec objectivité la seule technique du vote, le sens des bulletins, l'isoloir, etc. Les autres montrent qu'en déposant un bulletin blanc, la musulmane d'Algérie, par exemple, disposera d'un réfrigérateur et d'une machine à laver — tout comme sa compagne métropolitaine... — tandis qu'en déposant un bulletin mauve, c'est le deuil — dont, pour les musulmans, la couleur mauve est le symbole — le malheur, la ruine. OUI pour la maison confortable, NON pour le gourbi. Après tout, cette campagne électorale pourrait être considérée comme autant, ou aussi peu, mensongère que n'importe quelle autre, si l'opposition pouvait utiliser les mêmes arguments. Le F.L.N. recommande l'abstention. Son « action psychologique », à lui, consiste à faire courir les bruits les plus insensés sur les diaboliques intentions de l'armée : isoloirs transparents, judas dans les bureaux de vote, représailles pour ceux qui voteraient NON, etc.

UNE NUIT A MEDEA

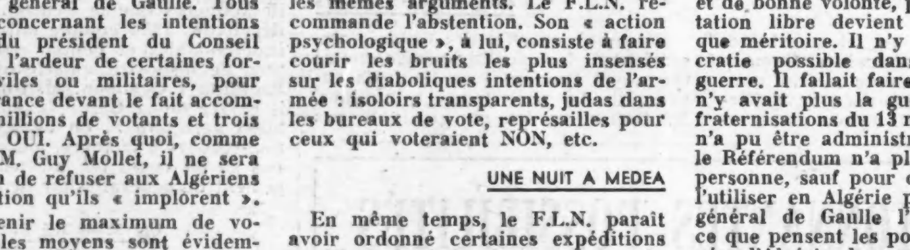
En même temps, le F.L.N. parait avoir ordonné certaines expéditions punitives destinées à prouver par la terreur sa force dans des régions où le vote semblait acquis. Il multiplie les engagements, les sabotages, les attentats, en sorte que les propos du délégué général sur « l'inexistence pratique des fellagha » sont accueillis par les populations avec le même scepticisme que suscitait il y a un an l'optimisme de M. Robert Lacoste. Sur ce point au moins (la recrudescence inquiétante de l'activité militaire), l'entourage du général de Gaulle ne paraît se faire aucune illusion. Dans les régions où le F.L.N. sait qu'il ne pourra éviter une forte participation au vote, le NON est recommandé. Dans la ville-préfecture de Médéa, en une nuit, à la fin de la semaine dernière, toutes les inscriptions OUI ont été remplacées par des NON. Le combat de M. Henri Hoppenot, haut fonctionnaire de bonne foi et de bonne volonté, pour une consultation libre devient aussi dérisoire que méritoire. Il n'y a pas de démocratie possible dans un pays en guerre. Il fallait faire la preuve qu'il n'y avait plus la guerre, depuis les fraternisations du 13 mai. Cette preuve n'a pu être administrée. Si bien que le Référendum n'a plus de sens pour personne, sauf pour ceux qui veulent l'utiliser en Algérie pour imposer au général de Gaulle l'intégration. Car ce que pensent les populations éprouvées d'Algérie, dans cette même région de Médéa, un officier a récemment essayé de s'en rendre compte. Il a fait porter à des prisonniers musulmans l'uniforme du F.L.N. et à la tombée de la nuit les a fait défiler dans un village. Une section de gendarmes suivait à 200 mètres. Au passage des faux F.L.N., les villageois ont crié : « Vive l'Armée ! » Quand ils ont vu les gendarmes, ils ont crié : « Vive de Gaulle ! » Ces deux cris ne sont interdits ni par les uns ni par les autres. Les populations algériennes sont comme toutes les populations en guerre : elles ont peur.

JEAN DANIEL.

(1) De gauche à droite MM. M'ahmed Yazid (Information), Fehrat Abbas (président du Conseil), Mohamed Mehri (Communications), l'ambassadeur d'Irak au Caire, Tewfik el Madani (Education), Ahmed Francis (secrétaire d'Etat).

ARONDE
ouvre l'ère
de la voiture *personnalisée !*

Simca, traditionnellement attentif à satisfaire tous les désirs de l'automobiliste, se devait de construire la Voiture qui ne soit pas comme les autres pour être vraiment la vôtre, l'Aronde P. 60. :
P, pour personnalisée, 60, parce que la voiture personnalisée ne "pouvait" pas être réalisée avant 1960.
Simca a brûlé les étapes et construit en 27 mois, à Poissy, les usines d'avant-garde qui, pour la première fois en Europe, offrent à chaque automobiliste la possibilité de commander sa voiture en fonction de ses besoins, de ses goûts... de ses rêves aussi.



Monthéry P. 60
P60
toute une gamme de modèles à partir de 598.000 frs +T.L. Tarif au 2 septembre 1958.
Les nouvelles Arondes sont présentées dès aujourd'hui chez votre concessionnaire
ARONDE SIMCA
Publicité SIMCA

EST-OUEST

LE TIGRE A L'AFFUT

A plusieurs centaines de kilomètres de Quemoy, la 77e escadre américaine du Pacifique cingle vers la zone de Formose. Voici le reportage que le correspondant de « Time » James Bell a câblé à son journal depuis le navire-amiral « Midway » :

COMME un tigre qui a flairé sa proie, la 77e escadre vogue vers Formose. Autour des porte-avions « Midway » et « Lexington », 17 navires sont déployés. A l'avant et à tribord, quatre destroyers surveillent l'océan avec leurs sondes acoustiques. A bâbord, protégé par six autres destroyers, navigue le porte-avions « Princeton », spécialisé dans la chasse aux sous-marins. Loin dans le ciel, à l'ouest, les chasseurs F8U longent la côte chinoise à 1.500 km.-h. Les fusées accrochées sous leurs ailes sont décorées de messages obscènes à l'adresse des communistes. « Nous faisons beaucoup de taches sur les radars communistes », m'a dit un pilotes du « Midway ».

A bord du navire-amiral, l'atmosphère est infiniment plus tendue que lors de ma dernière visite à la 77e escadre, il y a un an. Non seulement les pilotes volent à portée de fusée des aérodromes chinois, mais le « Midway » traverse une période de « guigne ». Un escadron de chasseurs F3H a perdu en une seule semaine deux pilotes et trois appareils dans des accidents. Le jour de mon arrivée, le chef d'escadron Walter Heider de Coronado (Californie) a trouvé la mort dans un accident à l'appontage, sa manette des gaz s'étant apparemment bloquée et l'appareil ayant plongé dans la mer.

POUR L'OURS OU POUR LE LAPIN ?

Jusqu'à présent, les avions de la 77e escadre n'emportent que des bombes classiques. « Nous ne sommes pas armés pour l'ours mais pour le lapin », m'a dit amèrement un pilote. Mais sur le pont de chaque porte-avions, directement au-dessus de la soute aux « engins spéciaux », un bombardier A3D se tient en permanence, prêt à décoller. Sous ses ailes, un « marine » en armes monte la garde pour maintenir les curieux à distance. Si l'ordre arrivait de Washington, une trappe s'ouvrirait sous l'appareil et un ascenseur viendrait y déposer une bombe capable de réduire Pékin et tous ses dirigeants en poussière radioactive.

Avec un sourire crispé, le lieutenant Don Fraasa, de Cincinnati, a sorti un petit drapeau américain de la poche de sa combinaison de vol et m'a dit : « Nous agitons le drapeau. Espérons qu'il leur fera peur ».

(Copyright 1958 « Time Magazine Inc. ».)

EXTRÊME-ORIENT

Les trois prochaines semaines

Faire la guerre à la Chine ou abandonner les îles côtières qu'ils se sont engagés à défendre. Comment les U.S.A. se sont-ils enfermés dans ce dilemme ?

DANS trois semaines, selon certaines estimations américaines, Quemoy risque de tomber comme un fruit mûr. Il lui faut 400 tonnes de ravitaillement par jour. En l'espace d'une semaine, au prix de pertes sévères, les forces de Formose, protégées par la 7e Flotte américaine, n'ont réussi à débarquer que 120 tonnes.

Avant trois semaines, donc, ou bien Quemoy sera abandonné par un gouvernement américain qui s'est engagé à sa défense, ou bien la 7e Flotte ouvrira le feu contre la Chine populaire.

Telle est la situation qui domine les entretiens sino-américains, engagés à Varsovie la semaine dernière. Leurs chances de succès sont des plus minces, car la Chine y dispose de solides atouts qui ne l'incitent pas à la modération et les Etats-Unis n'ont le choix qu'entre un revers politique et une reculade militaire.

40 % DE MECONTENTS

Pourquoi, en effet, les Chinois cesseraient-ils leur tir de barrage contre Quemoy ? Pendant plus de trois années, ils se sont tenus tranquilles. M. Dulles ne les en qualifiait pas moins « d'intrinsèquement agressifs » et leur interdisait l'entrée de l'O.N.U.

M. Dulles, somme toute, a convaincu les dirigeants chinois qu'ils n'avaient rien à gagner par le non-recours à la force, et qu'ils n'avaient donc rien à perdre en reprenant le langage des armes. Aussi, quand M. Dulles réclame un cessez-le-feu comme condition préalable à un dialogue sino-américain, il soulève plusieurs questions dans l'esprit même de ses concitoyens, dont 40 %, d'après un récent sondage, désapprouvent la défense de Quemoy :

Pourquoi, durant près de quatre années de cessez-le-feu dans le détroit de Formose, les Etats-Unis n'ont-ils pas normalisé leurs relations avec la Chine ? Pourquoi, durant cette période d'accalmie, n'ont-ils pas liquidé des îles côtières que le Pentagone considérait dès 1954 comme militairement indéfendables et comme sans valeur pour le dispositif américain dans le Pacifique ? Comment M. Dulles peut-il exiger de la Chine, « intrinsèquement agressive », un engagement de non-recours à la force, alors qu'il n'a pas su ou voulu obtenir pareil engagement du généralissime de Formose?

UN SYMBOLE DOULOUREUX

Pour trouver réponse à ces questions, sans doute faut-il se souvenir du rôle qu'a joué la « perte de la Chine » dans le retour des républicains au pouvoir. Il y a six ans, le principal point de leur programme était la lutte contre les « abandons ». C'était, disaient-ils, la « trahison » des démocrates, le travail de sape des « intellectuels communistes » et des « diplomates à la solde de Moscou » qui avaient permis la victoire du communisme chinois. L'épuration, la persécution et l'inculpation de diplomates qui, de près ou de loin, avaient été mêlés à « l'abandon » de la Chine, furent durant près de trois ans l'activité favorite des maccarthystes triomphants. Aux services extrême-orientaux du Département d'Etat, les partisans de « l'Asie d'abord » et de la reconquête de la Chine prenaient la relève. Le premier acte diplomatique du gouvernement républicain fut, en 1953, de « lâcher la bride » à Tchang Kaï-Chek, auquel les actions contre le continent chinois avaient été interdites par le gouvernement démocrate.

L'Amérique, menacée dans son hégémonie mondiale, faisait sa crise d'adaptation, dont la psychose de trahison, la chasse aux espions, la mystique de la force étaient les symptômes classiques. Le manichéisme antisoviétique, le refus de reconnaître comme réelles et durables les victoires antérieures du communisme devinrent la pierre de touche du « loyalisme » des citoyens américains et se cristallisèrent tout naturellement en une haine farouche de la « Chine rouge » qui avait assassiné les G.I's de Corée et constituait le symbole le plus tangible et le plus douloureux du recul de l'influence américaine dans le monde.

LE CHOIX RESTE A FAIRE

Parler en Amérique de la reconnaissance de Pékin, de la neutralisation de Formose, de l'abandon des plans de reconquête de Tchang Kaï-Chek, c'est aujourd'hui encore s'exposer à être qualifié de « traître » et de « suppôt du communisme ». Aussi, ni M. Adlai Stevenson ni M. Truman se risquent-ils à critiquer la politique chinoise du gouvernement Eisenhower. Mais quand Walter Lippmann, les sénateurs Mansfield et Humphrey, William Jorden et James Reston, dans le « New York Times », osèrent, non sans précautions, contester l'opportunité de l'alliance américaine avec Tchang, ils s'aperçurent, ces dernières semaines, qu'ils n'étaient plus des prophètes solitaires.

Pendant neuf années, le gouvernement des Etats-Unis a éludé un choix qui s'imposait : faire la guerre à la Chine ou conclure la paix avec elle. Il a rééquipé l'armée nationaliste battue et qui rêve de reconquête, tout en lui interdisant cette reconquête, voire toute action de quelque envergure contre le continent. Il a laissé Tchang renforcer la garnison de Quemoy, sans lui donner les moyens de ravitailler et de défendre l'île. Il a écarté la Chine populaire de l'O.N.U., mais, en prévision de l'échec des entretiens de Varsovie, il s'apprête à charger l'O.N.U. d'un règlement entre les « deux Chines »...

Aujourd'hui, le refus des options met les Etats-Unis au bord d'une guerre dont le sens échapperait à ses propres citoyens et dont la cause serait la faiblesse d'un président qui déclare vouloir la paix, mais n'ose la faire.

C'est grâce aux pressions de leurs alliés les moins puissants (pays scandinaves et Canada) que l'O.N.U., d'ici une quinzaine de jours, évitera une nouvelle fois aux Etats-Unis le choix auquel ils ne peuvent se résoudre. Mais ce pourrait être la dernière fois.

MICHEL BOSQUET.

LES ÉTONNANTES POSSIBILITÉS DE LA MÉMOIRE

J'étais loin de me douter, en arrivant chez mon ami F. X. Borg, que j'allais être le témoin d'un spectacle vraiment extraordinaire et décupler ma puissance mentale.

Il m'avait fait venir à Stockholm pour parler aux Suédois de Pasteur et de nos grands savants français et, le soir de mon arrivée, après le champagne, la conversation roula naturellement sur les difficultés de la parole en public, sur le grand travail que nous impose, à nous autres, conférenciers, la nécessité de savoir à la perfection le mot à mot de nos discours.

F. X. Borg me dit alors qu'il avait probablement le moyen de m'étonner, moi qui lui avais connu, lorsque nous faisions ensemble notre droit à Paris, la plus déplorable mémoire.

Il recula jusqu'au fond de la salle à manger et me pria d'écrire cent nombres de trois chiffres, ceux que je voudrais, en les appelant à haute voix. Lorsque j'eus ainsi rempli de haut en bas la marge d'un vieux journal, F. X. Borg me récita ces cent nombres dans l'ordre dans lequel je les avais écrits, puis en sens contraire, c'est-à-dire en commençant par les derniers. Il me laissa aussi l'interroger sur la position respective de ces différents nombres ; je lui demandai par exemple quel était le 24e, le 72e, le 38e, et je le vis répondre à toutes mes questions sans hésitation, sans effort, instantanément, comme si les chiffres que j'avais écrits sur le papier étaient aussi écrits dans son cerveau.

Je demeurai stupéfait par un pareil tour de force et je cherchai vainement l'artifice qui avait permis de le réaliser. Mon ami me dit alors : « Ce que tu as vu et qui te semble extraordinaire est en réalité fort simple : tout le monde possède assez de mémoire pour en faire autant, mais rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté. »

Il m'indiqua alors le moyen d'accomplir le même tour de force et j'y parvins aussitôt, sans erreur, sans effort, comme vous y parviendrez vous-même demain.

Mais je ne me bornai pas à ces expériences amusantes et j'appliquai les principes qui m'avaient été appris à mes occupations de chaque jour. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité mes lectures, les conférences que j'entendais et celles que je devais prononcer, le nom des personnes que je rencontrais, ne fût-ce qu'une fois, les adresses qu'elles me donnaient et mille autres choses qui me sont d'une grande utilité. Enfin, je constatai au bout de peu de temps que non seulement ma mémoire avait progressé, mais que j'avais acquis une attention plus soutenue, un jugement plus sûr, ce qui n'a rien d'étonnant puisque la pénétration de notre intelligence dépend surtout du nombre et de l'étendue de nos souvenirs.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez F. X. Borg de vous envoyer son intéressant petit ouvrage documentaire : « Les Lois éternelles du Succès » ; il le distribue gratuitement à quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici son adresse : F. X. Borg, chez Aubanel, 7, place Saint-Pierre, Avignon. Le nom Aubanel est pour vous une garantie de sérieux. Depuis 214 ans les Aubanel diffusent à travers le Monde les meilleures méthodes de psychologie pratique.

Communiqué. E. BARSAN.

ETATS-UNIS

Le baromètre des élections

En novembre, les Américains élisent un nouveau Parlement. Une série d'élections locales permettent un pronostic sérieux : une victoire du parti démocrate qui sera une défaite personnelle pour le président Eisenhower.

(De notre correspondant particulier aux Etats-Unis.)

LUNDI dernier, dans une brève déclaration télévisée, M. Sherman Adams a annoncé qu'il démissionnait de son poste d'assistant particulier du président Eisenhower.

« *Je n'ai rien fait de mal,* a-t-il dit, *mais devant la campagne de diffamation qui a été lancée contre moi, je préfère me retirer pour ne pas gêner le président ni compromettre les chances des républicains aux élections de novembre.* »

En juin dernier, il avait été révélé que M. Adams, considéré comme l'homme le plus puissant des Etats-Unis après Eisenhower lui-même et tenu jusque là pour incorruptible, avait accepté des cadeaux (règlements de notes d'hôtel, manteau de fourrure) importants d'un industriel de Boston, M. Goldfine.

Bien qu'il ait été entièrement « couvert » par le président Eisenhower qui avait déclaré alors qu'il ne se séparerait jamais de son assistant, le scandale avait fait un tort considérable à l'administration dans l'esprit du public. La démission de M. Adams paraissait inévitable, en particulier depuis le résultat des élections du Maine, au début de septembre.

Le Maine est un Etat peu peuplé situé à l'extrême nord-est des Etats-Unis, le long de la frontière canadienne et célèbre pour ses paysages, ses pommes de terre, ses chantiers navals, ses lacs, ses homards et sa signification politique particulière. Il vote, en effet, deux mois avant le reste du pays, ce qui a donné naissance au

dicton : *« Comme va le Maine, ainsi va la Nation ».*

En vérité, ce baromètre politique s'est souvent révélé trompeur, mais il continue d'exercer une fascination certaine sur les analystes politiques qui s'efforcent de découvrir dans le microcosme du Maine les courants et les tendances qui se manifesteront dans le pays deux mois plus tard. Le Maine, notons-le, a toujours été un Etat à forte majorité républicaine.

UNE DEBACLE

Or, le 8 septembre, au cours de cette avant-première des élections de novembre pour le renouvellement d'un grand nombre de sièges au Congrès, le parti démocrate a remporté dans le Maine une écrasante victoire. Non seulement le populaire Edmund Musky, fils d'un immigrant polonais et gouverneur de l'Etat pendant deux législatures, a été élu au Sénat à une forte majorité, mais un autre démocrate peu connu lui a succédé au poste de gouverneur, et deux des trois sièges du Maine à la Chambre des Représentants ont été emportés par des démocrates. Le seul républicain qui ait obtenu un siège a été élu à une majorité beaucoup moins importante que prévu. En bref, le succès démocrate a dépassé les espérances des augures du parti les plus optimistes.

Quelques jours plus tard se déroulaient dans le Minnesota, le Wisconsin et l'Utah les élections primaires pour lesquelles les électeurs de chaque parti choisissent leurs candidats aux élections de novembre. Dans les trois Etats, la participation démocrate a été plus forte que la participation républicaine, ce qui ne s'était jamais vu dans le Minnesota et le Wisconsin (patrie du sénateur McCarthy) et ne s'était pas produit dans l'Utah depuis l'époque de Franklin Roosevelt.

Aucun de ces résultats ne peut s'expliquer par la popularité personnelle des candidats. Ils semblent s'inscrire dans un puissant et irrésistible mouvement vers une victoire démocrate en novembre. Cette perspective était envisagée depuis plusieurs semaines déjà, mais il a fallu ces résultats spectaculaires pour que les commentateurs politiques admettent que les républicains n'ont plus aucune chance. Ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que les élections de novembre donneront une forte majorité aux démocrates dans les deux Assemblées législatives (Sénat et Chambre des Représentants), bien que le président reste républicain. Selon les termes d'un homme politique républicain : *« Ce ne sera pas une défaite, mais une débâcle. »*

UNE SURPRENANTE PLACIDITE

Les sondages d'opinion indiquent que 1958 sera la pire année pour les républicains depuis le raz-de-marée démocrate de 1936.

Dans un pays où les différences régionales sont aussi marquées et les intérêts en présence aussi divers qu'aux Etats-Unis, il est difficile d'analyser les raisons d'une défaite ou d'un succès politique. Les observateurs semblent cependant d'accord sur un fait : c'est le président Eisenhower — bien qu'il ait toujours voulu se placer au-dessus des querelles domestiques et qu'il ait refusé d'assumer (comme l'avaient fait Roosevelt et Truman) son rôle de « chef de parti » — qui est à l'origine de la défaite que les républicains s'apprêtent à subir en novembre.

Politiquement, Ike a péché par démission et par omission. Bien qu'il ait conservé l'affection du peuple américain, son influence politique semble être tombée à zéro. Certains pensent même qu'elle s'exerce maintenant au profit des démocrates. Alors que la diplomatie du « bord de l'abîme » s'exerce plus dangereusement que jamais en Extrême-Orient, alors que le problème de la ségrégation revient au premier plan avec la décision de la Cour suprême ordonnant l'intégration immédiate, alors que l'affaire Sherman Adams rebondit, c'est à la surprenante placidité de leur président que beaucoup d'Américains pensent en se rendant aux urnes. Certains observateurs estiment que l'importance du vote démocrate traduit une protestation contre la personne même du président, tenu pour responsable de l'état de la nation. En votant pour l'opposition, beaucoup d'électeurs ont manifesté leur désapprobation de la manière dont Eisenhower a laissé l'Amérique partir à la dérive sans lui

(A.P.)

M. Sherman Adams et le président Eisenhower
Peut-être était-il trop tard !

donner le « leadership » dont elle avait besoin.

« AUSSI POPULAIRE QUE LA VARIOLE »

Les reproches qui lui sont adressés s'orientent dans trois directions :

● Economie. — Bien que le chômage ait diminué et que l'économie montre les signes d'une certaine reprise, le malaise persiste dans tout le pays. C'est le spectre de l'insécurité économique, plus que la dépression elle-même, qui hante les Américains. Or, ceux-ci constatent que le président n'a pris aucune mesure énergique pour rétablir la situation. Au contraire, avec une maladresse qui coûtera sans doute beaucoup de voix à son parti en novembre, il vient de mettre son veto à un projet de loi sur l'aide aux régions les plus frappées par la crise.

● Affaires étrangères. — Personne n'a encore étudié les conséquences psychologiques de la diplomatie du « bord de l'abîme », mais il est évident qu'elle met les nerfs des Américains à rude épreuve. Le Liban et Quemoy en un seul été, c'est trop, surtout lorsque chacun pense que l'Amérique s'est laissé surprendre dans les deux cas. Les chroniqueurs politiques accusent M. Foster Dulles, mais c'est en réalité le président qui en porte la responsabilité devant le pays.

La position des Etats-Unis dans l'affaire de Quemoy est si impopulaire qu'Ike a jugé nécessaire de l'expliquer au pays dans une émission télévisée et radiodiffusée (qui a été peu suivie). Bien que cette intervention personnelle ait un peu détendu le climat, une grande partie de l'opinion continue à critiquer sévèrement la politique du gouvernement à l'égard des îles Quemoy et Matsu. Un homme politique revenant de sa circonscription, a pu déclarer :

« J'ai constaté que notre position en Extrême-Orient est aussi populaire qu'une épidémie de variole. »

LE LEADER A DEÇU

● Affaire Sherman Adams. — C'est un autre exemple du peu de confiance que le président a su inspirer au pays. L'un des candidats aux élections du Maine, le sénateur républicain Payne (battu par le démocrate Musky), avait bénéficié, comme Sherman Adams, des faveurs de l'industriel Bernard Goldfine. Les observateurs sont certains que ce fait explique en partie sa défaite.

« Tous les candidats qui reviennent de leur circonscription, a déclaré un républicain, *rapportent que leurs électeurs ne s'intéressent qu'à une chose : l'affaire Adams. Cette histoire nous tue. »*

Peut-être même la démission de M. Adams vient-elle trop tard pour pouvoir sauver le prestige de l'administration. Les électeurs n'oublieront pas, en effet, que le président a soutenu jusqu'au bout son assistant et n'a accepté de s'en débarrasser que sous la pression de l'état-major républicain.

Cette impuissance d'Eisenhower à affirmer son autorité dans tous les domaines : économique, international et administratif, sera un des principaux facteurs de la victoire démocrate en novembre. Les électeurs qui avaient voté pour lui en 1952 ont été déçus, non par l'homme, mais par le leader politique. L'échec des républicains pour faire apparaître de nouveaux leaders capables de concurrencer les chefs de file de la machine démocrate contribue encore à assombrir l'avenir des amis politiques du président et permet de prévoir une victoire démocratique non seulement en novembre prochain, mais sans doute aussi aux élections présidentielles de 1960.

SYDNEY J. COOPER.

LIECHTENSTEIN

Les soucis d'une petite puissance

● *George Mikes, auteur de nombreux ouvrages humoristiques, vient de publier dans la revue britannique « Encounter » un savoureux reportage sur le Liechtenstein. Le voici :*

L'OMBRE géante de la Suisse obscurcit l'horizon. Sans être encore une menace internationale, cette grande voisine est une puissance redoutable qu'il s'agit de ménager. Jamais, au grand jamais, il ne faut offenser les Suisses ; tel est le premier impératif de la politique au Liechtenstein.

La Suisse est si puissante, en effet, qu'elle possède ses propres douaniers, ses propres journaux, voire des gares où s'arrêtent les express internationaux. C'est pourquoi, il y a vingt-quatre ans de cela, le Liechtenstein (14.000 habitants, 157 km. carrés) s'est placé sous la protection de sa grande voisine en concluant avec elle un traité d'union douanière.

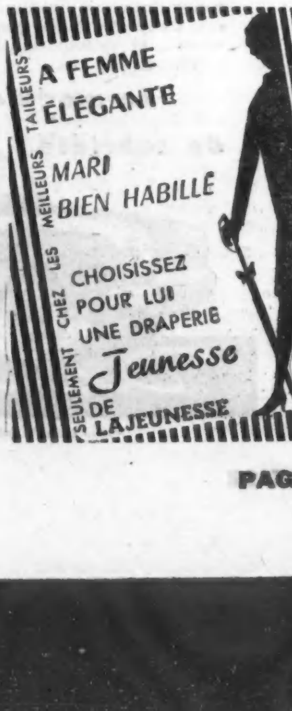
Dernier survivant des quelques centaines de principautés du Saint Empire Roman Germanique, le Liechtenstein, par mesure de précaution, interdit durant la dernière guerre son territoire aux soldats suisses, qui avaient pour devoir de le défendre. Autrement dit, les propres défenseurs du Liechtenstein furent écartés du pays : il s'agit là d'une conception de la superneutralité assurément nouvelle en droit international.

DES MINISTRES A MI-TEMPS

« Notre cœur est pour l'Autriche, notre tête est pour la Suisse », aiment à dire les Liechtensteinois quand aucun Suisse n'écoute. Leur alliance avec la Suisse, en effet, leur assure un niveau de vie supérieur à celui des Autrichiens, et le bénéfice de l'une des monnaies les plus stables du monde. Néanmoins, les Liechtensteinois forment un îlot catholique dans l'océan protestant de la Suisse. Longtemps gouvernés par des princes autrichiens,

→

GENTLEY
TAILLEUR
COSTUMES
Sur mesures
tissus anglais
dep. 48.000 f.
prêt à porter
"de luxe"
dep. 28.000 f.
20, AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
ELY. 46-58



leurs traditions et leur passé les incitent à jeter des regards nostalgiques, quoique furtifs, vers leur frontière orientale.

Peu après mon arrivée à Vaduz, la capitale du pays, je fus conduit au siège du gouvernement. C'est une grande bâtisse de deux étages qui abrite tous les ministères et services administratifs. Le ministère des Finances et le Trésor occupent la chambre 26, le ministère de l'Agriculture la pièce voisine, le Parlement la chambre 39 ; le n° 29 est un cabinet de toilette. La prison se trouve à la cave. Le premier ministre, M. Alexander Frick, auquel nous dîmes bonjour, est un homme capable et aimable ; il est au pouvoir depuis 1945. Son adjoint et lui-même sont occupés à plein temps ; les autres membres du gouvernement sont des hommes d'Etat à temps partiel — artisans et paysans qui gouvernent durant leurs loisirs.

Vaduz (2.000 habitants) est la plus grande ville du pays, Planken (91 habitants) la plus petite. Le Liechtenstein compte 1.200 résidents étrangers, notamment douze Américains, deux Britanniques, huit Argentins, quatre Hollandais, quatre Grecs, un Canadien et — orgueil du pays — un Iranien. Le corps diplomatique se compose d'une personne, le prince Henri, frère cadet du prince régnant, qui est chargé d'affaires à Berne. Les autres relations diplomatiques du Liechtenstein sont assurées par la Suisse. Je fus donc surpris de trouver à Vaduz plusieurs consulats, dont celui de la République de Saint-Marin. Comme j'en demandais l'explication à mon guide, il me répondit sans ambages : « Il y a des gens qui aiment à être consul ».

(Viollet.)

Le Liechtenstein vu du palais princier
A l'ombre d'une grande puissance : la Suisse.

« JE SUIS LE PRISONNIER ! »

La force de police comprend douze hommes. En 1956 (dernière année pour laquelle on dispose de statistiques), quatorze personnes furent arrêtées, ce qui fait 1,17 arrestation par policier et par an. Les détenus sont toujours renvoyés chez eux pour Noël.

Un soir, raconte-t-on, le premier ministre adjoint travailla jusque tard dans la nuit. Quand il voulut sortir du ministère, il eut la désagréable surprise de trouver la porte fermée à clé. Il se mit à frapper sur la porte et à faire autant de bruit que possible. Enfin, un homme ensommeillé monta de la cave en bougonnant, avec un grand trousseau de clés.

« *Qui êtes-vous ?* demanda le premier ministre adjoint.

— *Je suis le prisonnier,* dit l'homme.

— *Et qu'allez-vous faire maintenant ?*

— *Rentrer dans ma cellule et m'y enfermer* », dit le prisonnier.

Il existe deux partis politiques au Liechtenstein : le Parti des Bourgeois et l'Union. Leur différence n'est pas très marquée, bien que l'Union passe pour être le moins conservateur des deux. « *Nous n'avons pas de socialistes ici* », m'a-t-on affirmé avec orgueil. Avant la guerre, Hitler tenta mollement d'obtenir le ralliement du Liechtenstein et parvint à réveiller la conscience germanique d'un certain nombre de citoyens. Mais l'affaire tourna court. Depuis la fin de la guerre, le Parti des Bourgeois détient le pouvoir. Sur les quinze membres du Parlement, il en contrôlait huit jusqu'aux dernières élections ; un raz de marée électoral lui apporta alors neuf sièges contre six. L'opposition mit en doute la régularité du scrutin, mais l'intervention énergique du prince régla le litige.

DENTS ET PEAUX DE SAUCISSE

Le Liechtenstein ne possède pas de quotidien. Chaque parti politique possède son organe et les deux périodiques paraissent alternativement les jours ouvrables.

Plus importants que la politique sont l'industrie et le commerce, bases de la prospérité du pays. L'Allemagne est le marché extérieur le plus important, suivie de l'Autriche, de la Suisse et des Etats-Unis ; les clients les moins importants du Liechtenstein sont la Nigeria, la Colombie et l'Ethiopie qui achetèrent respectivement, en 1956, pour 25.000, 20.000 et 15.000 francs de produits. En dépit de recherches poussées, je n'ai pu établir ce que l'Ethiopie a acheté pour 15.000 francs.

La fabrication de dents et de peaux de saucisse artificielles est l'une des industries les plus importantes du Liechtenstein. Il y a, de par le monde, plus d'hommes qu'on ne penserait qui mâchent des peaux de saucisse artificielles avec des dents artificielles de provenance liechtensteinoise. J'ai entendu dire que ces deux industries se soutiennent mutuellement ; autrement dit, plus vous mâchez de peaux de saucisse artificielles du Liechtenstein, plus vous aurez besoin, un jour, de dents artificielles du Liechtenstein.

L'une des activités les plus lucratives du pays est l'enregistrement des sociétés anonymes étrangères. Le Liechtenstein est pour les maisons de commerce internationales ce que le Panama et le Liberia sont pour les armateurs. Des centaines, voire des milliers de firmes sont domiciliées au Liechtenstein, les impôts y étant très raisonnables et les directeurs des firmes n'ayant pas besoin de résider dans la principauté pour y avoir leur siège social. Les noms de ces firmes et de leurs directeurs restent évidemment confidentiels — « noblesse oblige ».

LE PARADIS DES NOTAIRES

« *Nous ne faisons* pas de publicité pour notre pays, m'a confié un fonctionnaire. *Les Suisses pourraient prendre ombrage. Si vous avez envie de vous établir ici, vous serez le bienvenu ; sinon, vous pouvez rester où vous êtes.*

— *J'ai entendu dire que de grands capitaux étaient accumulés chez vous,* insinuai-je.

— *On le dit, en effet,* répondit mon discret interlocuteur.

— *Combien de firmes étrangères sont enregistrées chez vous ?*

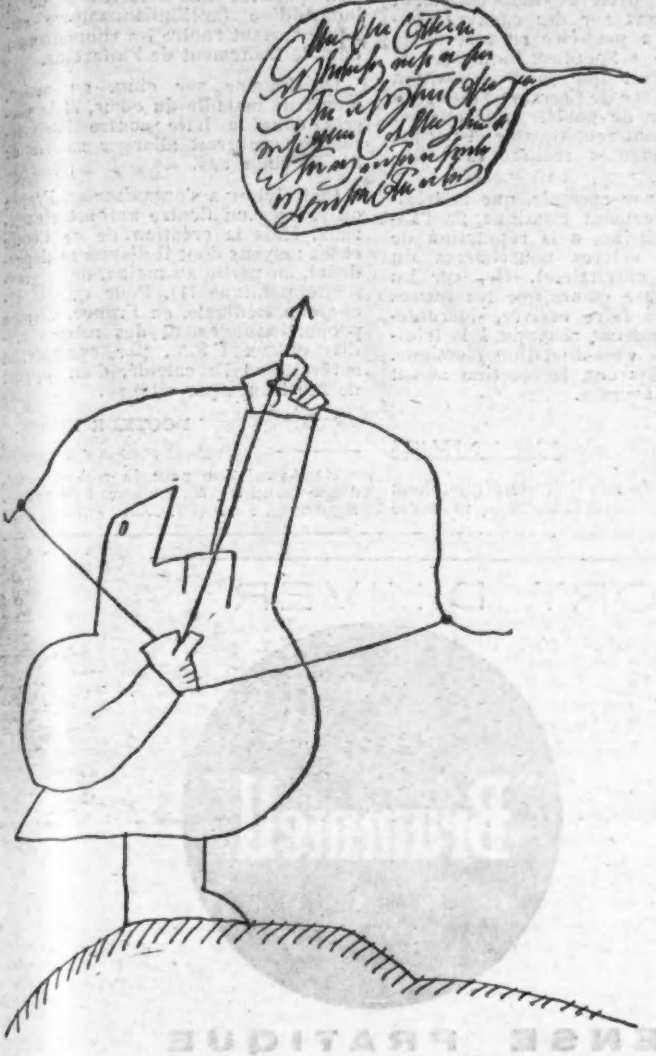
— *Je ne saurais vous le révéler. Mais si vous avancez le chiffre de 4.000, je ne vous accuserai pas de faire courir des rumeurs sans fondement.* »

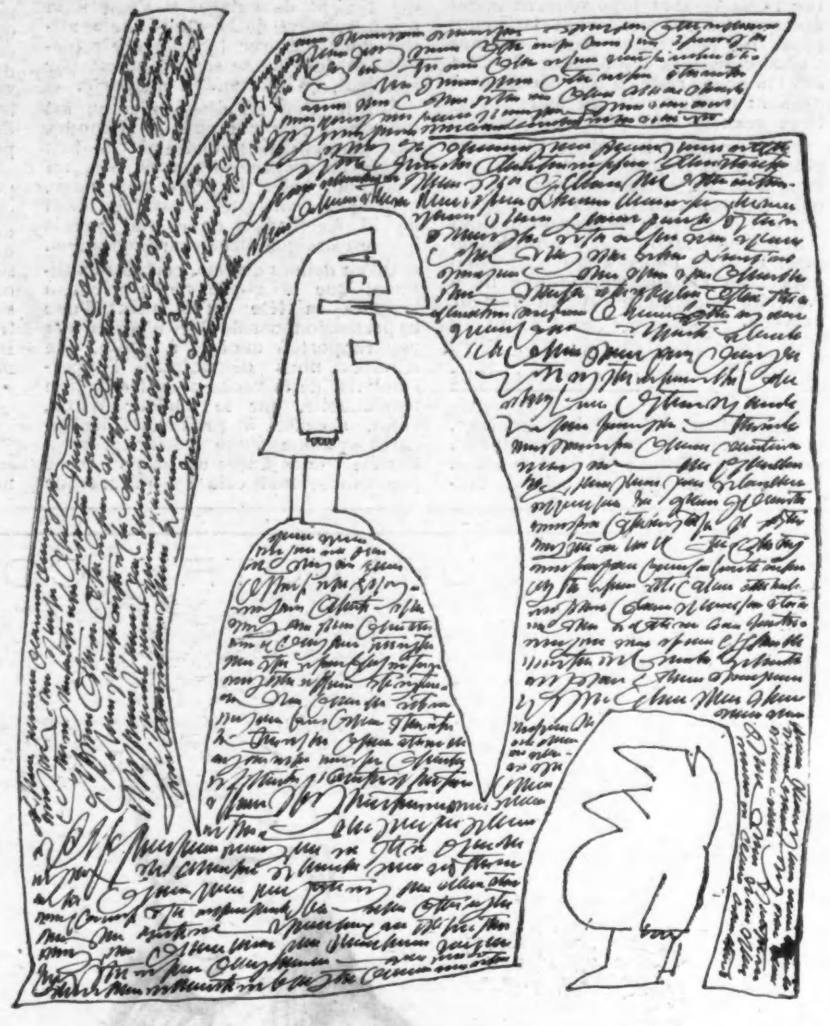
L'octroi de domiciles légaux a fait du Liechtentein un paradis des notaires. La firme étrangère est en effet astreinte à avoir un représentant permanent dans la principauté, et le notaire qui a opéré l'enregistrement est un représentant tout trouvé. Certains notaires possèdent plus de mille clients de ce genre et touchent un minimum de 1.000 francs suisses par client et par an — ce qui fait un revenu annuel d'environ 100 millions de francs français. Et ce dans un pays sans impôts (du moins sans impôts dignes de ce nom). Les notaires sont les hommes les plus riches du Liechtenstein ; beaucoup d'entre eux passent pour posséder de riches compagnies étrangères, domiciliées au Liechtenstein.

GEORGE MIKES.

(*Copyright* 1958 « *Encounter* »).

LE SYNDICAT DES « ORATEURS » *vu par* STEINBERG (II)





MÉDECINE

Le cœur peut ressusciter

● ***La cardiologie ne cesse de progresser et le Congrès de Bruxelles l'a encore prouvé. Néanmoins, l'essentiel reste à faire : augmenter le nombre des malades traités.***

LE IIIe Congrès de cardiologie qui vient de se tenir à Bruxelles, a traité essentiellement ces deux préoccupations de la cardiologie moderne : l'artériosclérose et la chirurgie cardiaque.

Etant donné le nombre restreint des malades qui peuvent en bénéficier, on peut penser que l'importance de la chirurgie cardiaque est surestimée. Mais il est impossible de prédire tout ce qu'elle nous apportera. Déjà, on envisage d'en étendre les indications. Pour le moment, on ne l'applique qu'à certaines malformations congénitales et à de rares malformations acquises, comme la maladie mitrale. Mais d'autres maladies valvulaires pourront bientôt être opérées et d'autres malformations congénitales, grâce, en particulier, à toute une série de perfectionnements de la technique.

Ainsi, depuis septembre 1957, à l'Hôpital Broussais, on utilise le cœur artificiel du professeur Thomas. Grâce à son débit, cet appareil permet d'opérer des adultes et autorise de très longues interventions. C'est le meilleur appareil en usage actuellement. Au lieu de mélanger le sang et l'oxygène, ce qui pose ensuite de difficiles problèmes d'élimination des bulles d'air, le professeur Thomas se sert d'une membrane semi-perméable en nylon et silicones au travers de laquelle s'opèrent les échanges gazeux, comme dans un alvéole pulmonaire.

Le mérite de cette découverte revient tout entier au professeur Thomas, mais la France n'en bénéficie pas, car elle ne l'a absolument pas aidé. Or, sans vouloir encourager une compétition internationale, on peut souhaiter qu'un chercheur de cette valeur soit soutenu là où il travaille. En France, en l'occurrence.

Un autre médecin français, le docteur Saquet, a mis au point le « cathétérisme » du cœur gauche. Il est relativement facile de faire remonter, par une veine, en suivant le chemin naturel du sang, une sonde jusqu'au ventricule droit. Pour le ventricule gauche, c'est plus difficile. Or, grâce à un appareil qui ressemble à un périscope, le bronchoscope, le docteur Saquet descend jusqu'à une bronche proche du ventricule gauche et, de là, y pénètre avec une grosse aiguille.

LES INTELLECTUELS SOUFFRENT DU CŒUR

Les informations qu'on puise à l'intérieur des cavités cardiaques sont d'une importance primordiale pour l'intervention. Un nouveau progrès a été fait dans ce sens par le docteur Laurent et M. Allard. Ils ont inventé un minuscule appareil électronique de 2 mm d'épaisseur et 8 mm de longueur qui, amené dans les cavités cardiaques, permet d'écouter les bruits et d'enregistrer les tensions.

Tous ces perfectionnements ne sont d'ailleurs pas utiles à la seule chirurgie. Il est de plus en plus question de se servir du cœur artificiel pour des malades dont le cœur défaillant a besoin d'être soutenu ou même remplacé provisoirement. Le docteur Harren, de Boston, a donné les détails de cette technique, qu'en France le docteur Weiss (de Marie-Lannelongue) expérimente chez le chien.

Quant à l'artériosclérose qui, elle, touche beaucoup plus de personnes, le docteur White (cardiologue du Président Eisenhower) a fait part des premiers résultats d'une enquête menée dans un grand nombre de pays sur les habitudes alimentaires et leur influence sur cette affection. D'autres enquêtes sont en cours. Toutes accablent les graisses animales, y compris le beurre, et innocentent les graisses végétales, qui seraient même capa-

→

machines à calculer à additionner à écrire et à facturer

Rheinmetall

Concessionnaire exclusif pour la France :
Y.A.CHAUVIN, 6, rue aux Ours, PARIS-3e TUR. 84-35+
SALON DE L'EQUIPEMENT DE BUREAU - C. N. I. T.
Rond-Point de la Défense à PUTEAUX, du 10 au 19 octobre 1958 - Stands OJ-04 et OR-30

SOYONS FIERS !

On éprouve une légitime fierté quand on songe que c'est une équipe de savants français qui a mené à bien les fouilles de l'antique cité de Duodenum. Pressés par la température, extrêmement rigoureuse dans ces hautes régions, les travaux se sont poursuivis toutes les nuits à la lumière des boîtiers Wonder. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

en dix minutes

500 copies conformes de n'importe quel document

sur votre duplicateur

L'ELECTRO-REX transcrit n'importe quel document sur un stencil plastique. Plus de problème pour la réédition de brochures, imprimés, etc.

Sans spécialiste ni opération chimique, votre duplicateur s'en charge. La dépense totale dépasse à peine le prix du papier et la qualité permet la confusion avec l'original.

Demandez une documentation ou démonstration à

COLOS-REX-ROTARY
29-33, rue Miguel-Hidalgo
BOT. 10-60

→

bles, comme l'huile d'olive et de maïs surtout, de lutter contre l'artériosclérose.

Il semble aussi que le rôle des hormones soit de plus en plus admis. Les hommes sont plus souvent malades que les femmes avant la ménopause (et cela même dans certaines tribus indiennes d'Amérique du Sud où l'homme reste à la maison) et d'autant plus atteints que leurs caractères sexuels sont plus marqués.

Pour certains, les intellectuels sont plus souvent frappés que les manuels. Pour d'autres, ce sont seulement ceux qui, dans chacun de ces deux groupes, ont le plus de responsabilités qui sont les plus atteints. Il y a probablement là deux facteurs qui sont intriqués : un facteur métabolique lié à l'activité musculaire et un facteur nerveux.

UN GILET ELASTIQUE

Ces facteurs alimentaires, sociaux, héréditaires, sexuels, sont établis, mais il est difficile de les modifier. Dans un domaine précis, celui de l'intoxication tabagique, une bonne nouvelle nous vient de Suède, où dans trois établissements déjà on pratique une cure de désintoxication qui se traduirait par 95 % de succès chez ceux qui fument moins de vingt-cinq cigarettes par jour et 60 % chez ceux qui fument davantage. Il s'agit d'un produit dérivé de la « lobéline » utilisé pour mesurer la vitesse circulatoire et dont on se serait aperçu, par accident, qu'il dégoûtait du tabac.

Sur le plan du diagnostic, on est toujours à la recherche de méthodes qui permettraient d'être à la fois précis et précoce. Dans ce but, un chercheur belge, le professeur Jouve, a proposé un gilet élastique muni de 72 électrodes, donc plus précis que le classique électrocardiogramme.

Qu'en dehors de cela, certains expliquent que la girafe ne parvient à irriguer sa tête qu'au prix d'une hypertension constante (hypertension par rapport à quoi et à qui ?), que d'autres nous démontrent l'hyperémotivité de la vache et sa traduction tensionnelle, que le docteur White, enfin, s'amuse à prendre l'électrocardiogramme d'une baleine grâce à des électrodes fixées au harpon lancé par canon, tout cela est pittoresque et sera peut-être riche d'enseignements, mais pour le moment, ne nous apprend pas grand-chose.

Plus intéressante est la performance des Russes qui ont réussi à faire battre des cœurs prélevés immédiatement après la mort sur des cadavres humains. On a peut-être eu tort de la qualifier de « Spoutnik biologique », car elle n'est que la transposition de l'expérience de Carrel et Lindbergh sur le cœur de poulet, mais elle est techniquement remarquable et permet de passionnantes recherches thérapeutiques.

On sait, par exemple, que la trinitrine, médicament classique de l'angine de poitrine, a la réputation de dilater les artères nourricières du cœur (les coronaires). Or, sur les soixante-douze cœurs que les Russes ont réussi à faire revivre, quarante-six seulement ont répondu à la trinitrine par la vaso-dilatation classique. Dans certains cas, la réaction aurait même été inversée.

POUR 260 FRANCS

Du point de vue thérapeutique, deux nouveautés : le « L 23-29 », présenté par le docteur Robert Charlier, qui serait le médicament le plus efficace contre les douleurs angineuses et lui a valu la médaille de la Société internationale de cardiologie, et l'utilisation par les Sud-Américains de la butazoïdine (anti-inflammatoire employé surtout contre les rhumatismes) dans le traitement de l'infarctus.

Un homme sur cinq, au moins, meurt de maladie du cœur, et le progrès dans la lutte contre l'artériosclérose pourrait allonger sa vie de dix à vingt ans.

Cette lutte va s'organiser en France où se crée un Centre anti-artérioscléreux. Mais la création de ce Centre et les moyens dont il disposera dépendront, en partie au moins, de la générosité publique (1). Pour que la recherche médicale, en France, dispose proportionnellement des mêmes crédits qu'aux U.S.A., par exemple, il suffirait, on l'a calculé, d'un apport de 260 francs par citoyen.

DOCTEUR KNOCK.

(1) Association pour la recherche médicale française, 60, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7e). C.C.P. Paris 6277-77.

POUR VOTRE CONFORT D'HIVER

"Brummell"

PENSE PRATIQUE

avec ce PARDESSUS

CONFORTABLE
Le col cavalier est transformable.

AÉRÉ
Le Loden est imperméable, mais il respire.

JEUNE
Doublé satin dans le haut et lainage bleu vif dans le bas.

DANS LA NOTE
Puisque c'est un 7/8e ...et c'est la mode !

14.900

PRATIQUE également
LE COSTUME "BRUMMELL"
sur mesure
ou prêt à porter,
à partir de

17.500

au Printemps

MAGASIN BRUMMELL

Spécial "L'Express"

LES GRENOUILLES QUI DEMANDENT UN ROI

par JEAN-PAUL SARTRE

LES Oui seront nombreux, très nombreux. Mais à quoi dit-on « oui » ? A la Constitution ? Tout le monde s'en moque. A un programme ? Du firmament que la tête du général effleure, c'est à peine si, de temps à autre, tombe un indéchiffrable oracle. Non : c'est l'homme qu'on veut plébisciter. En ce pays compartimenté, hérissé de barrières, de cloisons, de chicanes, où chacun dispute un os à ses voisins, l'homme-unanimité tout à coup se présente. S'il devait gagner, le 28 septembre, fût-ce de justesse, nous savons tous qu'il ne se tiendrait pas pour le leader de la majorité, mais qu'il prétendrait réaliser en sa personne le rassemblement de tous les Français. Il se garde bien de rien offrir : et les intérêts, sur terre, demeurent émiettés et contraires. Mais quand l'électeur lève les yeux, il découvre au-dessus des nuages le fascinant mirage de l'unité. Si nous votons pour lui, gauche et droite seront unies comme son oreille droite et son oreille gauche ; le haut capital et les cantonniers comme le sommet de son crâne à la plante de ses pieds. Beaucoup de Français détestent leur prochain ; ils l'aimeront en de Gaulle ; tous communieront dans cette grande entité dont l'indissolubilité organique veut symboliser le plus haut degré de l'intégration sociale.

Comment ne voit-on pas, après tant de dictatures, que cette communion mystique couvrirait nos discordes sans les apaiser. Comment ne sait-on pas qu'un pays projette en un seul homme son désir douloureux d'unité quand les contradictions du moment ont rendu cette unité impossible ? On dirait que l'électeur somnole. Regardez autour de vous : les « Oui », les « Non » s'étalent partout : sur les murs, dans les quotidiens de province, dans « L'Express ». Le « Non » donne ses motifs, il explique son option, c'est de la géométrie passionnée. Les « Oui » sont des soupirs : ils s'abandonnent aux grands rêves, aux grands sentiments, aux grands mots, à ces déluges de larmes qui ont souvent précédé l'établissement des dictatures. Morne enthousiasme : contre la Raison, les « Oui » invoquent les raisons du cœur qu'elle ignore — mais le cœur n'y est pas.

Il ne faudrait pas s'étonner si nous n'avions affaire qu'aux gaullistes de la première heure, fidèles au compagnon des temps héroïques, au chef qu'ils n'ont cessé de respecter. Et d'un autre point de vue, il est normal qu'un certain nombre de personnes, maltraitées par la vie, aient besoin de croire en Dieu et surtout en Son Incarnation. Combien de femmes solitaires et trahies ont étendu leur ressentiment à l'espèce entière : tout ce qui est humain leur fait horreur, elles aiment les chiens et les surhommes.

Mais il y aura des jeunes gens et des hommes jeunes pour porter leur suffrage au futur monarque : actifs, parfois heureux, intelligents, et qui se tiennent de bonne foi pour des Républicains. Beaucoup sont techniciens, travaillent en équipe, savent comment un problème apparaît et comment on le résout ; contre toutes les infaillibilités, ils ont découvert, dans la pratique, l'importance des contrôles réciproques, de l'entraide et de la contestation : ils ne croient plus au Père Noël. Alors ? Qu'ont-ils à voir avec le Grand Un ? Pourquoi, lorsqu'il s'agit de la Chose Publique, s'en remettront-ils à ce prince infaillible plutôt qu'à des organisations techniques qu'ils pourraient contrôler ? Il faut que le personnage du général de Gaulle offre par lui-même et silencieusement l'image un peu brouillée d'une politique. Et, surtout, pour déchiffrer cette image, il faut que ces républicains aient une certaine idée de la France, de la République, du monde et d'eux-mêmes. Si nous pouvions, sur la foi d'innombrables enquêtes, témoignages et conversations privées, fixer les traits et les pensées de ces électeurs parfaitement honnêtes et foncièrement démocrates qui voteront « Oui », dimanche prochain, nous verrions, je crois, qu'ils sont, eux aussi, victimes d'un mirage. Et si cette esquisse tombe sous leur regard, peut-être quelques-uns se reconnaîtront-ils, peut-être auront-ils les yeux dessillés.

• « Les caprices des crabes »

IL faut partir de cette malheureuse Quatrième qui vient de se désintégrer par dégoût d'elle-même.

Ils ne sont pas bien neufs, les reproches qu'on lui adresse : on les faisait déjà à la Troisième qui a pensé, le 6 février 34, en mourir. Ils étaient alors moins virulents et moins unanimes : à peine moins justifiés: Le fait est que, depuis 47, le régime tourne à vide, le fait est que l'Assemblée était coupée du peuple, c'est-à-dire des électeurs ; le fait est qu'il y avait un « système », c'est-à-dire que nos hommes politiques étaient devenus des choses inertes et qu'ils obéissaient à des lois inflexibles semblables à celles qui régissent le cours des choses. Ce qui frappait d'abord, c'était l'instabilité ministérielle. Ces chutes brusques, parfois inattendues, ces longues crises, pour beaucoup de Français, c'était l'image même du désordre. En fait il n'y a jamais eu qu'un ministère. Stable mais tournant. L'équipe — restreinte — des ministrables dansait la ronde, chacun tenait ses voisins par la main en attendant que le mouvement circulaire d'un projecteur fit jaillir de l'ombre son visage. Il se peut que pour quelques intimes M. Pflimlin et M. Schumann soient réellement distincts, politiquement ils échappent au principe d'individuation. Soutenus par la même majorité, les nouveaux reprenaient la politique des anciens, c'est-à-dire persévéraient dans l'inertie.

Pendant toute cette période, un seul accroc, vivement réparé, le ministère Mendès France. Ce parvenu n'était pas de la bande : on le lui fit bien voir.

Bon. Cette description, cent autres l'ont faite. Le système, c'est l'impuissance au pouvoir. Non pas l'ana chie — où chacun fait ce qu'il veut — mais la paralysie — où la tête pense encore quand les bras ne remuent plus. Oui, M. Gaillard, M. Pinay avaient quelque chose comme une tête et cette tête leur disait — dans le privé ils n'en faisaient pas mystère — que la guerre d'Algérie était absurde et qu'il fallait négocier. Mais quand M. Gaillard prit son tour de garde à la présidence du Conseil, il n'eut pas la folie de penser qu'on lui confiait ce nouveau poste pour lui donner licence de faire ce qu'il croyait utile et juste, de proclamer ce qu'il croyait vrai. Ce président interchangeable prêta sa voix au Système et le Système affirma par sa bouche : gouverner c'est ne pas prévoir, c'est ne pas prévenir, c'est ne pas choisir, gouverner c'est obéir ; nous continuerons la guerre à outrance.

« On les paye à ne rien faire »

Le spectacle de l'impuissance n'est pas propre à dilater le cœur. Il indigne les gens qui travaillent parce que le travail est action.

Ce qui prouve assez que l'antiparlementarisme est ici d'origine professionnelle, c'est que l'on entend moins reprocher aux élus leur impuissance ou leur lâcheté que leur paresse, vice qui leur est parfaitement étranger. « On les paye à ne rien faire. » Voilà l'idée.

Aux environs du 15 juin dernier, un petit bourgeois m'aborda devant la Chambre des députés et me dit d'un air furieux :

— *Alors ! ils sont encore en vacances.*

— *Il faut reconnaître,* répondis-je, *qu'on les y a mis.*

Il ne se troubla qu'un instant puis, reprenant le fil de sa colère :

— *On les y a mis ? Tant mieux. Mais alors qu'on ne les paie pas.*

Et nos républicains — ceux qui apporteront leurs suffrages à de Gaulle — ce sont des travailleurs honnêtes qui ont le goût des techniques précises, des actions rigoureuses et qui ne se reconnaissent pas ou — comme nous le verrons — qui *croient* ne pas se reconnaître dans leurs représentants élus.

Jusqu'ici, nous sommes tous d'accord. Mais nous n'avons pas quitté le domaine des apparences. Car enfin d'où vient-elle, cette impuissance ? Sont-ce les hommes qui ont fait le système ou le système qui a fait les hommes ?

Et qu'est-ce au juste que le système ? L'immobilisme n'en peut être la cause mais seulement l'effet. Sur ce point les réponses demeurent imprécises.

J'ai lu « Les Princes qui nous gouvernent », de M. Debré, dans l'espoir, je l'avoue, de m'agacer les dents ; j'ai été déçu : cette bouillie ne se mâ- →

→

che pas. Mais à en juger par la Constitution, la faute originelle serait la primauté du législatif.

Nous y voilà. Imaginons un homme aux nerfs d'acier, au cœur dur et somptueux, la tête emplie de vastes projets, qui ne veut qu'œuvrer pour la France et qui, pour mener à bien son entreprise, n'a besoin que de continuité : c'est l'exécutif. Et comparons maintenant à cette grande figure, le législatif, ce panier de crabes grouillants, gluants, grimpant les uns sur les autres et retombant sans cesse. N'est-ce pas une absurdité de soumettre l'homme aux caprices des crabes ?

C'est ici qu'il faut dénoncer la plus grande imposture gaulliste. Osera-t-on prétendre que c'est l'Assemblée qui a fait de nos ministres ces bêtes hagardes et terrorisées que nous avons entendu si souvent réciter à la radio, à la télé, un compliment appris ? Et sont-ce les ministres qui ont fait régner la peur à l'Assemblée ? Est-ce l'Assemblée qui a empêché M. Mollet de désavouer le kidnapping de Ben Bella ? Est-ce elle qui a contraint M. Gaillard de « couvrir » le bombardement de Sakhiet ?

Je dis au contraire, moi, que tout le mal est venu, ces dernières années, d'un exécutif trop fort qui échappait au contrôle du législatif. Car nous avions un exécutif. Ce Prince bombardait Haïphong quand l'Assemblée voulait négocier avec Ho Chi Minh ; il réclamait de l'argent — le nerf de la guerre — qu'on lui donnait en hâte et sans discuter, il multipliait en Algérie les « lois de suspects » et les opérations de police, il ratissait, quadrillait, bombardait ; en France même, il saisissait la presse d'opposition et poursuivait les journalistes devant les tribunaux militaires ; toute la vie nationale était entravée par ses grands rêves héroïques de reconquête, il sacrifiait la France à ses colonies et l'Assemblée terrifiée, impuissante, bringuebalait à la queue des guerres coloniales comme une casserole à celle d'un chat.

Cet exécutif autoritaire, incontrôlable, il s'est appelé Thierry d'Argenlieu ; aujourd'hui il a cent noms, Massu, Trinquier, Lacheroy, et autres « colonels ». En treize ans, la France est devenue ce pays militarisé dont les fils se battent outre-mer sous les ordres de nos Princes les Seigneurs de la Guerre.

Il y a dix-neuf ans que nous faisons la guerre : le système ne tire pas son origine des prétendus vices de la Constitution de 1946 mais de la lente fascisation d'une nation qui perd son sang, son temps, sa culture et ses richesses pour conserver d'anciennes conquêtes qui, depuis longtemps, coûtent plus qu'elles ne rapportent.

Exécutif ? Législatif ? Système ? Régime ? Des mots.

« La gauche avait vécu »

S'il y a une crise des pouvoirs, aujourd'hui, il faut en chercher les raisons en profondeur dans des maux que nos nouveaux maîtres ne veulent ou ne peuvent guérir. Ce que je vais dire, tout le monde le sait, beaucoup ne veulent pas le savoir. C'est pour ces faux ignorants que je le répète.

Je ne prétends pas que l'Histoire soit juste : il n'était peut-être pas juste que nous fussions seuls à supporter le premier choc de l'armée allemande, ni que l'ennemi nous occupât quatre ans, ni que nous restions abandonnés, ruminant notre défaite pendant que nos alliés gagnaient la guerre, ni que nous fussions libérés par eux, déclarés vainqueurs par complaisance et tolérés en parent pauvre parmi les Cinq Grands.

En 45 nous avions cru reprendre notre sort dans nos mains : l'U.R.S.S., les U.S.A. et le général de Gaulle cassèrent les reins à la Résistance. Les grèves de 48 éreintèrent les ouvriers. Nous découvrîmes alors que nous étions un très vieux pays, une société stratifiée de la base au sommet par le malthusianisme économique de l'entre-deux guerres. Où était le peuple ? Il n'y en avait plus : on l'avait compartimenté en groupes d'intérêts divergents qui ne s'aimaient pas entre eux. Du reste tout le monde s'opposait à tout le monde : les petites, les moyennes, les grosses entreprises, le commerce de détail et celui de demi-gros, le paysannat et les villes, comme il arrive quand le mouvement de l'Histoire s'arrête et que les contradictions vivantes se transforment en inertes conflits. La grande industrie accentua ses tendances malthusiennes, la classe ouvrière se déchira : les ouvriers professionnels, héritiers du vieil anarcho-syndicalisme, freinaient tant qu'ils pouvaient la modernisation de l'outillage parce qu'ils craignaient avant tout que leur travail ne s'en trouvât disqualifié ; les ouvriers spécialisés, las de tourner en rond dans le cycle infernal « prix-salaires », voyaient au contraire dans la production de masse le seul moyen d'élever leur niveau de vie. Syndicats et partis vinrent coiffer ces antagonismes et les durcir ; mais le coup de grâce, cette fois encore, fut donné *du dehors*, le plan Marshall et le « Coup de Prague » transformèrent ces conflits économiques et sociaux en haine politique. La gauche avait vécu.

Restait l'Empire. Il commença très vite à s'émietter. Il ne fallait pas de grandes lumières pour comprendre, dès les premières révoltes, que nous assistions au début de ce qui allait être l'événement le plus considérable du second demi-siècle : l'éveil du nationalisme chez les peuples afro-asiatiques ; ni pour concevoir que ce mouvement d'émancipation serait irrésistible et irréversible. Mais nous n'y voulûmes rien voir et la gauche elle-même, au début, se fit tirer l'oreille : l'Empire, c'était notre grandeur.

Cette souveraineté que nous avions maquignonnée à l'Amérique, si nous forcions les rebelles à la reconnaître, nous pourrions rêver un moment que nous l'avions conservée.

Dix-neuf ans sans une seule victoire

Ce n'est pas l'Assemblée qui a engendré le verbalisme imbécile qui pourrit tout : c'est la situation. Nous étions parmi les 5 Grands mais l'Allemagne, sept ans après la débâcle, nous écrasait de sa puissance. Grand devenait un mot vide de sens. Nous faisions respecter aux colonies par des massacres une souveraineté que nous avions perdue. Souveraineté n'était qu'un mot. Nous affirmions partout la grandeur de la France mais nous savions que nos guerres de prestige indignaient le monde sans le frapper de terreur. Les puissances atomiques s'interrogeaient étonnées : « *Que font-ils donc ? Ils jouent ? Ce doit être pour occuper leurs soldats.* » Grandeur n'était qu'un mot. Un autre mot, victoire : il fallait arrêter la guerre ou la perdre. Les autres vinrent tout seuls : quand, dans un dernier effort, nous voulûmes attirer les U.S.A. dans le conflit, nous jugeâmes bon d'oublier que nous nous y étions jetés en partie pour nous affirmer contre eux ; personne ne parla plus d'expédition coloniale ; le Français devint la sentinelle d'Occident, il défendit au Vietnam les valeurs chrétiennes et gréco-latines contre l'Antéchrist Staline et les barbares slaves. Nous avions décollé, filé dans le rêve pour fuir l'intolérable vérité. Le rêve tourne au cauchemar depuis quelques années mais nous préférions les terreurs de la nuit aux hontes de midi.

« La caserne ou l'Algérie »

L'armée a vécu plus intensément cette aventure mais, en gros, de la même façon. La défaite-éclair de 40 l'avait frappée de stupeur. Depuis, chacune des guerres qu'elle a faites lui est apparue comme la revanche de la précédente. Les officiers n'aimaient pas les guérillas d'Indochine, mais ils se jetaient dans la bagarre avec une sombre passion. Or cette revanche fut une défaite. Ce ne fut pas leur faute : ils se sont montrés toujours courageux, parfois héroïques. Mais l'Assemblée ne fut pas coupable envers eux : ils eurent les crédits, les armes. Les retards, les erreurs n'ont d'autre origine que la distance. En vérité ils ont perdu cette guerre parce que nous devions la perdre : que peut un corps expéditionnaire contre la révolte d'un pays entier lorsque ses bases « naturelles » sont à des milliers de lieues ?

Pourtant ils ont vécu cet éloignement comme une trahison ; ils ont détesté la population civile parce qu'ils ne voulaient pas rougir devant elle. Personne n'eût même songé à leur faire le moindre reproche mais ils interprétaient nos regards, nos paroles, nos silences. Ce divorce entre des héros sans bonheur et la communauté nationale est à l'origine de nos embarras présents. L'armée est blessée.

Elle se trouve coincée entre deux types de conflits — ceux de notre siècle — sans être armée vraiment ni pour l'un ni pour l'autre. Contre les guerres *populaires*, malgré l'immense effort de ces dernières années, que peut-elle ? Lire Mao ? Elle y apprendra que l'armée révolutionnaire vit en symbiose avec la population. Que faire à cela ? On peut créer des services psychologiques, des écoles de contre-guérilla ; on peut assouplir au maximum la lourde machine militaire, employer les soldats comme firent les généraux de la cinquième armée — à labourer, à semer, à secourir le paysan. Après ? Croit-on qu'on changera les cœurs ? Sans la population civile, il se peut qu'on ne perde pas la guerre, ce qui est sûr c'est qu'on ne la gagnera pas.

Mais si, d'autre part, un conflit mondial devait éclater, la pauvreté de nos ressources ne donne guère de chances à nos militaires. Les missiles, les fusées intercontinentales, les engins téléguidés, en un mot la guerre presse-boutons disqualifie les armées classiques comme les machines semi-automatiques ont disqualifié les ouvriers professionnels. Le technicien l'emportera sur le militaire, et la mort atomique rapprochera le soldat du civil en les frappant ensemble et sans discrimination.

Trop riche pour gagner les guerres de pauvres, trop pauvre pour s'imposer dans une guerre de riches, l'armée française a beau se moderniser, la politique et la technique la frappent au cœur. Elle demeure, en dépit d'elle-même, malgré la jeunesse et la bravoure de ses officiers, une sorte d'anachronisme. Elle s'interroge sur sa raison d'être : les conflits coloniaux lui répugnent, elle les a déclarés sans honneur ; ce sont les seuls pourtant où elle puisse encore se défendre, contre-attaquer et, dans une certaine mesure, s'adapter aux tactiques de l'adversaire. Depuis la perte de l'Indochine, en un mot, il lui faut choisir entre la caserne ou l'Algérie. Son choix est fait : elle a rencontré là-bas le civil introuvable, l'Européen d'Alger, *son* civil ; la symbiose du fellagha et des populations musulmanes a eu pour contrepartie celle de l'armée française et de la population européenne. Politique par nécessité — parce que cette guerre est en même temps militaire et politique — l'armée finit avec l'aide des colons par se faire une doctrine : dans cette lutte révolutionnaire, elle était contre-révolutionnaire par devoir. Puis, comme il arrive souvent, elle s'est piquée au jeu et, pour combattre l'adversaire à armes égales, elle nomme révolutionnaire sa contre-révolution. Il lui importe peu de prendre le pouvoir elle-même, elle acceptera de régner par personnes interposées. Ce qu'elle veut c'est qu'on lui laisse son os : *l'Algérie française.*

Car elle s'acharne une fois de plus dans une guerre qu'elle devine sans espoir autant pour venger ses défaites imméritées que pour retarder le moment de ce qu'elle croit être son anéantissement. Non qu'elle souhaite guerroyer indéfiniment. Elle a cru à l'intégration. Elle peut concevoir un nouveau rôle du soldat : le pionnier de l'Empire, tantôt se battant et tantôt prêtant main-forte au paysan pour engranger la récolte. Et tantôt — qui sait ? — endoctrinant des villageois pour la bonne cause. Mais qu'elle y préserve la paix revenue ou qu'elle y fasse la guerre, l'armée, s'il faut l'en croire, ne quittera jamais l'Algérie, son ultime justification, son *intérêt de corps.*

Depuis près de cinq ans, elle pèse lourdement sur le gouvernement de la métropole, tous les jours plus menaçante. Avec les colons — dont les intérêts sont trop évidents et les moyens de pression trop connus pour que je les rappelle ici — elle fait bloc et leurs actions conjuguées leur confèrent la toute-puissance. Et pourtant les nouveaux seigneurs de la guerre restent sombres : pour un officier, aucun succès politique ne vaudra jamais une victoire militaire. Depuis 39 — sauf quand la division Leclerc remontait d'Afrique à Paris — la victoire n'a pas été une seule fois au rendez-vous. Il y a, au fond de ces colonels, ce défaitisme, ce vertige de l'échec qu'on trouve à la base de tous les fascismes.

« Le pays, c'est nous »

Vous le voyez : rien de plus mensonger que ces histoires de système, d'Assemblée ingouvernable, etc. En fait l'exécutif est à Alger ; il est formé de civils et de militaires, il décide de la France en fonction de l'Algérie. Pour des questions strictement métropolitaines, on nous laissait jusqu'au 13 mai dernier une manière d'autonomie. Aujourd'hui cette autonomie nous est elle-même contestée. Et, sans doute, l'armée, presque tout entière absorbée par la guerre — et d'ailleurs divisée — ne peut pas grand-chose. Mais, bien que ses moyens soient restreints, du moins était-elle la seule force cohérente et organisée.

Il aurait fallu une gauche unie : rien de plus. C'était trop demander. En séparant les partis ouvriers par une barrière de haine et de feu, la même raison qui nous a précipités rageusement dans l'aventure coloniale — les blocs, la guerre froide — nous ôtait le moyen de nous en sortir.

L'U.R.S.S., les U.S.A., les nations de Bandoeng : il se lève partout à la fois — Est, Sud, Ouest — le vent qui, depuis douze ans, souffle en tempête sur la France. Dans le moment où les peuples colonisés réclamaient leur liberté, la guerre froide émiettait la seule majorité qui pût la leur accorder.

Voilà toute l'histoire : une situation qui se détériore sans cesse — qu'il s'agisse de l'Indochine ou de l'Algérie — et une majorité impuissante, terrorisée par les colons, les communistes et les militaires, qui temporise sans cesse et remet de jour en jour ses décisions jusqu'à ce qu'elles lui soient imposées par les circonstances elles-mêmes.

Un pays humilié, éreinté, miné par les dissensions, qui s'enfonce, par disgrâce et bouderie, dans des guerres sans espoir et se dégrade chaque jour un peu plus, en vendant sa souveraineté, puis en déposant la gerbe de ses libertés entre les pieds bottés des militaires.

Un pays paralysé qui se noie dans le rêve et dans le ressentiment. Un pays arrêté, à l'économie périmée, qui a dû attendre jusqu'en 1949 pour renouveler son équipement et qui l'a fait au petit bonheur sans trop se soucier des marchés qu

absorberaient l'excédent de sa production. Un pays stratifié, transi de méfiance et de morosité, qui répétait sans cesse et non sans fatuité : *« J'ai rendez-vous avec l'Histoire ! »* et qui s'est aperçu que l'Histoire lui avait collé un lapin.

L'Assemblée ? Bah ! Elle est à son image. Si vous voulez la changer, changez d'abord le pays. Et certes *nous* pouvons le changer ; *à nous tous,* en prenant ses maux à leurs racines : car le pays, c'est nous.

Comprendre que la grandeur d'une nation ne se mesure pas à la quantité de sang qu'elle fait couler mais au nombre des problèmes humains qu'elle résout ; arrêter les hostilités sur-le-champ, négocier, reconsidérer avec leurs représentants la question des pays associés ; reconquérir notre souveraineté perdue et travailler à l'éclatement des blocs, c'est-à-dire à la paix ; rapprocher tous les hommes de gauche et les réconcilier sur un programme établi en commun ; arrêter l'hémorragie des devises en donnant à la France une économie complémentaire des autres économies européennes, pousser la grande industrie à accroître la productivité et lutter par tous les moyens pour que l'accroissement de tant de production profite d'abord et surtout aux travailleurs, briser — par le mouvement démographique que suscitera la réorganisation de l'économie — les strates qui séparent les groupes et les butent sur d'inertes antagonismes ; balancer les disqualifications du travail que risque d'opérer l'élévation de la productivité par un système de requalifications et, par un jeu de classements et de reclassements, diminuer sinon supprimer les conflits d'intérêt qui divisent la classe ouvrière ; développer la culture scientifique, littéraire, artistique et *politique* dans les classes sociales les plus défavorisées, etc., créer un enseignement agricole, tout spécialement dans le Centre et le Sud de la France, accroître la productivité agricole dans ces mêmes régions en incitant, là où le terrain le permet, les communautés agricoles à faire l'acquisition collective d'engins motorisés, etc. En dix ans, la physionomie de la France ne sera plus la même : le tertiaire, aujourd'hui hypertrophique, se sera dégonflé, le primaire aura diminué d'un tiers, le secondaire sera plus homogène et son niveau de vie plus élevé. Si *nous* faisions cela nous-mêmes et si nous le faisions en dix ans, il nous serait peut-être permis de dire sans trop de vanité que la France est un grand pays.

• Un homme efficace, pour faire quoi ?

Mais si j'esquisse en courant les grandes lignes d'un programme, ce n'est pas pour les proposer aujourd'hui. C'est pour demander aux républicains qui vont porter dimanche leur suffrage à de Gaulle : est-ce à cause de *cela* que vous allez voter pour lui ? Lui demandez-vous des logements, des tracteurs, des écoles, la réorganisation de l'économie, un pacte d'alliance avec les peuples d'outre-mer ? Je sais déjà que la réponse est non. Pourquoi donc attendriez-vous de lui ce qu'il n'a jamais promis. Pourquoi prétendriez-vous voter pour un programme quand votre bulletin s'adresse directement à l'homme ?

Vous me répondrez que cet homme est capable en trois ans de réaliser des projets plus nombreux et plus ambitieux que la Quatrième n'a fait en treize ans. Je vous croirais si j'avais le commencement d'une preuve. Mais votre candidat est plus fameux par le noble entêtement de ses refus que par l'ampleur de ses réalisations économiques et sociales.

La vérité, c'est que vous choisissez l'action pure, c'est-à-dire l'individu soustrait à tous les contrôles, par dégoût de l'abject marécage où nous barbotons depuis la Libération. Mais j'ai tenté de montrer que les causes étaient objectives et profondes et que les remèdes devaient l'être aussi. On ne changera pas la France en renouvelant sans fin l'équipe dirigeante. Tant que les infrastructures demeureront ce qu'elles sont, le système demeurera ce qu'il est. Et je me dis tout d'un coup que, cette impuissance dont vous avez horreur, vous l'attribuez bien vite à l'Assemblée mais qu'il se pourrait bien avant tout que ce fût la vôtre et que vous la projetiez sur les autres pour vous en délivrer.

J'ai interrogé bien des gens, ces jours-ci. Les uns voteront pour le général de Gaulle, les autres s'abstiendront. J'ai voulu savoir ce qu'ils attendaient de lui — ses partisans, bien sûr, mais les abstentionnistes aussi, qui nourrissaient pour lui un préjugé favorable.

La guerre d'Algérie, par exemple ? Qu'espéraient-ils ? Qu'exigeaient-ils ? Fallait-il faire la paix ? Ce mot de « paix » les déconcertait : ils le trouvaient brutal. La paix ? C'est trop s'engager.

Ils disaient : *« La fin de la guerre ».* Ils se mettaient les mains sur les oreilles et criaient : *« Que ça finisse ! que ça finisse ! Qu'on n'en entende plus parler ! »*

Je leur faisais remarquer qu'il n'y avait que deux solutions concevables : l'écrasement du F.L.N. (à condition qu'il fût possible) ou les négociations.

La première solution ne leur déplaisait pas : pourvu qu'elle fût rapide.

Je dis : « Il faudra faire un gros effort : les militaires auront besoin d'argent, d'armes et d'hommes. »

Aussitôt ils disaient : *« Non. Non, non. Plus un homme, plus un sou. Ces pauvres gosses qui partent tous ; et les prix ! et les impôts ! »*

Alors, dis-je, cela peut durer longtemps.

Ils redevinrent enragés :*« Déjà que ça dure depuis trois ans et plus. Non, non. En vitesse. »*

Donc, il fallait négocier. Mais ils répondaient tous en d'autres termes ce que de Gaulle a dit à Rennes : *« Indépendance, non. On n'abandonne pas un million de compatriotes, cela ne se fait pas. Intégration : impossible ; on payera pour la guerre et on payera pour les assurances sociales et les allocations. Et puis ils n'en voudraient pas, les cochons ! »*

« Un patrimoine, faut qu'on le garde »

Ils avaient dit *« les cochons ».* Sans penser à mal et sans antipathie. Il me fut difficile, d'ailleurs, de leur faire préciser leurs sentiments sur les Nord-Africains. Ils disaient : *« Des chiens enragés, ils tirent sur n'importe qui, qu'on les rembarque, ils n'ont rien à faire ici. »* Et puis un moment après : *« On comprend qu'ils se soient rebiffés. J'ai une belle-sœur qui vit là-bas, elle m'a dit qu'ils étaient... mais d'un misérable !... »*

Et revenant sur les attentats : *« C'était fatal, c'est notre faute. On a voulu les avoir le 13 mai ; ils ont du bon ! etc. »*

L'ensemble de ces réponses m'a éclairé : la contradiction n'est pas, aujourd'hui, en France, entre les partisans de la guerre et ceux de la négociation, entre les ennemis jurés des Arabes et ceux qui cherchent à les comprendre. Elle est au cœur des individus, qui veulent tout à la fois.

Il m'a semblé, d'ailleurs, qu'ils eussent souhaité — s'ils l'avaient osé seulement — qu'on octroyât aux Algériens l'indépendance, ne fût-ce que pour le plaisir de ne plus en entendre parler.

Mais justement : ils n'osaient pas. Ils avaient peur. De leurs voisins, des espions, je ne sais trop. Mais surtout d'eux-mêmes. Ils avaient entendu parler des Juifs qui bradent les empires, ils ne voulaient pas ressembler à ces traîtres. Comme disait un jeune homme, l'autre jour, dans le train : *« L'Algérie, moi, j'en ai rien à foutre, et puis j'aime pas la colonisation. Mais c'est notre patrimoine. Un patrimoine faut qu'on le garde, même si ça ne rapporte rien. »*

Ainsi ces gens vont voter pour *l'homme efficace,* pour celui qui doit et peut résoudre tous nos problèmes. Mais ils ne savent même pas ce qu'ils voudraient qu'il fît.

On peut admettre qu'ils espèrent la solution la plus radicale. L'indépendance, par exemple. Ils seront bien un peu scandalisés mais ravis, au fond, qu'il leur force la main : *« Puisque out ce qui vient de lui est sacré, l'indépendance, dont la seule idée me semblait sacrilège, est la solution la plus juste et la plus française. »* Est-ce qu'ils ne ressemblent pas trait pour trait aux gens du système : tous ou presque tous, les députés souhaitaient la paix et votaient la guerre.

Et je commence à me demander si ces républicains gaullistes ne sont pas responsables de cette Assemblée déchue qu'ils détestent.

Dans les rues, on entendait les Biaggistes ou les gars de Le Pen. Ils parlaient haut, ils criaient : *« Algérie française ».* Mais combien étions-nous à crier : *« Paix en Algérie »* ? Les députés sont fascinés par le nombre : c'est une manie d'élus.

Vous qui leur reprochez aujourd'hui de n'avoir su ni faire la paix ni gagner la guerre, qu'êtes-vous allés crier sous leurs fenêtres : *« Négociez ! »* ; que n'avez-vous protesté contre les tortures, contre les jugements sommaires, les expéditions punitives, les disparitions, les camps ? Ceux qui voteront pour de Gaulle, c'est leur propre paralysie, leur propre pusillanimité qui les dégoûtent et qu'ils veulent fuir. Et d'ailleurs, il y avait à l'Assemblée des hommes qui voulaient la paix et qui le disaient tout haut. Si nous les avions soutenus, nous tous, au lieu de nous empêtrer dans nos contradictions...

Je remarque d'ailleurs que les apolitiques voteront pour de Gaulle : ceux-là mêmes, peut-être, qui se sont abstenus, aux dernières élections. Parmi eux, on rencontre des indifférents, bien de chez eux, sans passion, qui veulent la tranquillité sans plus. Mais il y en a d'autres auxquels on ne peut penser sans honte.

• Et maintenant : le rêve ou le réveil

A l'occasion d'un article où j'expliquais pourquoi je voterai *non,* une lectrice m'écrit pour me dire qu'elle votera *oui,* bien qu'elle paraisse d'accord avec moi sur l'ensemble : *« Le oui, il y aura des hauts et des bas, mais la vie continue ; le* non, *c'est l'aventure. »*

Et voilà le crime — non de la IV^e mais de notre bourgeoisie, depuis cent cinquante ans : il y a des citoyens de deuxième classe, sans espoir, et depuis si longtemps qu'ils se tiennent eux-mêmes pour tels. Ils ont si peu de droits, si peu d'influence, ils pèsent si peu dans le monde que les bouleversements politiques ne les touchent pas.

Ma correspondante pense qu'elle n'a rien à gagner à l'effondrement de la République, mais aussi qu'elle n'a rien à y perdre. On lui ôtera ses libertés civiques, on rognera, peut-être, sur ses droits syndicaux, on ne lui laissera que le droit de se taire. Qu'importe : elle vote pour la dictature. Cela prouve qu'elle se taisait déjà, qu'elle s'est toujours tue ou qu'on ne l'écoutait pas. Personne. Jamais.

Si des millions d'hommes aujourd'hui sont indifférents au référendum, s'ils ne se soucient pas des pouvoirs respectifs du Président et du corps législatif, c'est notre faute, c'est que nous n'avons jamais su leur faire entendre qu'ils agissaient sur les autres hommes par le simple bulletin qu'ils déposaient dans l'urne et que l'activité politique du citoyen est l'affirmation la plus entière de sa liberté. C'est aussi qu'ils ne comptent pas, qu'ils ont toujours compté pour du beurre et qu'ils se sont arrangés de cette vie qu'on leur faisait, tant bien que mal. Ils voteront *oui* le 28 septembre : pourvu qu'ils touchent en janvier 1959, comme en janvier 1958, leur maigre salaire, ils penseront qu'on ne leur a rien pris.

Mais leur modestie même les abuse : on les atteindra dans leur salaire ; la guerre continuera, les prix monteront. Ils ne sont rien, aujourd'hui, que ces quelques milliers de francs, leur *réalité objective ;* demain le franc baissera, ils seront moins encore.

Indifférence ou impuissance, tous ces apolitiques votent pour l'apolitisme, comme si c'était un programme qu'ils voulaient imposer. En disant *oui* ils poussent leur attitude à l'extrême jusqu'à renoncer à tous leurs droits civiques. Ils se démettent du soin de la chose publique entre les mains d'un homme qui fera tout pour eux. Les voilà simplifiés : ils demeurent époux, fils, employés, champions de billard — mais ils ne seront plus citoyens. Ils se taisaient, on leur montre une muselière ; ils votent pour qu'on la leur mette au plus vite : l'avantage, c'est qu'ils ne *pourront plus* parler.

Si je cherche les motifs d'une conduite aussi paradoxale, j'en découvre un tout aussitôt : l'impuissance objective de la collectivité française s'est profondément gravée en chacun de nous comme son impuissance personnelle à modifier le destin de son pays.

Il convient de rappeler ici l'enquête sur la Nouvelle Vague et ces réponses qui ont frappé les lecteurs de « L'Express » : *« Je n'agis pas sur Nikita, je n'ai pas d'influence sur Ike, ce n'est pas moi qui donne le prix Nobel. »*

En fait, nous aussi, quand nous avions vingt ans, nous aurions pu répondre : *« Je ne donne pas le prix Nobel, je n'ai pas d'influence sur Staline. »* Mais nous pensions avoir des droits à l'échelle humaine. Nous n'agissions pas sur Staline, mais nous n'imaginions pas, alors, que Staline pût agir sur nous.

Il y avait la grande affaire : l'Allemagne, dont on craignait déjà qu'elle ne réarmât, mais cela ne nous effrayait pas. Il nous semblait justement que c'était *à nous* d'empêcher la future guerre franco-allemande ou de la gagner. Nous n'avions pas le sentiment que nous dépendions de la planète entière.

La politique des blocs et la guerre froide, tout comme l'extraordinaire développement des moyens de communication font qu'un jeune Français est d'abord planétaire ; il appartient à ce « One World » dont parlent les Américains. Mais justement pour cela, la France rapetisse, sa fragilité se découvre et puis, à ce qu'il semble, l'histoire se fait ailleurs.

A quoi bon tenter d'exercer en France ses droits de citoyen, à quoi bon voter, si la France n'est

→

plus qu'un objet inerte dont les mouvements et la position sont conditionnés par des forces extérieures ? La timidité, la gravité, l'application de ces jeunes gens ne sont que la conscience qu'ils prennent de leur impuissance sociale. Ils s'absorbent dans le travail, dans les soucis professionnels, dans la vie familiale. La technique aussi les passionne : elle est leur unique prise sur le monde. La politique ils s'en moquent : si l'on était Russe, peut-être, ou Chinois...

Derrière cette sagesse précoce qui n'est même pas de la résignation, on devine une sorte d'angoisse. Ils vivent en liberté, mais sans pouvoir, dans un monde apocalyptique que le stock des bombes américaines suffirait amplement à faire sauter, sous un ciel sillonné de spoutniks. Les journaux, tous les trois mois, prophétisent la prochaine et dernière mondiale en énumérant les conséquences que vous savez.

Cette peur apparaît nettement dans la réponse d'un jeune employé : *« Heureux ? Où ça ? Ah ! en famille. Eh bien oui ! on n'a pas à se plaindre, il y a ma femme et les fillettes. C'est-à-dire qu'on n'a pas le droit de se plaindre parce qu'on en voit tant d'autres qui sont tellement plus malheureux. Ah ! par exemple, quand je pense à l'avenir, avec tout ce qu'on nous prépare, eh bien ! j'aime autant vous dire que je ne suis pas heureux. Tous les soirs, avant de se coucher, ma femme regarde par la fenêtre, des fois que les spoutniks passeraient. Quand elle voit que ce n'est pas pour ce soir-là, elle se calme, elle arrive à s'endormir. »*

« De Gaulle est le seul qui... »

Depuis Hiroshima, on nous agresse, on nous irrite, on nous inquiète sans cesse. J'imagine qu'il y a dans chaque cerveau une meurtrissure, un bleu qui n'est autre que la terreur au repos. Beaucoup pourraient répéter aujourd'hui ce mot de Hobbes qui date de trois siècles : *« L'unique passion de ma vie a été la peur »*.

Peur et impuissance, peur par impuissance, impuissance par peur, tout nous ramène dans ce *référendum* à prendre le parti de l'impuissance et de la peur. Sans la petite meurtrissure cérébrale qu'ont provoquée cent traumatismes divers, le chantage aux paras — argument de base pour la propagande gaulliste et même, si je puis dire, unique argument — n'aurait pas eu tant de succès. Nous aurions eu honte, quand j'avais trente ans, de céder à ces menaces d'ivrogne. Entendez bien : nous n'étions pas plus courageux. Simplement plus frais. Moins endommagés. Des puceaux de la peur en quelque sorte.

Aux jeunes d'aujourd'hui on a déjà fait le coup de l'Armée Rouge, de la bombe, celui des soucoupes volantes et des Martiens, et, pour finir, voilà le coup des paras. N'importe, la modestie a des avantages : ceux qui voteront *oui*, dimanche, proclameront leur frousse sans vergogne, offrant au Gentil Seigneur leur amour et foi en échange de son aide et protection. En même temps qu'ils reconnaissent leur impotence, ils portent à l'absolu ses pouvoirs. C'est le Grand Efficace. Ne nous étonnons plus de ces *oui* sur les murs, de ces pâmoisons un peu cagotes : accepter pour l'amour du Prince la Constitution qu'il nous octroie et qui nous muselle, c'est renoncer une fois pour toutes au contrôle de l'exécutif par le législatif et, ce qui est plus grave, de l'action par la raison.

Ces activistes de l'impuissance comptent sur le Prince pour résoudre les problèmes qu'ils ne veulent même pas se formuler, pour prendre à leur place des décisions qu'ils éludent, pour surmonter les contradictions qui les paralysent. Ils lui donnent ce blanc-seing *parce que c'est lui*. L'action du Prince, envisagée de la sorte, redevient l'unique, l'ineffable et l'irrationnel. Allons plus loin : c'est l'incommunicable par rupture réciproque des communications.

Celui qui déclare *aujourd'hui : De Gaulle est le seul qui...* » ne dit rien de raisonnable : il ne s'agit plus d'un rapport *constaté*, tel que la popularité qui, d'une certaine manière, est mesurable mais d'une qualité unique et incomparable qui retranche de Gaulle de notre monde. Dégoûtés de l'inefficace, nos républicains apolitiques disent *oui* à l'irrationnel, au sacré et du même coup *non* à l'égalité.

S'il existe un homme, dans l'espèce humaine, qui a des lumières que lui seul peut avoir, si ces lumières lui donnent le droit d'agir, fût-ce en bon père, sur nos destins, si ses actes sont toujours valables et bons du seul fait qu'ils expriment son essence, alors l'espèce humaine se désintègre en chaîne : plus un homme ; des surhommes et des animaux.

De Gaulle est le protecteur de l'homme planétaire — je veux dire du Français — il représente pour lui l'incarnation vivante de nos frontières, il l'entoure et le protège, il lui cache le monde, il le berce de ces mots si rassurants : *« La France, la France seule... »*. Mais, du même coup, notre humanisme, l'électeur et le Grand Elu joindront leurs efforts pour le briser en mille morceaux. Arbitraire, efficace pur, violence, qualité ineffable, connaissances intuitives qui sont le partage d'un seul, je reconnais là tous les traits de ce qu'un sociologue allemand, Weber, appelait pouvoir charismatique — expression qui dut sa renommée, entre 1933 et 1945, aux événements.

Faut-il en revenir là ? Voter pour la grâce c'est s'amoindrir, c'est reconnaître à l'autre non pas une supériorité de talent, de moyens ou de vertus, ce qui serait parfaitement admissible, mais une *supériorité d'espèce*. S'il existe au milieu des hommes une espèce supérieure à l'homme, alors c'est elle qui est l'espèce humaine, et ceux qui n'en font pas partie sont des chiens.

Est-il si nécessaire, ô républicains gaullistes, de vous ravaler au niveau de la bête ? Passe encore si c'était dans l'enthousiasme. Mais notre indifférent planétaire, il veut la paix chez soi. Il croit au chantage des paras, il craint qu'on ne lui casse des vitres ou qu'on ne jette dans sa rue des grenades. Il est celui qui dit, à la fois : *« De Gaulle est le seul qui puisse... »* et *« De Gaulle, c'est le moindre mal »*. Cette servilité morne me consterne. Finalement c'est Massu qui compte d'abord : on n'en veut pas. Le pseudo-oui est en réalité un simple *non* au général parachutiste. Mais là-dessus, comme dans tout chantage bien organisé, de Gaulle apparaît contre Massu et le sacré paraît avec lui, à titre de moyen seulement. Quant au républicain gaulliste, politique d'un jour et contre la politique, il retournera, le 29 septembre, à son fidèle silence, à sa tremblante liberté, aux sages désordres de sa vie privée.

Il se trompe. Ce n'est pas un pouvoir que ce vote de confiance communique à de Gaulle, c'est une impuissance. Un leader politique a de la force quand il est soutenu par des pairs qui lui ont fait confiance *sur un programme* et qui le pressent de le réaliser. Mais l'élu de l'impuissance, qui se veut impuissance, il faut qu'il refuse l'élection ou qu'il devienne impuissant. Il veut être l'élu de tous : parmi ceux qui lui porteront leurs suffrages, il y en a qui ont l'intention avouée de lui faire couvrir leur fascisme, et d'autres, les gaullistes de gauche, qui lui demandent d'adopter une politique, sinon de gauche, du moins libérale et sociale.

Qui l'emportera ? Je vais le dire. Mais si l'on admet un instant que ce sont les fascistes, et si l'on suppose — ce que je considère comme probable — que de Gaulle désapprouve cette forme brutale et vulgaire d'autoritarisme, peut-on espérer qu'il trouvera du soutien chez ses électeurs neutralistes, parmi les « oui » du moindre mal ? Pas un instant : ces gens ont fait serment de trouver bon par avance tout ce qu'il entreprend. Et puis ils se sont rendormis. Fascisme ? Antifascisme ? Ils n'ont pas d'opinion et personne ne leur a demandé d'en avoir une. Ils répondront mollement : « Oh ! le fascisme *avec de Gaulle*, c'est le moindre mal. » Et l'on ira fort loin dans cette direction : quel que soit le massacre ou la Saint-Barthélemy organisés par ces *commandos*, on pourra toujours affirmer que les choses auraient été pires si de Gaulle s'était retiré.

La IV[e] est morte parce que les Français n'ont pas pris sur eux de s'unir, de réaliser des manifestations massives, d'arracher des promesses à leurs élus et de les aider à les tenir. Faute d'être plébiscité sur un programme d'action que ses électeurs l'auraient obligé à observer rigoureusement, de Gaulle, s'il est élu, restera en l'air. Ce grand corps flottera dans le vide, au-dessus de nous mais sans piédestal. Et puisque ses partisans se déchargent sur lui de leurs contradictions, c'est lui qui en hérite.

Pour ce qui est de la guerre d'Algérie, il est manifeste, à présent, qu'il hésite et temporise — ni plus ni moins que la plupart des Français. Les hommes du système ont été malicieux : ils avaient bien vu qu'il faudrait tôt ou tard prendre une décision radicale — pacification à outrance ou négociation. Ils ont procédé alors comme ils avaient fait après Dien-Bien-Phu : ils ont remis leurs clés et leurs pouvoirs à un homme d'action, ils lui ont souhaité bonne chance et s'en sont allés sur la pointe des pieds. Le système est mort, vive le système. Car le système, à présent, c'est de Gaulle. A lui tout seul.

« Le coup du mot qu'on ne prononce pas »

Comment pourrait-il en être autrement ? Il ne lui plaît guère d'être l'homme de la guerre à outrance mais moins encore peut-être de se faire appeler bradeur. S'il est plébiscité, il sera, comme l'Assemblée, représentant du peuple français. Mais, en même temps, il tient sa force réelle de l'armée. Sans le chantage aux paras, il serait encore à Colombey. Cette unanimité muette — à supposer qu'elle se fasse sur son nom — est par elle-même une énigme.

De fait, le gouvernement de Gaulle offre tous les caractères qui nous ont paru définir le système. Il remet à demain, c'est-à-dire au 28. Le 29, s'il est élu, il attendra les élections à la nouvelle Assemblée et puis sa propre élection. Et cette temporisation traduit justement son impuissance : il élude, il s'échappe mais la guerre d'Alger vient le rejoindre à Paris. La *question* est appliquée aux Nord-Africains dans plusieurs villes de la métropole.

Je suis profondément convaincu que le général de Gaulle a la torture en horreur, qu'il juge qu'elle déshonore l'armée et qu'il a, en Algérie, rappelé à certains officiers que les téléphones de campagne sont faits pour téléphoner. Que fait-il cependant ? Que peut-il faire ? Il se tait. Donc il couvre. Comme Gaillard.

D'ailleurs nous vivons, aujourd'hui comme avant-hier, en pleine irréalité ; l'impuissance et l'abstraction conduisent une fois de plus au verbalisme. L'ancien système cherchait le mot qui escamote en prétendant définir. Le New Look du système cherche l'équivoque, la phrase qui présente un double sens, celle qui paraît présenter un double sens et qui n'en a aucun, ou la série de phrases dont chacune en particulier semble intelligible mais dont la somme est égale à zéro.

Ou bien encore on nous fait le coup du mot qu'on ne prononce pas. Il est dans toutes les gorges, quand on écoute le général, on l'attend, on l'espère, on le craint ; chaque phrase est si bien faite qu'elle paraît veuve de lui : il a dû s'en échapper. A la fin il flamboie dans les yeux, il vibre dans les crânes, la voix s'éteint, les uns disent *« merde »*, les autres *« loué soit Dieu »*. Le général s'en va, la presse du lendemain soulignera qu'il n'a pas dit une fois le mot d'intégration. Et quoi de plus ? Pas de ministère tournant, bien sûr ; encore qu'on ne puisse jamais savoir, avec le Janus bifrons. Mais des compromis partout et à chaque instant : Soustelle et Mollet en ministre, exactement comme le futur président du Conseil constituait son équipe pour plaire à tous, avec les raffinements d'une maîtresse de maison.

Eh bien ! dira-t-on, le système a gagné ! Qu'importe si de Gaulle est un émincé de République : il a grande allure, il ne sera pas plus méchant que nos députés ; votons pour lui. Justement non.

D'abord, à présent *nous ne voulons plus* du système, qu'il soit condensé ou déplié. Il fallait le défendre contre les coups d'Etat parce qu'il reposait sur des institutions réelles et librement acceptées. Mais le coup d'Etat s'est fait à l'intérieur du système par les bons offices de MM. Pflimlin, Mollet, Pinay, Coty. Parfait : on ne revient pas en arrière. Ce qu'il nous faut à présent, ce sont d'autres hommes, d'autres regroupements, une autre majorité, un programme. Et puis surtout, rappelez-vous bien que la IV[e] République est morte de son impuissance.

Et que cette impuissance lui venait du fait qu'un général en visite avait bondi sur l'exécutif et l'avait emporté à Alger. Le système, c'était l'apparence. Depuis trois ans déjà, les colonels et les colons c'était la réalité. Du moins, Mollet pas plus que Gaillard n'avait été mis au pouvoir de force et sous la menace d'un putsch militaire. Le système New Look est né d'un émeute algéroise et d'un chantage aux paras. Moch a révélé récemment qu'une bonne partie de l'armée métropolitaine avait pris ouvertement parti pour de Gaulle. Il nous a donc été imposé par l'armée.

« Si nous voulons nous lever »

Je ne le répète pas par récrimination : on juge les choses selon la manière dont elles tournent. Mais, justement, elles ont très mal tourné : depuis le mois de juin, le général de Gaulle est allé de concession en concession. A l'heure qu'il est, le gouvernement français est entièrement dans les mains de l'armée ; il y a quelques jours à peine, le président du Conseil avait cette phrase significative : *« Il ne faut pas se dissimuler que la guerre d'Algérie durera longtemps. »*

Cela vaut mieux que d'invoquer le « dernier quart d'heure » ? D'accord, mais cela nous apprend aussi que de Gaulle a choisi la guerre à outrance. Il ne l'a sûrement pas choisie de gaieté de cœur, mais parce qu'il ne pouvait pas s'en dispenser. On dira peut-être que c'est une raison de plus pour voter *oui : « Il aura le soutien des masses françaises. »* Mais précisément ce soutien muet ou quasi muet, ces bouches qui s'ouvrent pour laisser passer un seul mot aussi ambigu que les propos du général de Gaulle lui-même, tout cela ne sert à rien. L'ambiguïté se retourne contre celui qui l'a enfantée.

Qui dit « Oui » parce qu'il veut dire « Non » (Non aux colonels) ? *Qui* dit cet *autre* « Oui » pour cet *autre* « Non » (Non à de Gaulle et au système, à bientôt Soustelle) ? *Qui* dit «Oui» pour « Oui » ? Et qu'est-ce que cela veut dire ? Faute de renseignements, ce monceau de bulletins n'est pas utilisable ; il dissimule trop de haines, il sent *déjà* la bagarre. Les seuls qui peuvent profiter du *Oui*, s'il est massif, ce sont les fascistes. Ils ne s'interrogent pas sur le sens du vote mais ils penseront simplement que la victoire leur donne un peu plus de temps, soit pour engager de Gaulle jusqu'au cou dans la guerre, soit pour mettre en place des organismes et des dispositifs qui permettront un jour de le renverser.

Républicains gaullistes, vous votez contre le système — et vous plébiscitez le système ressuscité. Vous votez pour de Gaulle contre Massu — et vous donnez le temps aux colonels d'organiser un putsch contre votre élu.

Ne l'oubliez pas ; toute l'ambiguïté vient de là : de Gaulle n'est pas fasciste, c'est un monarque constitutionnel ; mais personne ne peut plus voter *pour* de Gaulle aujourd'hui : votre *Oui* ne peut s'adresser qu'au fascisme.

Comprenons enfin qu'on ne tire pas un pays de son impuissance en confiant la toute-puissance à un seul homme. La seule façon d'éviter à la fois ces doucereuses monarchies qui tournent à vide et le coup de main des commandos d'Alger c'est que *nous* nous tirions nous-mêmes de notre impuissance, c'est que *nous* concevions un programme, une alliance des partis, une tactique défensive et offensive contre tous ceux qui voudraient attaquer les Français. *Oui* c'est le rêve ; *Non* c'est le réveil. Il est temps de savoir si nous voulons nous lever ou nous coucher.

J.-P. S.

(World Copyright « L'Express ».)

JUSTICE

Contradictions de rentrée

● *L'année judiciaire s'ouvre. Pour le public, la vedette sera Simone Deschamps. Pour les magistrats, le premier volet de la réforme.*

PENDANT leurs vacances, les magistrats ont suivi avec intérêt les déclarations décidées de leur Garde des Sceaux, M. Michel Debré, promettant de « rehausser la valeur et le prestige de la Justice, garante de la liberté et des droits des citoyens ». Ils ont accueilli avec satisfaction la perspective du statut après lequel ils soupirent et qui doit leur donner « des moyens matériels d'existence compatibles avec la dignité de leurs fonctions et assurer par des règles de recrutement et de formation appropriées une parfaite réadaptation des futurs magistrats aux tâches si complexes de la vie moderne ».

En attendant, ils ont repris sur l'ensemble du territoire le chemin de leurs sièges, de leur cabinet d'instruction ou de leur Parquet, où les attendent de nouvelles causes et de nouveaux dossiers.

Pour le public — le grand public — la Justice ne fera lever la tête qu'à l'occasion de quelques affaires spectaculaires. On s'y intéressera d'ailleurs beaucoup plus pour les passions qu'elles étaleront que pour la manière dont elles se jugeront, cela va de soi. Il y aura Simone Deschamps qui fera frémir en racontant la nuit de Choisy-le-Roi où elle poignarda la femme de son amant, le docteur Yves Evenou, mort en prison et dont elle dira avoir été l'instrument trop docile. Il y aura le maréchal-des-logis Louis Muravig, accusé du meurtre de sa femme, un moment avoué, depuis rétracté. On verra un Jean Dupont aux prises avec l'accusation épouvantable d'avoir étranglé sa fillette pour se repaître de la souffrance de sa femme. Et encore les mœurs du « milieu » et leurs fortes épices avec le règlement de comptes de la rue Tardieu, derrière lequel s'essoufflerait toute la « Série noire ». On en passe. Bien rares seront les Cours d'assises qui n'auront pas leur affaire « hors série » et qui toutes s'achèveront un soir par le retour de trois magistrats et de sept jurés aux visages graves, rapportant un arrêt d'expiation dont les journaux du lendemain feront un titre noir.

UN CODE OUBLIE DEPUIS 1808

L'année judiciaire 1958-1959 verra encore, comme toutes celles qui l'ont précédée, le Tribunal correctionnel débiter ses centaines de dossiers et le Tribunal civil connaître dans une ombre plus tranquille de litiges souvent ignorés, mais qui mettent fréquemment en jeu des fortunes. Il y aura les mêmes renvois, les mêmes défauts, les mêmes attentes qui désespèrent un justiciable devenu sceptique et qui croit très mollement à son juge.

Pourtant, c'est cette année que, dans le cadre des réformes si longtemps attendues, doit entrer en vigueur celle qui en constitue le premier volet : le fameux code de procédure pénale substitué après de longues réflexions et de nombreux amendements au code d'instruction criminelle de 1808.

On avait fini par oublier celui-ci. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une réforme partielle, mais qui avait été considérée comme la plus urgente : « l'exercice de l'action publique et de l'instruction ». Autrement dit, la préparation d'un procès.

Ses principes se ramènent à ce qu'en disait, en le soumettant au vote de l'Assemblée nationale, M[e] Isorni, qui en était le rapporteur : assurer le plus possible l'indépendance du juge d'instruction ; préserver l'individu des excès possibles des forces de la répression ; lui donner le maximum de droits et garanties sans entraver pour autant la mission de ceux qui doivent faire respecter l'ordre et la loi ; améliorer le contrôle de la police judiciaire et de l'instruction par une chambre d'accusation, véritable Cour d'appel de l'instruction et par la délégation de pouvoirs nouveaux à son président.

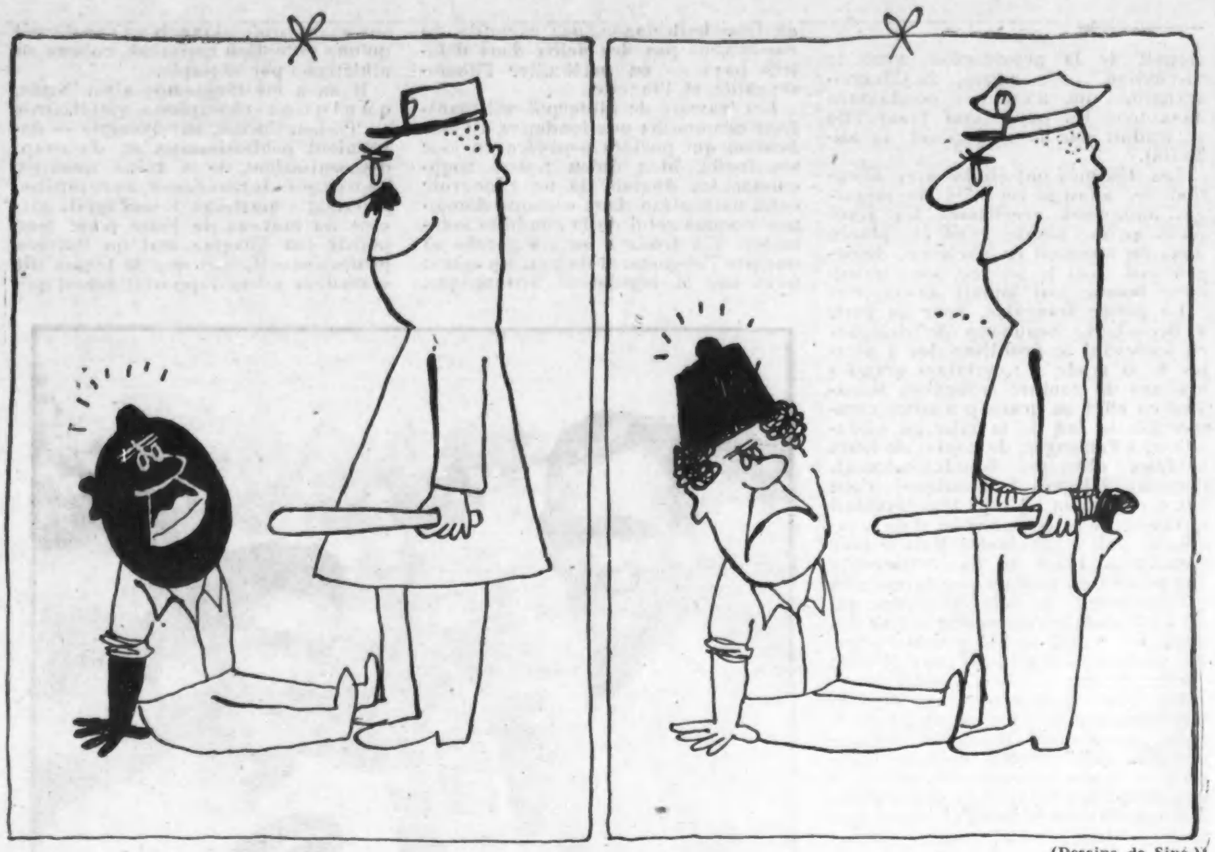
L'HUMANISME MUSULMAN

Au total, près de 250 articles, dont quelques-uns firent du bruit, tel l'article 63 :

« Tout officier de police judiciaire doit mentionner sur le procès-verbal d'audition de toute personne gardée à vue le jour et l'heure à partir desquels elle a été gardée à vue, ainsi que le jour et l'heure à partir desquels elle a été soit libérée, soit amenée devant le magistrat compétent. Cette mention doit être spécialement émargée par les personnes intéressées, et en cas de refus, il en est fait mention. Elle doit également figurer sur un registre spécial tenu à cet effet dans tout local de police susceptible de recevoir une personne gardée à vue. S'il l'estime nécessaire, le procureur de la République peut désigner même à la requête d'un membre de la famille de la personne gardée à vue, un médecin qui examinera cette dernière. » On avait même ajouté : *« Après vingt-quatre heures, l'examen médical sera de droit si la personne détenue le demande. »*

Cependant, dans le même temps, on réclame des pouvoirs spéciaux, des juridictions d'exception, commandés par les nécessités de la violence. Un conseiller à la Cour prend pour thème du discours de rentrée : « L'humanisme musulman ». A un jet de pierre du lieu où il parle, des agents patrouillent, mitraillette au bras.

J.-M. THEOLLEYRE.



(Dessins de Siné.)

PARIS
— *Oh ! Excusez-moi je vous avais pris pour un bicot !*

LITTLE ROCK
— *Oh ! Excusez-moi, je vous avais pris pour un nègre !*

POLICE

L'Interpol suit la mode

● *Le Congrès mondial de l'Interpol, qui vient de se tenir à Londres, s'est plus occupé de mode féminine que de trafic d'armes ou de drogue.*

LORSQU'IL se déroule à Londres, le Congrès annuel de la Commission internationale de Police criminelle (Interpol) ne manque jamais de provoquer dans la presse une vague de spéculations romanesques. Avec un nom pareil, pense-t-on, cet organisme ne peut que s'occuper des belles espionnes, des bombes glissées dans les valises diplomatiques et de la lutte contre les émules mondiaux du docteur Moriaty, le célèbre ennemi de Sherlock Holmes.

La vérité est moins pittoresque et Sherlock Holmes eût été l'un des premiers à l'admettre.

« La détection policière, déclarait-il dans « Le Signe des quatre », *est ou devrait être une science exacte. Vouloir y introduire un élément romantique est aussi absurde que de vouloir appliquer le cinquième théorème d'Euclide à une histoire d'amour. »*

Le rôle de l'Interpol est donc de centraliser les progrès scientifiques dans la détection et la prévention du crime, ainsi que de développer les échanges d'informations sur les criminels en fuite (par exemple : envoi des empreintes digitales à toutes les polices des pays membres par radio-photo).

SOIXANTE-DIX POLICES

Ce fut Juan Vucetich, directeur du Service anthropométrique de Buenos-Aires, qui eut le premier l'idée d'une telle organisation à la fin du siècle dernier. Né en Dalmatie en 1863, il révolutionna les méthodes policières de son pays d'adoption et ne cessa de réclamer la création de bureaux internationaux « d'identification criminelle » : l'un en Amérique du Nord, un autre en Amérique du Sud et un troisième en Europe. Il mourut sans voir la réalisation de son grand projet, six ans avant la création de l'Interpol en 1931.

Le nouvel organisme, dont le quartier général fut établi à Paris, commença aussitôt à réunir les informations sur les criminels de toutes nationalités et à les transmettre aux gouvernements intéressés. Supprimé pendant la seconde guerre mondiale, l'Interpol reprit ses activités dès la fin des hostilités dans les mêmes bureaux du boulevard Gouvion-Saint-Cyr. Il groupe aujourd'hui soixante-dix nations : tous les pays d'Europe, à l'exception de ceux du bloc soviétique, presque tous les pays d'Amérique latine, tous ceux du Commonwealth britannique et des pays jeunes comme Israël, le Ghana, le Paskistan. De ces soixante-dix nations, quarante-six avaient envoyé des délégués au Congrès de Londres. De quoi ont-ils parlé ?

Jusque-là, l'ordre du jour des congrès avait toujours été tenu secret et sans doute était-ce ce qui donnait naissance au mythe selon lequel l'Interpol était une organisation ultra-secrète, dotée de pouvoirs spéciaux et chargée de lutter contre l'espionnage, la subversion, les escrocs internationaux et peut-être même les Martiens. En réalité, cet organisme n'a pas de pouvoirs spéciaux, ni même de pouvoirs du tout. Si l'un de ses délégués procède à une arrestation, c'est en tant que membre de sa propre police et non comme représentant de l'Interpol qui se préoccupe surtout de retrouver et d'arrêter les criminels qui ont fui leur pays. Les crimes poursuivis sont, bien entendu, ceux reconnus comme délits par tous les pays membres : atteinte à la propriété publique ou privée, atteinte à la moralité publique (trafic de la drogue et des publications obscènes, traite des femmes, fraudes douanières), atteinte à la personne et à la vie humaines.

PIRATES DE LA MODE

Cette année, le secrétaire général de l'Interpol a rompu avec la tradition en tenant une conférence de presse au cours de laquelle il a révélé une partie des problèmes abordés par le congrès. Il y a eu comme d'habitude celui de la drogue. Pas tout à fait comme d'habitude, cependant : alors qu'on pensait il y a quelques années que le trafic de la drogue était en régression, l'admission de nouveaux pays du Moyen et de l'Extrême-Orient a révélé qu'il connaissait au contraire une nouvelle extension. Il y a eu également le problème

→

CROISIÈRE D'AUTOMNE
avec le paquebot de luxe
S/s HOMERIC
26.000 tonnes
Départ du Havre le 6 Novembre
Arrivée à Gênes le 13 Novembre
avec escales à Lisbonne - Tanger - Palma de Majorque
Prix à partir de 63.000 Frs
Renseignements et inscriptions :
Toutes Agences de Voyages et HOME LINES
8, rue Auber - Paris 9e
OPE. 96-66
HOME LINES

Jean
VETEMENTS DE LUXE POUR HOMMES
2, rue Léopold-Robert, PARIS-14e
(angle 122, boulevard du Montparnasse)
ODE. 52-13

éternel de la prostitution, avec la discussion, cette année, de l'homosexualité, qui n'est pas condamnée dans tous les pays (sauf lorsqu'elle se traduit par la corruption de mineurs).

Les délégués ont étudié avec attention les affaires récentes de messages anonymes avertissant les aéroports qu'une bombe avait été placée dans un appareil en partance, désorganisant ainsi le service, sans qu'aucune bombe soit jamais découverte.

La police française, pour sa part, a déconcerté beaucoup de délégués en soulevant le problème des « pirates de la mode » : certaines grandes maisons de couture françaises subissent en effet un grave préjudice commercial du fait de la mise en circulation, à l'étranger, de copies de leurs modèles obtenues frauduleusement. Certains délégués britanniques n'ont pas caché qu'un tel sujet leur semblait échapper à la compétence d'un congrès de police criminelle. Mais le jour viendra peut-être où ils réclameront une protection analogue en faveur des cultivateurs de roses britanniques, qui se sont plaints récemment d'être les seuls au monde à ne pouvoir prendre de brevets et à rester sans défense contre la concurrence étrangère.

Un même danger pèse sur l'industrie française des parfums. Les délégués français ont d'ailleurs fait remarquer qu'il existait déjà des conventions internationales assurant la protection des copyrights, des brevets, des appellations commerciales, et que leur violation pouvait conduire à des condamnations.

L'Interpol sera peut-être prêt à examiner l'année prochaine le cas de ces « pirates de la mode », car vingt nations ont suivi la semaine dernière l'exemple de la Grande-Bretagne en décidant de créer des corps de police féminins, qui n'existaient jusqu'ici que dans un très petit nombre de pays, notamment en Pologne et en Chine.

Le travail de l'Interpol est rendu plus difficile — mais aussi plus nécessaire — par les grandes différences qui existent entre les lois d'extradition des pays membres. Certaines conduites considérées comme criminelles en Grande-Bretagne, par exemple, ne constituent pas des délits dans d'autres pays — en particulier l'homosexualité et l'inceste.

Les travaux de l'Interpol ont manifesté néanmoins une tendance à l'unification qui portera peut-être un jour ses fruits, bien qu'on puisse soupçonner les Anglais de ne concevoir cette unification dans certains domaines (comme celui de la conduite automobile « à droite » ou « à gauche ») que par l'alignement de tous les autres pays sur la législation britannique.

Mots croisés n° 154

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2						■		
3								
4								
5				■				
6							■	
7			■					■
8					■			
9		■						
10								

Horizontalement. — 1. Jugeait sévèrement le crime dont elle était responsable. — 2. Son eau ne vient pas du lac. Désinence de fonctions. — 3. La langue du populaire. — 4. Entre cerise et rose. — 5. Sur une ardoise de fleuriste. Foule. — 6. Prénom d'un magistrat qui faisait vraiment du zèle. — 7. En épelant : n'est pas à cardan. Toujours dans le champ d'un patriarche, malgré les efforts méritoires de sa descendance. — 8. On n'y enseigne pas en cockney ni en slang. Etablit. — 9. Son point permet de rester dans la ligne. — 10. Peut se faire de deux façons, à l'égard d'un effet.

Verticalement. — I. D'un côté ou de l'autre de la ligne. — II. Ce que font les policiers vraiment à la page. — III. C'est occupation de salle à manger ou de cuisine, selon l'objet. Dont on s'écartait avec un certain dégoût. — IV. Ce que fit Petruccio, à l'égard de Catherine. Ne prétend pas dépasser la rotative. — V. Son moment n'est pas sans intérêt pour les mécaniciens. Particulièrement fréquent et fourni chez les distraits. — VI. Ce que sont rarement les électeurs et les élus. — VII. De nature à chatouiller Cyrano. Se recherche de Syracuse à Pré-Saint-Didier. — VIII. A conservé sa partie inférieure. Plus glorieux à la scène qu'à la ville.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	S	A	L	A	D	I	E	R
2	E	M	I	N	E	N	C	E
3	N	O	T	A	T	I	O	N
4	T	U	T	■	T	A	R	D
5	I	R	E	N	E	■	C	O
6	N	■	R	A	S	S	E	S
7	E	T	A	T	■	O	R	S
8	L	O	I	R	E	T	■	E
9	L	■	R	O	U	T	I	N
10	E	V	E	N	T	E	N	T

SOLUTION DU N° 153

(Agip.)

JACK KRAMER ET KEN ROSEWALL
Businessmen ou gentlemen ?

SPORT

Le tennis à l'heure Kramer

● ***Les meilleurs joueurs de tennis professionnel viennent de sonner, à Paris, l'hallali pour le tennis amateur.***

OFFICIELLEMENT, le tennis — comme l'athlétisme, comme la natation — est un sport amateur. C'est-à-dire que toutes ses grandes compétitions (la Coupe Davis, les tournois de Wimbledon, de Forest Hills, de Roland-Garros, etc.) sont disputées par des joueurs qui, théoriquement, ne sont pas payés.

Par voie de conséquence, les professionnels du tennis (ceux qui ont abandonné les rangs de l'amateurisme) n'ont plus le droit de s'aligner dans ces grandes rencontres mondiales. Rassemblés pour la plupart dans la « troupe » de l'ancien champion américain Jack Kramer, ils participent sans cesse à des tournées à travers le monde, s'entre-battant indéfiniment et se produisant beaucoup plus pour le spectacle que pour le résultat. Les championnats du monde « pro » sur terre battue, disputés ces jours derniers à Roland-Garros, l'ont amplement prouvé.

Cela, au fond, ne serait pas très grave si le passage des rangs amateurs aux rangs professionnels ne constituait qu'une exception rarissime, comme en athlétisme par exemple.

Il en a été longtemps ainsi. Seuls, quelques champions vieillissants — Tilden, Cochet, par exemple — devenaient professionnels et, du coup, disparaissaient de la scène sportive. De très grands tennismen, en revanche, restaient « amateurs », soit qu'ils eussent les moyens de jouer pour leur plaisir (on imagine mal un Borotra professionnel), soit que le tennis dit « amateur » leur rapportât autant que le professionnel. Personne, en effet, ne songe à nier que les champions amateurs vivent, eux aussi, du tennis qu'ils pratiquent cinquante-deux semaines par an.

Lorsque Rosewall, le champion australien, reçut une offre de 20 millions pour entrer dans la troupe de Kramer, son père répliqua : « *20 millions pour Ken ? C'est une somme ridicule. Je veux qu'il fasse carrière comme joueur de tennis, mais je tiens à ce que cela soit, encore pour l'instant, dans les rangs amateurs.* »

Cette réponse était claire : Rosewall pouvait refuser 20 millions pour rester « amateur », ce qui est tout un programme. Finalement, une surenchère de Kramer le décida et Rosewall rejoignit les Gonzalès, Sedgman, Segura et Trabert.

Car c'est là le drame. Les « amateurs marrons » du tennis ont beau gagner beaucoup d'argent — sous forme de « défraiements » rarement justifiés — ils n'en gagnent pas assez pour refuser celui que leur offre Kramer.

Conséquence : dès qu'un joueur de tennis parvient à un certain rang, il passe professionnel. Kramer, qui se contentait d'étêter de temps en temps le tennis mondial, est en train de l' « écrémer » complètement. Les joueurs qu'il a présentés à Paris, les Gonzalès, Sedgman, Segura, Trabert, Hoad, Rosewall gagneraient sans doute sans perdre un set tous les grands tournois amateurs. Et lorsque Kramer aura également embauché Cooper, Rose et Anderson comme il en est question, il ne restera plus au tennis amateur que ses yeux pour pleurer.

LE TENNIS AMATEUR EST DECOURAGE

Si l'on constatait parallèlement dans le tennis amateur des signes d'un renouveau, le passage des vedettes chez les professionnels pourrait être l'occasion d'une saine émulation. Mais ce n'est pas le cas, du moins en Europe et en Amérique. Le tennis amateur paraît stagner. Il semble découragé et stérile devant cette humiliante supériorité des professionnels.

Alors, quelle signification garderont demain les tournois de Wimbledon, de Forest Hills et même la Coupe Davis ? Qui pourra s'intéresser encore à ces combats de sous-produits ? Que serait le Tour de France privé, au départ, de Bobet, Anquetil, Gaul et Baldini ? (En cyclisme, les champions sont tous professionnels, les jeunes amateurs demandant leur licence dès qu'ils ont réussi à décrocher une ou deux victoires dans des courses locales.)

Une solution consisterait à ouvrir les grands tournois — et peut-être même la Coupe Davis — aux meilleurs tennismen du monde sans distinction d'amateurisme et de professionnalisme. Les amateurs risqueraient de progresser au contact des professionnels, et ceux-ci lutteraient, dans ces circonstances particulières, pour autre chose que de l'argent.

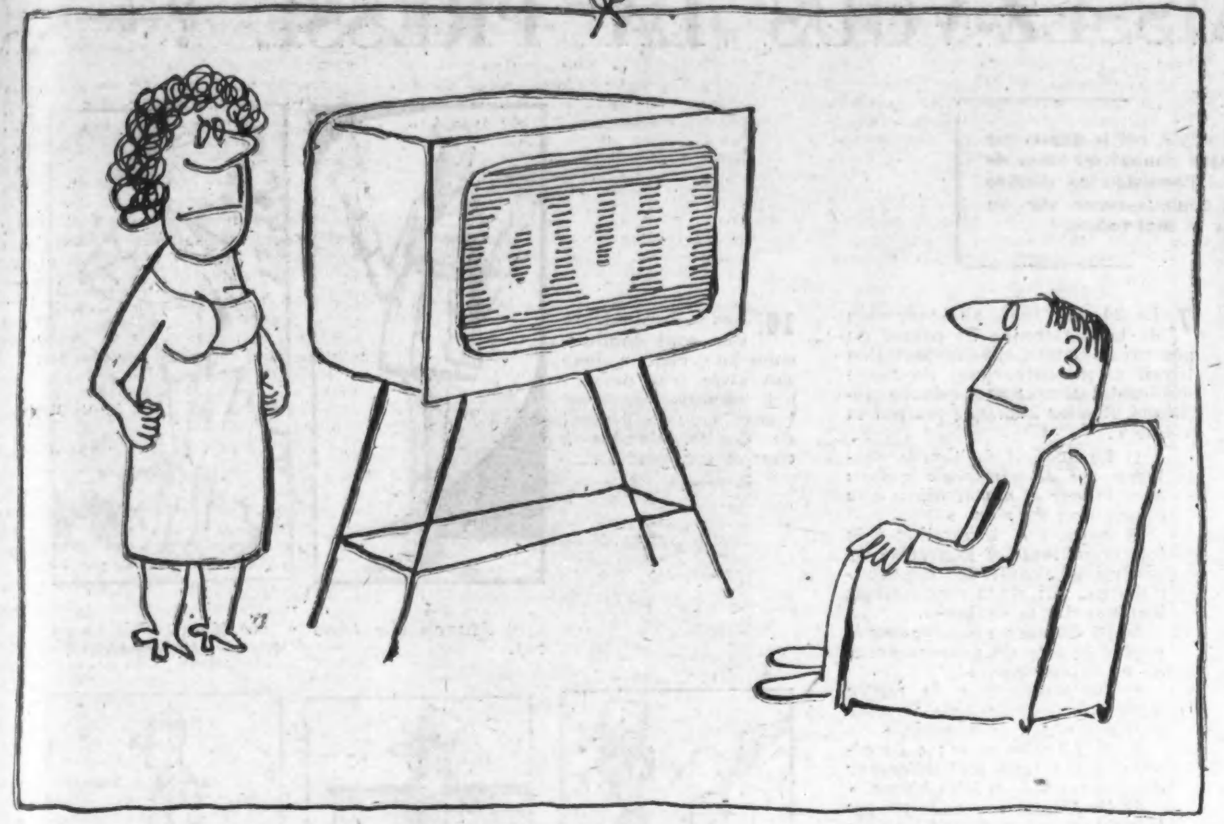
Cette solution des tournois *open* est en marche. Elle a fait, en particulier, d'immenses progrès dans l'esprit des dirigeants du tennis américain. Mais elle se heurte aux principes rigides des Britanniques et de certains Européens pour lesquels le tennis doit demeurer un sport réservé aux seuls « gentlemen ». Ce que, pourtant, il n'est plus depuis longtemps.

TÉLÉVISION

Le « direct », c'est cela

● ***Au Salon de la T.V., les visiteurs peuvent voir « comment se fait » une émission en studio. Mais le reportage en direct d'un événement extérieur, sportif ou non, pose d'autres problèmes infiniment plus complexes.***

« ATTENTION ! C'est à vous dans une minute... » Dans le car de reportage, les conversations s'arrêtent. Sur le stade, les cameramen ajustent le casque d'écoute grâce auquel ils recevront les instructions du réalisateur. Tous attendent, contractés comme des coureurs de 100 mètres avant le coup de pistolet du starter,



(Dessin de Siné.)

— *C'est fini, oui ?*
— NON !

le « top », mot-clé de la télévision...

Le téléspectateur, lui, ne s'étonne plus de voir un match de football « en direct » sur un écran. Comme s'il avait plusieurs paires d'yeux, les premières images lui montrent la foule dans les tribunes, l'arrivée des joueurs, les personnalités en gros plan, puis, d'un bout du terrain à l'autre, toutes les péripéties du match, soit en vue générale, soit dans le détail des phases de jeu. La plupart du temps, il est persuadé d'avoir mieux goûté le spectacle dans son fauteuil que d'une place de tribune, sur le stade. C'est exact. Mais comment la télévision parvient-elle à ce résultat ?

L'équipe responsable d'une émission en direct comprend une dizaine de personnes : le réalisateur, c'est-à-dire le metteur en scène, en est le chef. Son assistant, sa script-girl, les techniciens du son, le reporter et les cameramen la composent. Plusieurs heures avant les joueurs, ces dix autres participants à l'action sont sur le terrain où ils installent leur matériel de prise de vues. L'emplacement des caméras est étudié : il y en a généralement trois pour un match, une à chaque extrémité du rectangle de jeu, la troisième à l'endroit où elle pourra le mieux saisir les plans de foule.

UN STUDIO MINIATURE

Ces caméras qui captent chacune une image différente, sont reliées par fil au car de reportage, véritable studio de télévision miniature. Au fond du car, se trouve le pupitre de direction du réalisateur, comprenant un micro par lequel il donne ses instructions aux cameramen, et de nombreux boutons de commande. Il est surmonté par trois écrans sur lesquels s'inscrivent les images enregistrées par chaque caméra (1). Sur les côtés, sont disposés les appareils de réglage de son et d'image, ainsi qu'un plateau tourne-disque. Le car est relié par téléphone direct à la rue Cognacq-Jay qui donne au réalisateur le « top » de départ de l'émission et lance celle-ci sur le réseau.

Pendant tout le match, le rôle essentiel du réalisateur consiste à choisir, entre les images que lui offrent les trois caméras, celle qu'il communiquera au téléspectateur, afin que celui-ci ne perde rien des phases du jeu. Si le goal envoie le ballon à l'autre bout du terrain, la caméra n° 1 suivra son dégagement. Mais l'arrivée du ballon sur les joueurs sera prise par la caméra n° 2 dans le champ exact où parvient la balle. Souvent, deux caméras sont braquées sur la même phase de jeu, mais leurs images ne sont pas identiques pour autant. Grâce aux différents objectifs employés, l'une travaille en plan général et l'autre en plan moyen ou gros plan. Le réalisateur choisit celle qui convient le mieux. Sans arrêt, ses mains exercées commandent sur le pupitre de direction le jeu des caméras. En même temps, par micro, il indique aux cameramen les changements à apporter à la prise de vues.

« TRAVAILLER » L'IMAGE

Le reporter, lui, a un rôle autonome. Il n'intervient pas dans la formation de l'image et se borne à la commenter. Mais s'il voyait le match de football comme les spectateurs présents, il ne saurait pas quelles sont les vues qui passent à l'antenne. Un récepteur ordinaire de télévision est donc installé à côté de lui. C'est en regardant, non pas le match, mais ses images, qu'il improvise son commentaire.

Dans les émissions où figurent surtout des gros plans de visages, « Lectures pour tous », par exemple, le metteur en scène « travaille » son image. Pendant que passe sur le réseau la vue prise par la caméra n° 1, on peut entendre, dans la régie, ce curieux monologue du réalisateur :

« Caméra n° 2, prends les mains de l'écrivain... En plus gros, avance. Tourne légèrement à droite. Là, ne bouge plus. »

Et sur l'écran de contrôle de la caméra n° 2, on voit se former l'image, se dessiner le meilleur angle de prise de vues. Lorsqu'il en est satisfait, le réalisateur, en appuyant sur un bouton de son pupitre, remplace sur le réseau l'image de la caméra n° 1 par celle de la caméra n° 2. Ce processus de formation de l'image s'exécute évidemment en quelques secondes, ce qui nécessite des réflexes rapides pour tous les exécutants et une dextérité d'acrobate pour le réalisateur.

UN RELAIS TOUS LES 100 KM

Une fois choisie, l'image passe d'abord par une série d'appareils de contrôle, installés rue Cognacq-Jay, où des techniciens la rectifient en la noircissant ou l'éclairant, l'allongeant ou l'écrasant, pour lui donner la forme et la tenue adéquates. Elle est ensuite transmise à l'antenne de la Tour Eiffel qui la distribue sur la région parisienne et le réseau national. L'onde de télévision, étant rectiligne, ne franchit pas et ne contourne pas les obstacles naturels. Ce phénomène rend indispensable la construction de nombreux relais (un tous les 80 à 100 km sur terrain plat) qui la captent et la renvoient. La meilleure réception d'images est toujours enregistrée sur les téléviseurs dont les antennes individuelles peuvent « voir », sans obstacle, l'antenne du relais ou de l'émetteur. Mais l'avenir et le progrès des recherches techniques permettront certainement de modifier une telle loi.

FAITES VOTRE CHOIX

Si vous n'avez pas encore de poste de télévision, visitez le XX[e] Salon de la Radio, de la T.V. et du Disque, qui s'est ouvert le 19 septembre à la Porte de Versailles. Jusqu'au 29, vous pourrez, en vous promenant dans le hall gigantesque du Parc des Expositions, évaluer les mérites respectifs des 450 téléviseurs exposés, dont le premier téléviseur portatif français (30 cm de long, 27 de profondeur et 17 de haut. Et il peut marcher sur une batterie de voiture). Ces 450 postes fonctionnent en permanence, retransmettant soit le programme régulier de la R.T.F., soit les spectacles réalisés dans un des deux studios de 800 places aménagés à l'intérieur même du Salon. Le public peut assister à la « fabrication » de ces émissions. Parmi les nouveautés qui apparaîtront sur le petit écran dès le mois d'octobre :

● VARIÉTÉS : Une fois par mois, une émission à scénario de Pierre Tchernia.

Première, fin octobre. Principal interprète : Robert Hirsch.

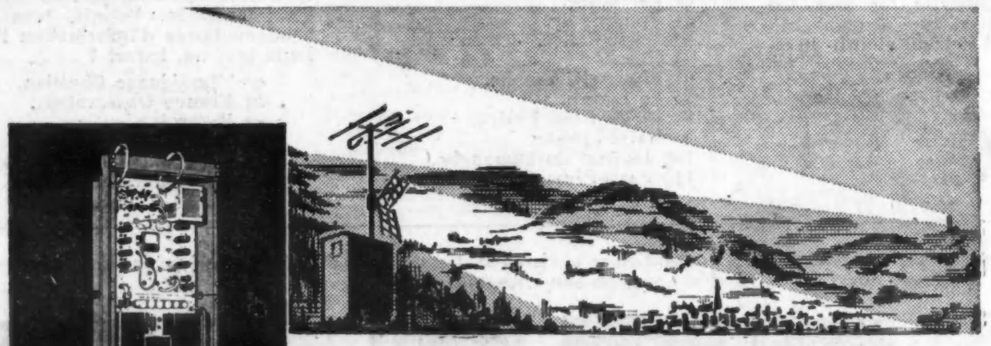
« Avec le sourire », produit par Jacqueline Joubert, qui prépare également une série de six émissions filmées : « Chansons insolites ».

● SPORTS : Reprise des retransmissions des matches de football. D'autre part, un commentateur vous donnera le dimanche après-midi tous les résultats sportifs au fur et à mesure de leur réception sur les télescripteurs.

● ACTUALITÉS : Un grand magazine télévisé sera créé par Pierre Lazareff sous le titre : « Cinq colonnes à la une ». Réalisation : François Chalais, Frédéric Rossif.

(1) La caméra de télévision ne filme pas. Grâce à un système électronique, elle capte l'image et la renvoie sur les écrans par l'intermédiaire des antennes et des relais.

" novelettes "
DISQUAIRE : 1[er] Prix du Conservatoire
LE MEILLEUR CHOIX DE DISQUES MUSIQUE CLASSIQUE, CONTEMPORAINE JAZZ, VARIETES - 5 POSTES D'ECOUTE
EN EXCLUSIVITE : AMPLIFICATEUR ET CHAINE HAUTE FIDELITE « PHONEMA »
Bénéficiez vous aussi de notre « CHEQUE FIDELITE »
LE DISQUAIRE DE LA RIVE GAUCHE - 66, rue de Baylone, PARIS-7[e] - SOL. 72-20



A L'USAGE DES COLLECTIVITES LOCALES
RÉÉMETTEURS DE TÉLÉVISION
Pour couvrir une zone d'ombre non desservie par l'émetteur principal
● Tous standards
● Tous canaux par changement de blocs
● Réémission sans démodulation
● Stabilité des performances
● Fonctionnement sans surveillance
● Simplicité et économie
CSF
Compagnie générale de télégraphie Sans Fil
79, Bd HAUSSMANN, PARIS 8[e] - ANJ. 84-60

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

CONNAISSEZ-VOUS LA PRESSE ?

« La presse, disait Carlyle, est le quatrième Etat du royaume. » Que connaissez-vous de cette puissance ? Voici l'occasion de vérifier quelques-unes de vos connaissances sur un sujet à la fois familier et mal connu.

1. Les éditorialistes de la presse régionale ont droit chaque matin à la revue de presse de la radio aux côtés de leurs confrères parisiens. Pouvez-vous rendre à ces six journalistes leur tribune :

1) Pierre-Laurent Darnar.
2) Pierre-René Wolf.
3) Paul Hutin-Desgrées.
4) André Stibio.
5) Roger Priouret.
6) Jacques Le Désert.

a) La Tribune de Saint-Etienne.
b) La Voix du Nord.
c) Paris-Normandie.
d) Midi-Libre.
e) Le Dauphiné Libéré.
f) Ouest-France.

2. Six grands quotidiens paraissent au sud d'une ligne Bordeaux-Nice. Où sont-ils imprimés ?

1) Midi-Libre.
2) Le Provençal.
3) La Dépêche du Midi.
4) L'Indépendant.
5) Sud-Ouest.
6) La Nouvelle République.

a) Marseille.
b) Bordeaux.
c) Montpellier.
d) Bordeaux.
e) Toulouse.
f) Perpignan.

3. Quelques journalistes célèbres ont adopté un pseudonyme pour s'exprimer. Quels sont les vrais noms de :

1) Pertinax.
2) Sirius.
3) Le Rayon Z.
4) Guermantes.

a) Hubert Beuve-Méry.
b) André Frossard.
c) Gérard Bauer.
d) Charles Géraud.

4. En 1927, un quotidien annonça l'arrivée à New York de Nungesser et Coli. Quelques heures plus tard, on apprenait que leur avion avait disparu dans l'Atlantique. Quel journal commit cette erreur tragique :

a) Le Journal.
b) La Presse.
c) Le Petit Journal.
d) L'Intransigeant.
e) Paris-Midi.

5. Gaston Calmette fut assassiné en 1914 par Mme Joseph Caillaux. De quel journal était-il directeur ?

a) L'Action Française.
b) L'Aurore.
c) L'Humanité.
d) Le Figaro.
e) Le Temps.

7. Le 20 mai 1958, au lendemain de la conférence de presse du général de Gaulle, chaque quotidien titrait sa première page de façon différente suivant sa tendance politique. Rendez à chaque journal sa « Une ».

1) Le général de Gaulle confirme : *« Je vais rentrer dans mon village et m'y tiendrai à la disposition du pays. »*
2) Après une déclaration à la fois inquiétante et imprécise du général de Gaulle, les organisations républicaines renouvellent leur appel à la vigilance.
3) De Gaulle : *« Si le peuple le veut à la tête du gouvernement de la République. »*
4) De Gaulle : *« Je rentre dans mon village mais je reste prêt à assumer le pouvoir. »*
5) M. Pflimlin dira : *« Le général Salan reste seul détenteur des pouvoirs de la République. »*
6) De Gaulle : *« Si le peuple le veut, je peux être utile à la tête du gouvernement de la République. »*
7) De Gaulle exige le pouvoir et justifie la rébellion.

a) Le Figaro.
b) Le Populaire.
c) L'Aurore.
d) Paris-Journal.
e) Combat.
f) Le Parisien Libéré.
g) Libération.

8. Certains événements peuvent augmenter de 100 % la vente d'un journal. Mais il ne s'agit pas des mêmes événements pour chaque journal. Quelle nouvelle a entraîné le plus fort tirage :

1) Pour « France Soir » :
a) Le couronnement de la reine d'Angleterre.
b) La mort de Marcel Cerdan.
c) La révolte de Budapest.
2) Pour « Match » :
a) La rupture Townsend-Margaret.
b) Le mariage de Grace Kelly.
c) Le couronnement de la reine d'Angleterre.
3) Pour « L'Express » :
a) La chute du gouvernement Mendès-France.
b) La révolte de Budapest.
c) Les événements du 13 mai.

9. Trois groupes financiers sont propriétaires de 11 journaux. Rendez à chaque groupe les publications qui lui appartiennent :

a) Groupe Franpar.
b) Groupe Prouvost.
c) Groupe Amaury.

1) Match.
2) Carrefour.
3) France-soir.
4) Marie-Claire.
5) Elle.
6) France-Dimanche.
7) Le Figaro.
8) Le Parisien Libéré.
9) Marie-France.
10) Journal du Dimanche.
11) Paris-Presse.

10. Les dessinateurs s'en sont donné à cœur-joie, chacun dans son style très personnel, depuis quelques temps avec le général de Gaulle. Rendez à chacun son général.

1
a) Sennep (*Le Figaro*).

2
b) Maurice Henry (*France Observateur*).

3
c) Mittelberg (*L'Humanité*).

4
d) Pol Ferjac (*Le Canard Enchaîné*).

5
e) Jean Effel (*L'Express*).

11. Pour pouvoir reproduire une photographie, dans un journal il est nécessaire auparavant de la graver sur une plaque :

a) de cuivre.
b) de zinc.
c) de caoutchouc fort.
d) de plomb.

12. Les agences de presse sont généralement désignées par leur sigle. Lesquelles de ces cinq agences sont françaises :

a) U.P.
b) A.F.P.
c) I.N.S.
d) A.P.
e) A.C.P.

13. « L'Express » a été le premier en France des hebdomadaires d'information à adopter le format demi-quotidien. Depuis, tous ces hebdomadaires d'information l'ont imité sauf un, lequel ?

a) Témoignage Chrétien.
b) France Observateur.
c) Rivarol.
d) Le Courrier de la Nation.
e) La Tribune des Nations.
f) Les Nouveaux Jours.

14. Il existe dans l'imprimerie, comme dans toutes les autres corporations, un vocabulaire spécialisé. Connaissez-vous la signification de ces expressions :

1) Aller « au marbre » signifie :
a) Aller boire un verre avec les ouvriers après la tombée du journal.
b) Aller en conférence dans le bureau du rédacteur en chef.
c) Aller à l'atelier où les typographes travaillent.
2) « Justifier » une page signifie :
a) Faire signer la page par le rédacteur responsable.
b) Bloquer à l'aide de lamelles de plomb les lignes qui composent les colonnes du journal.
c) S'assurer que toutes les photos et tous les articles de la page ont des signatures exactes.
3) Une lettre « bas de casse » signifie :
a) Lettre mise au rebut parce qu'elle est abîmée.
b) Lettre minuscule.
c) Lettre de rappel indiquant l'édition dans les quotidiens.

15. Qui a dit : « Le journalisme mène à tout à condition d'en sortir » ?

a) Clemenceau.
b) Tardieu.
c) Albert Londres.
d) Jules Janin.

16. Qui a dit : « Tout faiseur de journaux doit tribut au Malin » ?

a) Molière.
b) La Fontaine.
c) Voltaire.

17. Quel est le magazine féminin qui atteint le plus fort tirage ?

a) Elle.
b) Marie-Claire.
c) Femmes d'aujourd'hui.
d) Marie-France.

6. Ces six hommes ? Ils font la presse quotidienne parisienne. Ce sont six directeurs de journaux. Vous connaissez leur nom. Pouvez-vous rendre à chacun son visage ?

1.

2.

3.

4.

5.

6.

a) Pierre Lazareff (*France-soir*) *b)* Hubert Beuve-Méry (*Le Monde*) *c)* Claude Bellanger (*Parisien Libéré*) *d)* Pierre Brisson (*Le Figaro*) *e)* Robert Lazurick (*L'Aurore*) *f)* Cino Del Duca (*Paris-Journal*)

(Vous trouverez les réponses à ces questions en page 2.)

L'EMBARRAS DU CHOIX

THEATRE

● *Robert Kanters a vu pour vous :*

LE LION D'AVIGNON, de M. Jean-Claude Eger : la femme, nymphomane d'intention, d'un médecin de province s'ennuie et se jette à la tête de tous les hommes qui passent. En vain, bien que Mme Nathalie Nattier soit charmante : elle fait trois petits tours en trois petits actes, et elle ne recommencera plus puisqu'elle annonce à son époux débonnaire un heureux événement. Les meilleurs moment de la soirée sont dus à deux comédiens drôles dans les deux rôles conventionnels de la bonne et de l'ami gaffeur, Mlle Madeleine Clervanne et M. Jacques Ciron qui est bien le seul à se tailler la part du lion dans cette pauvre petite histoire. (*Théâtre des Arts.*)

MOURIR AU SOLEIL, de Jean Primo : dans un pays imaginaire, le parti, la vérité, les confessions volontaires, l'infini et surtout le zéro, le jeune idéaliste qui préfère mourir au soleil à vivre dans la crypte du mensonge politique. Le tout dans une langue où la prétention le dispute à la planitude : « les mains sales » dans des gants de filoselle. (*Théâtre de l'Œuvre.*)

L'ETRANGÈRE DANS L'ILE, de M. Georges Soria : une Anglaise à Chypre. Le déchirement de l'homme, et du couple, et de l'amour entre la vieille culture et la jeune liberté, les efforts désespérés pour rompre le cercle infernal et absurde du terrorisme et du contre-terrorisme. Cette tragédie de Corneille mise au goût de sang de l'actualité, M. Georges Soria l'a traitée avec beaucoup de tact, évitant presque toujours les pièges du journalisme parlé et de la propagande politique. Il nous intéresse, et Mme Jeannine Crispin nous émeut en achevant de donner la vie, à force d'attention, de sincérité, de pathétique, à un personnage qui pouvait, malgré tout, rester un peu schématique. C'est de loin la pièce nouvele la plus attachante depuis le début de la saison. (*Studio des Champs-Elysées.*)

CINEMA

● *Simone Dubreuilh a vu pour vous :*

SOLDATS INCONNUS : film sur l.. guerre et contre les guerres, « Soldats inconnus » nous conte l'absurde et courageuse tentative faite par la petite Finlande pour recouvrer la Carélie occidentale tombée aux mains des Russes pendant la guerre 1939-1940. Cette guerre, nous la vivons avec une section de jeunes recrues. Les hommes, des paysans pour la plupart, souffrent la faim, le froid, meurent sous nos yeux sans que cela serve à rien.

C'est la boucherie gratuite consentie par le bétail humain.

Les maladresses mêmes d'une réalisation fruste et brutale, le mélange indiscernable d'actualités de guerre réelles et de scènes jouées par des non-professionnels, ajoutent au pathétique direct de ce témoignage le plus authentiquement sincère depuis « A l'Ouest, rien de nouveau ». (*Cinéma d'Essai Caumartin.*)

LE DÉSIR SOUS LES ORMES : Delbert Mann, le même homme qui a mis en scène « Marty » et « La Nuit des Maris », a commis cette niaiserie. Eugene O'Neill ne méritait pas cela.

Une compensation : si le verger fleuri est en vrai carton-pâte, Sophia Loren, elle, est en vrai chair et en vrais os. (*Elysées-Cinéma.*)

LA LOI, C'EST LA LOI : parce qu'il est né en Italie, et non en France, le gendarme français Pastorelli deviendra, par la malice de son rival et compère le contrebandier italien, déserteur, bigame et... Italien jusqu'à ce que...

DEUX « SOLDATS INCONNUS »
A l'Est, rien de nouveau.

Il y avait là matière à une grande satire des gendarmes et des voleurs.

Mais les gros plans exigés (de Christian-Jaque, trop débonnaire), côté français par le douanier Fernandel, côté italien par le contrebandier Toto, alourdissent une action qu'il eût fallu pétaradante. (*Normandie, Rex, Moulin-Rouge.*)

L'HOMME A DÉMASQUER : est-ce lui ? Est-ce elle ? Ward ou pas Ward ? Ah mais ! senor Vargas. Ciel, oncle Chan ! Non, Mrs Whitmann. Mrs Whitmann (long hurlement). Mon Dieu ! Carlos. Help. Help. « Mais, mademoiselle, ces empreintes sont bien celles de votre frère. » Suspense. Ténèbres. Arbalète.

Tout cela comme dans les auberges espagnoles, bien que l'ouvrage soit anglo-saxon. Il est vrai que l'action se situe dans la villa d'un milliardaire sud-africain-défunt-en-Espagne...

Pauvre Ann Todd. Pauvre Richard Baxter. Pardon, c'était Ann Baxter et Richard Todd qu'il fallait dire. (*Max-Linder, Ermitage.*)

LE PLUS PETIT CHAPITEAU DU MONDE : le septième art et ses exploitants servent de cible à l'humour anglais et à Basil Dearden.

... Pour bluffer un acquéreur éventuel, le jeune couple Spencer rouvrira quelque temps le « Bijou », un cinéma... antélumiérien...

Les professionnels riront souvent, Les non-initiés comprendront moins bien et riront moins fort. Le gag des esquimaux est à retenir. Et aussi la trop brève apparition, à notre gré, de l'innénarrable Margaret Rutherford. (*Broadway.*)

EN CAS DE MALHEUR : *voir page 25 la critique de Denis Vincent.*

MUSIC-HALL

ROGER PIERRE ET JEAN-MARC THIBAULT A L'ALHAMBRA : « Comment savoir où se trouvent la tête et la queue d'un basset ?

— C'est simple : vous tirez sur la queue. Si ça mord, c'est la tête. »

Et encore :

« Quelle est la différence entre un écureuil et une brosse à dents ?

— C'est simple, vous les mettez tous les deux au pied d'un arbre. Vous faites « Hou ! » Celui qui grimpe, c'est l'écureuil. »

Roger Pierre transpire. Jean-Marc Thibault ouvre des yeux ronds et bleus. Le public rit.

Pendant une demi-heure, dans un cabaret, ce serait drôle. Pendant trois heures, sur l'immense scène de l'Alhambra, c'est trop. Il faudrait cent idées, il y en a dix, interminablement exploitées.

Les intermèdes — quelques danseurs style Broadway et quatre chanteurs que les Platters doivent empêcher de dormir — mettent dans ce spectacle trop et très « français » une note incongrue et américaine.

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

CÉSAR : un des volets de la célèbre trilogie de Marcel Pagnol. (*Mambo*)

LE SALAIRE DE LA PEUR : du suspense à la nitroglycérine. (*Studio Parnasse.*)

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS : Ava Gardner belle et désespérée. (*Studio Bertrand.*)

BALLETS BOLCHOI : Pour ceux qui n'ont pas pu les voir à l'Opéra. (*Studio République.*)

TORO : Pour les aficionados. (*Ranelagh.*)

LA DÉESSE : voyage à travers l'arrivisme par le scénariste de « Marty ». (*Lord-Byron.*)

ILS AIMAIENT LA VIE (Kanal) : odyssée dans les égouts de Varsovie (*Reflets.*)

MON ONCLE : Jacques Tati fait en pointillé la satire du modernisme et crée un ton nouveau absolument original. (*Monte-Carlo.*)

LE GORILLE VOUS SALUE BIEN : série noire 58. La DS 19 prend le relais de la traction avant. (*Balzac, Helder, Vivienne, Scala.*)

UN CONDAMNÉ A MORT S'EST ÉCHAPPÉ : comment un résistant enfermé à Montluc prépare et réussit son évasion sous l'œil aigu de Robert Bresson. (*Hollywood.*)

MONIKA (*Pagode*) ; LE SEPTIÈME SCEAU (*Panthéon*) : Ingmar Bergman joue aux quatre coins à Paris.

LA CORDE : Hitchcock maître ès suspenses. (*Champollion.*)

LE DICTATEUR : Hitler, Mussolini, Goering et la dictature vus par Chaplin. (*Raimu et Studio 28 en v. o.*)

QUAND PASSENT LES CIGOGNES : le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé. (*Vendôme, Broadway, George-V.*)

LE RIDEAU CRAMOISI : une nouvelle de Barbey d'Aurevilly lyriquement récrite avec la caméra-stylo d'Astruc. (*Ursulines.*)

GAUMONT-PALACE
MADELEINE
RICHELIEU
BIARRITZ

Le Ranelagh
5, rue des Vignes - AUT. 64-44
TORO
avec Luis PROCHNA et MANOLETTE
Mention spéciale Festival de Venise 1956

Spitzer
Les meilleures
Reproductions
de Tableaux de Maîtres
14, rue la Boétie - BAL.00-32
Catalogue sur demande contre 50 francs

Cabarets Dancings

A LA ROMANCE — Trio Santa-Cruz — 11, rue Monsieur-le-Prince — HELIO MOTTA

CLUB CH. ELYSEES — Orch. O. CALLE — LE SENECHAL
Thé t. l. jours. Soir. mercr., jeudi, vendr., sam. dim.

LE REVE — DANCING — 8, Bd Poissonnière

ROYAL LIEU — DANCING — 2, r. des Italiens

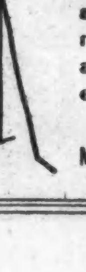
Restaurants

LIDO — ELY. 11-61 — LIDO — ELY. 11-62 — LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"PRESTIGE"
de P. Louis-Guérin & Frédéy

MOCAMBO — **** 12, r. Marignan — ELY. 58-64 — Dîner-Spectacle
LA REVUE NOIRE

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

LOUEZ VOS PLACES
LAB. 32-04
EUR. 40-43
OMNIUM-THEATRES
5, Cour de Rome - Gare Saint-Lazare
Les meilleurs prix de tout Paris



Triomphe sans précédent dans l'histoire du cinéma !
Le film de Jacques TATI "MON ONCLE" a réalisé plus de 500.000 entrées... En raison des engagements antérieurs, le film a été dans l'obligation de quitter le Colisée et le Marivaux en plein succès.
»L'Exclusivité continue dans les salles :
MONTE-CARLO, PLAZA, RIO OPÉRA, SCARLETT, ASTOR

LE TEMPS DE LA RÉFLEXION

par ROGER VADIM

J'ÉTAIS au festival de Cannes en 1955 lorsque fut présenté un film qui devait avoir sur l'évolution du cinéma actuel la plus grande influence : nouvelle palette de la couleur dans les noirs et les clairs-obscurs, utilisation intime du cinémascope, démonstration à l'écran d'un style de jeu jusque-là pratiquement réservé à Broadway (exclusion faite du cas Brando), enfin exhibition magistrale de l'acteur phénomène de ces dernières années, James Dean, qui s'installait au firmament de la mythologie cinématographique où la mort allait, peu après, lui offrir un siège perpétuel. Ce film c'était « A l'Est d'Eden » d'Elia Kazan.

NUL N'EST INFAILLIBLE

Accueilli sans chaleur, il ne trouva pas (ou peu) de champions. Critiques, jury et festivaliers réservèrent leurs ovations, leurs louanges et leurs lauriers pour une émission de télévision, filmée, des plus réussies sans doute, mais d'un intérêt artistique limité et d'un style qui ne semble avoir ouvert — ni entrouvert — aucune porte. Nul n'est infaillible (surtout en groupe) mais une semblable aberration donne cependant à réfléchir.

Egalement léger, également surprenant me semble le jugement sévère ou méprisant que la critique unanime a porté à Venise sur le film d'Alexandre Astruc «Une Vie». Bien que j'aie beaucoup aimé « Une Vie », mon intention n'est pas d'en faire ici la critique — ce n'est pas mon métier. Je voudrais simplement soulever à ce sujet un problème délicat : comment, selon quels critères juger un film ?

Le grand nombre d'erreurs commises par la critique autorise cette question. Le cas d'un film comme « Le jour se lève », méprisé à sa sortie et considéré maintenant comme un classique, est loin d'être une exception.

PAS TOUT A FAIT UN ART

Une distinction tout d'abord : juge-t-on un film comme un produit de consommation ou comme une œuvre d'art ? Personnellement, je ne suis pas certain que le cinéma soit, dans sa forme actuelle, tout à fait un art. Mais si je me réfère à la majorité des critiques autorisés je constate qu'on parle d'un film comme d'un tableau, qu'on le dissèque comme un roman, qu'on lui reconnaît donc la valeur d'une « œuvre ».

Ainsi, après être resté au cinéma le temps qu'on passe à déguster un bon repas, on va juger un film comme on jugerait « Le Printemps » de Botticelli. Un critique littéraire consciencieux lit et relit un livre, l'assimile. Devant un tableau on recule de trois pas... on revient le voir. Si un film est une œuvre artistique (ratée ou réussie) il faut alors le traiter avec un minimum de respect, prendre le temps de l'assimiler, de le comprendre, de le revoir. Si ce n'est pas une œuvre, alors pourquoi le juger, au nom de l'art ?

La réponse qui vient d'emblée aux lèvres est : « Un film ne peut se juger qu'en deux heures puisque le spectateur ne le verra jamais que ce temps-là ». C'est en effet le fond du problème. Le spectateur ne dissèque pas, il reçoit. Son jugement est ensuite simple et concret. Il dit : « Je me suis ennuyé... Je me suis amusé... J'ai trouvé ça long... J'ai bien aimé le début mais pas la fin... Un tel joue bien... Un tel est tarte... Les images étaient belles. Je n'aime plus les films en noir et blanc, etc. » Le contenu du film, son bagage intellectuel, son éthique ou son esthétique (s'il en a) l'imprègnent par osmose, il n'en a pas dans l'immédiat une conscience précise.

C'est cette analyse de tout ce que contient un film et qui est plus ou moins clairement exprimé, dissimulé parfois par le paravent d'un défaut superficiel — comme un rocher mal placé qui cache en partie un paysage — c'est cette analyse qui me semble difficilement concevable sans, de la part du critique, un temps raisonnable de réflexion, sans une seconde vision de l'œuvre (les réactions d'une audience influencent, qu'on le veuille ou non, et ces réactions changent selon les pays, les villes, les quartiers, parfois les heures !)

Et cependant aucune critique n'est plus légèrement faite que celle de cinéma.

AU FOND D'UNE RESERVE

Si je lisais cet article au lieu de l'avoir écrit, je me ferais une autre objection : pourquoi le cinéma jouirait-il dans l'histoire de l'Art d'une place de faveur ? Pourquoi faudrait-il reconnaître ses qualités ou son génie alors que de tout temps il est de tradition que la critique méconnaisse les véritables œuvres à leur apparition ?

« Carmen » de Bizet ou « La Balançoire » de Renoir n'ont suscité à leur naissance que rires et mépris. Mais « Carmen » et « La Balançoire » pouvaient attendre un siècle la célébrité — elle ne s'est fait prier qu'une dizaine d'années. Un film a quelques jours, parfois quelques heures à plaire — s'il rate son entrée il ne restera de lui (sauf de très rares exceptions) que dix rouleaux de pellicule à jamais ignorés au fond d'une réserve quelconque.

Et je crois, moi, qu'ils sont plus nombreux qu'on ne le pense, ces serpents noirs ou bigarrés que jamais personne ne déroulera plus et qui méritaient nos rires ou nos larmes.

Le jugement du public sur « Une Vie » va-t-il corroborer celui des festivaliers ? Jusqu'à présent la province a donné raison à Alexandre Astruc. Mais Paris a toujours ses réactions propres, inattendues, redoutables, aiguisées. Il rue et il aime à sa façon.

Que ce soit pour le détruire ou pour l'aimer, le film d'Astruc mérite le temps de la réflexion.

Il mérite même qu'on recule de trois pas.

VARIÉTÉS

Un débutant : Mariano

UN chanteur de 38 ans débute cette semaine. Répertoire varié, quinze chansons prévues, smoking blanc et dents blanches. Ces dents, éclatantes, éblouissantes, c'est tout ce qui restera, en scène, d'une idole connue sous le nom de Luis Mariano, et qui, après treize ans d'exhibition de toréador-ténor, renonce à l'opérette hispanisante pour tenter sa chance au music-hall.

Luis Mariano a été un dieu. Son club, fondé en 1946, a compté 20.000 membres. Il a distribué et autographié plus de 800.000 photographies, reçu 3.000 cadeaux et près de 300 lettres par jour ; il a organisé un référendum pour savoir si oui ou non il devait raser sa moustache ; la société américaine « Kolynos Dental cream » lui a offert huit millions (il y a dix ans) pour qu'il accepte de poser pour sa publicité.

« Cinémonde » ayant ouvert un « Courrier Luis Mariano » dans ses colonnes, de jeunes personnes aux pseudonymes expressifs lui ont ouvert leur cœur trop plein de lui : « Roro la Marianiste », « Rose des Alpilles », « Allô ! c'est un cœur qui vous parle », « Fleur du Manzanarès », lui ont demandé des recettes pour réussir leur baccalauréat, l'ont supplié de les aider à faire du cinéma, lui ont interdit d'embrasser trop bien une de ses partenaires.

TUE PAR LE TELEPHONE

Il n'assistait qu'à une séance de son club par an, et ce jour-là il était spécifié « qu'on ne tolérerait aucun rassemblement aux abords des ascenseurs » !

Ses admiratrices pouvaient se procurer, pour de modiques sommes, l'insigne du club, la pochette de soie portant en impression la photo du « maître » et la médaille de bronze frappée à l'effigie de l'idole.

Mais les idoles ont pour fonction de demeurer le plus longtemps possible vissées sur leur socle. Si elles descendent de leur piédestal, elles risquent de se fouler la cheville.

C'est ce qui est arrivé à Luis Mariano. Il a voulu répondre de vive voix à son courrier sur les antennes de Radio-Luxembourg. Ses « fans » devaient lui téléphoner le dimanche matin, il bavarderait avec elles. Oui, mais tout le monde n'a pas le téléphone. Et toutes celles qui n'avaient jamais soupçonné qu'une armée de secrétaires pouvaient leur répondre dans les colonnes de « Cinémonde » eurent soudain l'atroce révélation : Luis leur disait « *Bonjour* » de Paris alors qu'il était en tournée au Canada. Il leur susurrait : « *N'est-ce pas merveilleux, je suis à quelques centaines de mètres de chez vous* », et la presse annonçait qu'il tournait un film près de Valladolid.

Le Club Mariano est aujourd'hui dissous ; son système pileux ne soulève plus de polémiques ; la plus vieille des marianistes (91 ans), qui avait fait 500 km en voiture pour venir embrasser son ténor, a dû mourir ; la plupart des jeunes désespérées qui écrivaient : « *Je vous épouse ou je me suicide* » sont mariées, mères de famille et... heureuses. Il ne reste plus qu'à Luis Mariano qu'une madone de carton pâte (souvenir d' « Andalousie ») qui le suit partout, tintinnabulante de médailles d'or et d'argent qu'il a reçues en ex-voto. Il lui reste aussi sa voix.

Il est courageux. A 38 ans, il a cessé d'être une vedette qu'on adore. Il veut essayer de devenir un chanteur qu'on écoute.

DANIELE HEYMANN.

DISQUES

A la portée de tous

LE 2 août dernier, le prix des disques a augmenté de 13 % environ. Cette mesure mécontente à la fois les producteurs qui craignent une baisse dans la vente des microsillons, et les consommateurs. Pour pallier cet état de choses, plusieurs maisons « sortent » de nouvelles collections, dont les prix sont nettement inférieurs à ceux en vigueur depuis le 2 août.

« PLAISIR DE LA MUSIQUE »

Disques 25 cm. Le catalogue ne comprend que des « best-sellers » classiques : Récital Bach par Dinu Lipatti, 1re Symphonie de Beethoven dirigée par Wilhelm Furtwangler, Concerto de Mendelssohn avec en soliste Jasha Heifetz, etc.

Couplage des œuvres intelligent ; gravure nouvelle et réussie.

Prix : 1.530 fr. Taxe en sus (autres 25 cm. : 2.530 fr.). (*Pathé-Marconi.*)

« GRANDS CLASSIQUES POUR TOUS »

Disques 30 cm. Les douze premiers disques de cette collection viennent de sortir.

Nous avons noté : Symphonie Inachevée de Schubert. Orchestre Philharmonique, dir. Eugène Ormandy. Petite musique de nuit. Symphonie Haffner. Symphonie de Prague. Orchestre Symphonique de Vienne, dir. Moralt et Van Otterloo.

Prix : 2.190 fr. Taxe en sus (autres 30 cm. : 3.046 fr.). (*Philips.*)

« PANTHEON DE LA MUSIQUE »

Disques 25 cm. Collection de « best-sellers » les plus demandés sous pochette classique. Déjà parus : La Valse et Boléro de Ravel ; Symphonie « Horloge » de Haydn ; Ouvertures de Mozart, etc.

Prix : 1.531 fr. Taxe en sus (autres 25 cm. : 2.530 fr.) (*Vox.*)

LOUEZ VOS PLACES LAB 32-04 EUR 40-43
OMNIUM-THEATRES
5, Cour de Rome - Gare Saint-Lazare
Les meilleurs prix de tout Paris

STUDIO 43 - 43, Fg-Montmartre
« LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT »
Un film d'Alfred HITCHCOCK avec Grace KELLY et Ray MILLAND
v. o. américaine

REUNION DES THEATRES LYRIQUES NATIONAUX

OPERA			OPERA-COMIQUE		
Lundi 29	20 h.	AIDA	Mercr. 1er	20 h. 45	LAKME
Mercr. 1er	20 h. 30	PRINTEMPS A VIENNE GISELLE - SOIR DE FETE	Jeudi 2	20 h. 15	LA TOSCA - LA POULE NOIRE
Vendr. 3	20 h.	LE CHEVALIER A LA ROSE	Vendr. 3	21 h.	SPECTACLE DE BALLETS
Samedi 4	20 h. 45	LA TRAVIATA	Samedi 4	20 h. 30	CARMEN
Dim. 5	20 h.	AIDA	Dim. 5	14 h. 30	LE BARBIER DE SEVILLE
			Dim. 5	21 h.	LA BOHEME

VIEUX COLOMBIER
FRANÇOISE SPIRA — DANIEL IVERNEL
LA HOBEREAUTE
OPÉRA PARLÉ DE JACQUES AUDIBERTI
AVEC JEAN LE POULAIN LE METTEUR EN SCÈNE
DÉCORS COSTUMES JACQUES NOËL — MUSIQUE YVES CLAOUÉ

Les disques PRETORIA
ont pensé aux collectionneurs en éditant leur série RICHESSES SONORES *qui groupe des enregistrements précieux par leur qualité, leur originalité et leur grande classe*

Viennent de paraître dans cette série :

- LES MAITRES ITALIENS DES XVIe ET XVIIe SIECLES (Gabrieli, Gastoldi, Frescobaldi, Monteverdi) par I MENESTRELLI, ensemble italien de musique ancienne
Disque 33 tours, 30 cm., artistique 30CL8000
- MADRIGAUX ANGLAIS ET CHANSONS FRANÇAISES DES XVIe ET XVIIe SIECLES par THE GOLDEN AGE SINGERS OF LONDON
Disque 33 tours, 25 cm., artistique 25CL8004
- LES QUATUORS DE MOZART : N° 14 en sol majeur K 387, N° 15 en ré mineur K 421 par le MOZARTEUM QUARTETT DE SALZBOURG
Disque 33 tours, 30 cm., artistique 30CL8005

Et un document sonore extraordinaire

- LE TEMPS QUE NOUS VIVONS
Le premier magazine sonore du monde qui vient de révolutionner le domaine du disque
Disque 33 tours, 30 cm., artistique 30TINV

Tous ces disques sont en vente chez votre disquaire et aux
Disques PRETORIA
50, rue Croix-des-Petits-Champs - PARIS (1er)
GUT. 45-16

(Rodriguez.)

JEAN GABIN ET BRIGITTE BARDOT DANS « EN CAS DE MALHEUR »
Une pesanteur, une dimension, une fatalité...

CINÉMA

« En cas de malheur »

Denis Vincent avoue: « Je n'aime pas ce bon film... »

UN film puissant et sale. Sale comme la vie, sale comme la « une » des quotidiens à grand tirage et qui plaira. Faut-il dire hélas ?

Aux femmes, parce qu'il n'y en a guère qui, dans quelque part obscure d'elle-même, n'aient rêvé d'inspirer un jour une grande passion charnelle et de préférence fatale. Et pas à un faible ; à un « fort » ! Aux hommes qui, à quelque moment de leur vie, ont eu envie de savoir jusqu'où ils pouvaient avoir envie d'une femme, d'entrer dans le délire des sens et d'y demeurer lucide.

André Gobillot, grand avocat parisien de 50 ans, n'est ni un enfant, ni un refoulé, ni un masochiste, ni un barbon. C'est un homme. Un homme qui a le goût des p..., c'est sa femme qui nous en informe. Il va être servi. Il va surtout — et c'est la sombre beauté du film — être heureux.

Celle qui vient un soir, le soir de la visite de la reine d'Angleterre à Paris, lui demander d'assurer sa défense, est d'un modèle récent. Vingt ans, la petite gueule de Brigitte Bardot sur nappe de cheveux blonds, les grâces de l'enfance, l'odeur de la rue, et tout cela bien pourri à l'intérieur.

NI LACHE NI AVEUGLE

Elle a voulu, avec une « copine », dévaliser un vieux bijoutier. Pourquoi pas ?... Ça a mal tourné, elle a assommé la femme du vieux, elle s'est enfuie, elle a peur... Elle vient trouver le célèbre Me Gobillot. Elle est prête à payer d'avance, en nature. Mais notre avocat est un peu plus compliqué que ça. Il ne bronche, ni ne touche. Il la défendra. Grâce à un faux témoignage bien manigancé, il la sauvera. Le soir de l'acquittement, il la prend dans la chambre d'hôtel sordide où il l'a installée. Il va vivre — froidement — non pas sa déchéance, mais un lent cheminement vers sa vérité. Froidement, car il ne sera jamais dupé, ni lâche, ni aveugle. Il l'aime pour ce qu'elle est, femelle-enfant chaude et menteuse, toujours prompte à s'enrouler autour d'un corps d'homme, tenant très fort à lui et le trompant bien sûr, gentille au demeurant et douce et humble...

Le ton des rapports de ce couple est remarquable. Vrai, presque affectueux, horrible. Elle, la p..., bourrée de conventions et notions de morale bourgeoise ; lui, le grand bourgeois, délivré de cette morale, renversant l'un après l'autre les garde-fous qui maintiennent plus ou moins les hommes sur « le bon chemin ». Respectabilité professionnelle, paix conjugale... il préférerait les garder ; il n'y sacrifiera pas une parcelle de ce bonheur qu'il a eu le courage de trouver là où était, pour lui, le bonheur.

Toute cette face du film, la plus importante, a une sorte de force tragique, jusques et y compris cette scène extravagante où l'avocat dicte tranquillement son courrier à sa secrétaire devant le lit où sa maîtresse est couchée, nue, tandis que trottinent un basset mélancolique et l'aimable femme de chambre qui ne refuse pas, quand on l'en prie gentiment, d'apporter de l'imprévu aux jeux nocturnes. Jeux discrètement évoqués, d'ailleurs, dans ce film rien moins qu'érotique, dont l'audace triste réside dans le texte, non dans l'image.

« En cas de malheur » est d'ailleurs, en tous points, un film d'auteurs bien plus que de metteur en scène, et les deux scénaristes qui l'ont signé — Jean Aurenche et Pierre Bost — paraissent ici au maximum d'une maîtrise dont ils ont donné tant de preuves éclatantes.

DES ROSES

Mais, répondant à un thème solide, admirablement traité, le contrepoint sonne faux. Il y a l'étudiant-ouvrier, révolté contre une société où les filles se vendent lorsqu'elles ont faim, épris lui aussi de la petite, et qui finira par la tuer. Il y a la femme de l'avocat, épouse à la fois complaisante, vigilante et douloureuse, larme à l'œil et œil cerné. Il y a la fidèle secrétaire. Et aussi habiles que soient les ellipses des scénaristes, cela n'est pas bon. Et nous sommes soudain « au cinéma ».

C'est grand dommage. Il s'en fallait de peu pour que les relations entre l'avocat et sa femme aient, elles aussi, de la force et du ton. Bien amorcé, le personnage se dilue dans une convention d'autant plus sensible que l'on a pu croire, d'abord, à sa vérité.

Il s'en fallait au moins d'un comédien pour que l'étudiant-ouvrier soit supportable. Un certain gros plan, où le brave Franco Interlenghi regarde, l'œil écarquillé, Brigitte Bardot pénétrer dans sa chambre, aurait presque des vertus comiques si l'on avait, à la fin de ce film, le cœur à rire.

Enfin, que dans une production de cette catégorie, un réalisateur de la classe de Claude Autant-Lara se laisse aller à une série de petites médiocrités étonne et gêne. Ces six douzaines de roses qu'Edwige Feuillère, l'épouse douloureuse ô combien, saisit d'une main pour les jeter avec rage, auraient-elles ruiné le producteur si elles n'avaient point été artificielles ? Du moins auraient-elles évité un geste de théâtre : les vraies roses ont des épines et ne se saisissent pas à pleine main.

Cette secrétaire d'avocat, minaudante, sosotte et sautillante, qui apporte à son patron un courrier non décacheté, de quel mauvais vaudeville sort-elle ? Ce couple de danseurs — Brigitte Bardot et l'étudiant-ouvrier — parlant très fort parmi vingt couples qui n'échangent pas un mot et qui cependant ne leur prêtent nulle attention... Cette fille qui hurle dans une salle de danse : « Mes clefs ! », sans qu'une seule personne présente bronche... On pourrait accumuler les négligences de ce genre.

UN JEUNE FAUVE

En revanche, on peut admirer sans réserve le parti que Claude Autant-Lara a su tirer de Brigitte Bardot. Utilisant peu sa plastique, et beaucoup son regard noyé d'ombre, il en a fait non pas une comédienne, mais quelque chose de plus rare : un personnage, une sorte de jeune fauve en liberté, indifférent à toutes les règles de l'art dramatique et les dépassant. Seul Jean Gabin avait la carrure nécessaire pour supporter une partenaire si singulière.

Toutes les scènes que le couple joue ensemble ont une pesanteur, une dimension et comme une fatalité que l'on s'en voudrait de méconnaître. On nous permettra cependant, tout en l'ayant éprouvée, tout en ayant succombé au noir envoûtement que crée ce film presque très bien fait, de ne pas l'aimer.

Mais il s'agit là d'un sentiment purement subjectif. Pour violent qu'il soit, il ne relève pas de la critique.

D. V.

DVORAK
STABAT MATER
LPV 228/229
LE ROUET D'OR
LE PIGEON DES BOIS
LPV 6
Grand Orchestre Philharmonique Tchèque
Direction : VACLAV-TALICH
Chez votre disquaire
SUPRAPHON

Vient de paraître...
JULLIARD

Jean-François REVEL

Pour l'Italie

Ce livre, dont on sait le succès en France (16.000 exemplaires en trois mois) en a trouvé un plus considérable encore en Italie. Succès public et succès de presse : « Nous sommes un peuple de satyres frustrés devenus pères de famille... » écrit l'ESPRESSO à propos de cet essai. « Le livre de Jean-François Revel est au fond dicté par un amour, par une vocation, par une intention exquisément italiens » écrit AVANTI, tandis que la NAZIONE ITALIANA reconnaît que « ces accusations sont animées de l'intérieur par une forme réprimée de tendresse ». « Se fâcher contre Jean-François Revel signifie lui donner raison... Je confesse que j'ai un faible pour les traitements de choc », nous dit le CORRIERE DELLA SERA. Enfin, citons en conclusion une phrase de Tommaso Chiaretti de l'UNITA : « On se sent ridiculement nu et sans protection en face des regards ironiques de Jean-François Revel. » Qu'on soit « pour l'Italie », ou qu'on soit « contre l'Italie », il n'est plus personne de ce côté des Alpes qui puisse ignorer encore le livre magistral de Jean-François Revel.

Raymond RITTER

Flandre au lion

Du verger mystique des Van Eyck au Jardin d'Amour des Rubens

Pour beaucoup, la peinture, c'est l'art essentiel. Ils retrouvent dans certaines toiles l'univers même de leurs rêves. Et pour beaucoup encore, la peinture flamande apporte précisément une sorte de réponse mystique à tant d'interrogations et à tant d'angoisses. Interroger quelques vieux maîtres dans le climat de leur œuvre, tel est le but du voyage en Flandres de l'auteur de cet ouvrage exceptionnel qui vient de paraître en librairie : « FLANDRE AU LION ». Raymond Ritter s'attache à mettre en valeur le clacissisme de Rubens, le côté rabelaisien, la poésie et le désespoir de Breughel en dépit de sa truculence. Apparentés par des harmonies ou séparés par des dissonnances, Goya, Greco, Velasquez, Rembrandt sont autant de prétextes à détruire des idées toutes faites. Cette promenade sentimentale est en même temps un panorama de la peinture la plus prestigieuse du monde.

JULLIARD

Avant le Référendum

OUI ou NON ?

Au Congrès socialiste même, les positions se sont affrontées ; dire OUI, ont soutenu certains, c'est approuver ce que Léon BLUM a condamné formellement ; mais d'autres ont soutenu : aucun des principes que contient la Constitution n'est contraire à ce qu'a toujours préconisé Léon BLUM.

Le mieux est donc de se référer directement au livre posthume de Léon BLUM, d'une extrême actualité en effet :

NAISSANCE DE LA IVe RÉPUBLIQUE

LA VIE DU PARTI ET LA DOCTRINE SOCIALISTE

EDITIONS ALBIN MICHEL

ESSAIS

● ***La politique d'Alger est-elle possible ?***

L'Algérie et la République

par Raymond Aron. Ed. Plon, 146 pages, 540 francs.

A la veille du Référendum, le nouveau livre de Raymond Aron, publié par la « Tribune libre » de Plon, fournit une analyse solide. La longue démonstration de l'auteur sur l'absurdité d'une politique « d'intégration » en Algérie est d'autant plus intéressante qu'elle est faite par un homme qui fut l'un des leaders du R.P.F. et qui demeure l'un des éditorialistes du « Figaro ».

Les jugements que porte Raymond Aron sur les actes et les théories des hommes du 13 mai sont utiles à connaître. Il écrit :

« *Si l'Algérie est intégrée selon la technique totalitaire, la Métropole ne continuera pas à jouir d'un régime démocratique. Français d'Algérie, colonels, ultras devront aller jusqu'au bout de l'aventure. La France ellemême sera gouvernée selon les méthodes employées pour maintenir l'Algérie française.* »

La plus grande partie — et la plus intéressante — du livre est consacrée à démontrer, avec une grande richesse d'informations et de chiffres, *le danger de mort* que constitue pour la République l'aventure intégrationniste algérienne.

UN ACTE DE COURAGE

Raymond Aron prend donc nettement position, dans la ligne de son premier essai — publié il y a environ un an — dans lequel, pour la première fois, il se prononçait contre la politique de « pacification ».

C'est une preuve supplémentaire de la dimension exceptionnelle qu'a prise le drame algérien dans la vie nationale. Jusqu'en 1957, la rigueur intellectuelle de Raymond Aron n'avait fonctionné, en effet, que dans l'intimité des conversations privées : dans ses articles, il n'avait pas éprouvé le besoin de dénoncer les absurdités et les dangers, qu'il connaissait, de la guerre d'Indochine et de la politique de force en Tunisie et au Maroc. Il acceptait de soutenir, par son silence, les gouvernements en place et employait l'essentiel de son talent à critiquer les « hommes de gauche » qui dénonçaient les erreurs de la politique Pleven-Bidault-Laniel. Au bout de dix ans d'aventure colonialiste, au bout de trois ans de guerre en Algérie, Raymond Aron n'a pas pu continuer : il a choisi de parler. C'est un acte de courage civique qui demeure, aujourd'hui encore ,assez rare et qui ne le voue pas à l'affection des « colonels et des ultras ».

Mais sur le régime gaulliste, il adopte, dans son livre, une position plus vague.

Il constate bien que le général ne prépare ni ne met en œuvre aucune autre politique en Algérie que celle des hommes du 13 mai. Mais il s'arrête au seuil de cette contradiction, il ne pousse pas plus loin l'analyse.

On décèle alors l'une des clefs du mystère de Raymond Aron. Car comment se fait-il qu'un homme d'une si brillante intelligence, l'un des plus authentiques intellectuels de sa génération, ait finalement une influence, une autorité aussi limitées ? C'est qu'il ne va pas jusqu'au bout de l'analyse que son intelligence lui dicte : par crainte de se retrouver parmi « les hommes de gauche », contre lesquels il maintient une étrange hargne, il ampute le déroulement de sa pensée. Il s'arrange toujours pour demeurer, sur tel ou tel point essentiel, solidaire de l'ordre établi.

UN VOILE DE FUMEE

C'est curieux à observer. Par exemple : Raymond Aron ne veut pas désavouer les gouvernements qui ont fait la guerre d'Indochine ou la répression en Tunisie et au Maroc, et il ne veut pas reconnaître que la politique de Carthage était la bonne, alors tout à coup il projette un voile de fumée sur le déroulement de son raisonnement et se réfugie dans l'équivoque : « *Laissons aux historiens de l'avenir (?) le soin de décider qui des conservateurs ou des réformistes... porte la responsabilité majeure dans les événements d'Afrique du Nord.* »

Ce « *laissons aux historiens de l'avenir* » est fort regrettable en plein cœur d'un effort d'honnêteté intellectuelle. On le retrouve, hélas ! trop souvent. Le général de Gaulle a-t-il ou non *aidé* le coup d'Etat du 13 mai par son attitude ? Raymond Aron lance de nouveau devant lui son nuage de brouillard : « *Laissons aux historiens de l'avenir le soin de décider si la dissidence serait rentrée d'ellemême au cas où le général de Gaulle n'aurait pas publié le 15 mai son communiqué...* »

Raymond Aron s'étonne, dans sa préface, d'attirer sur lui, par sa manière d'écrire, « *la colère de tous* ». La colère, c'est beaucoup dire, mais... laissons donc aux historiens de l'avenir le soin de décider si son intelligence exceptionnelle aura servi ou non ses concitoyens.

● ***Quinze jours qui ébranlèrent la France.***

Les Ides de mai

par Jean Ferniot. Ed. Plon. 185 pages, 600 francs.

LORSQUE Machiavel rappelle aux Florentins, ses concitoyens, leur propre histoire, il les avertit :

« *En racontant les événements de ce siècle corrompu, je ne pourrai célébrer la vertu des capitaines ou le patriotisme des citoyens, mais l'on verra toutes les fourberies, ruses et artifices qu'ont mis en œuvre les princes, les capitaines et les chefs des républiques pour maintenir une considération qu'ils n'avaient point méritée.* »

Jean Ferniot aurait pu mettre cette phrase en exergue du livre où il retrace les événements du 13 mai jusqu'à l'avènement du général de Gaulle.

Bien que de nombreux volumes aient déjà été consacrés à ces événements, « Les Ides de mai » est le premier qui mérite une lecture attentive. Les études précédentes décrivaient avant tout les événements d'Alger et négligeaient pratiquement ce qui s'est passé à Paris. Pour leurs auteurs, la véritable capitale de la France est déjà Alger.

UNE TASSE DE THE

Jean Ferniot, lui, sait que tout se décidait à Paris. Son livre ne laisse aucun doute : si « *les princes, capitaines et chefs de la République* » avaient eu le courage de résister à *Paris*, la France n'aurait connu qu'une crise boulangiste de plus.

Jean Ferniot ne justifie pas, n'accuse pas et ne défend pas : il raconte. Et son récit est plus terrible que n'importe quel acte d'accusation, car il dévoile le mécanisme du pouvoir, l'insuffisance des hommes, la fragilité de leur caractère.

Nous voyons se dérouler les trois actes du drame. Le premier : les deux jours qui ont suivi les émeutes d'Alger et pendant lesquels il aurait suffi d'un peu de fermeté pour sauver la République. Le second débute avec la relance de la révolte, grâce aux déclarations du général de Gaulle, et, finalement, le troisième, c'est la décomposition, qu'inaugurent les événements de Corse. Les puissants de la IVe République se décident à abandonner leurs pouvoirs au profit de de Gaulle.

(Harcourt).

RAYMOND ARON

« Aux historiens de l'avenir... »

Cette évolution des esprits, Ferniot la décrit par petites touches tragicomiques : « *Il (M. Pinay) arrive à l'heure du thé ; de Gaulle lui en offre une tasse. Cette tasse de thé restera l'un des grands souvenirs de M. Pinay. Il en parlera à tout le monde.* »

« Les Ides de mai » constitue déjà, bien que les documents relatifs à cette période ne soient pas encore tous accessibles, un bon travail d'historien.

POUR LES PRIX

L'ECHEC

par Lucette Finas, Ed. du Seuil, 271 pages, 750 francs.

UN livre haletant ; à l'arrachée ; avec par moments, une tension si insupportable que l'on pourrait presque se sentir soulagé d'en interrompre la lecture.

PAUL TILLARD
roman
L'OUTRAGE

Un livre promis à une grande fortune quand on en sera aux prix de fin d'année : "L'Outrage", de M. Paul Tillard, qui m'a bien l'air d'être un chef-d'œuvre par la vérité du discours, la vigueur, la simplicité. EMILE HENRIOT, de l'Académie Française, Le Monde

Une plume ferme, aiguë, colorante. Un livre qu'on croirait bouleversant si l'épithète n'était pas aussi souvent profanée. Retenons le nom de Tillard. Il est l'auteur du "Montreur de Marionnettes". "L'Outrage" le met en pleine lumière. ROBERT KEMP, de l'Académie Française-Nouv. Lit.

JULLIARD

CLAUDE ROY
LE MALHEUR D'AIMER

"Un roman d'amour grave et profond, d'une pureté parfaite dans sa simplicité". ROGER GIRON (France-Soir)

"Claude Roy réussit cette gageure : raconter une fois de plus un drame de l'amour, en renouveler la peinture, conquérir l'intérêt". JEAN BLANZAT (Figaro Littéraire)

"Un simple roman d'amour d'une saveur pénétrante. Le malheur d'aimer c'est exactement la même chose que le bonheur d'aimer". ROBERT KEMP (Nouvelles Littéraires)

nrf

Tout n'est pas d'une veine égale dans ce roman, mais la réussite de l'œuvre n'en demeure pas moins étonnante.

Le sujet choisi pourrait sembler quelque peu simpliste : un mari entend un soir sa femme prononcer cette simple phrase « *dans le fond je n'aime pas les Juifs* ». A partir de ce moment, il n'aura de cesse avant de l'avoir amenée à se rétracter. Comme dans une certaine littérature russe, le thème dominant du livre est le comportement obsessionnel du héros qui s'obstine à se considérer comme éminemment normal alors que l'accumulation de détails infimes nous conduit à le tenir pour un déséquilibré, tout au moins dans un domaine, celui de son idée fixe, pour généreuse qu'elle soit.

Comment il est amené à remettre en question, à propos de cette phrase, l'amour passionné qu'il éprouve pour sa femme ; comment il sera finalement acculé au suicide manqué sur lequel s'achève le livre, c'est tout le sujet de ce roman exceptionnel.

(Rodriguez.)

JEAN FERNIOT

L'histoire actuelle

LES PASSAGERS DU SIDI-BRAHIM

par Jacques Lanzmann. Ed. Julliard, 236 pages, 600 francs.

C'EST une odyssée, une odyssée de la misère, de l'oppression et de la terreur. Exilés dans leur propre pays, les Ben Ousmane échouent à Alger. De là à Marseille, de là à Paris. Mais ils sont « bicots », « ratons », « crouias » et, de ville en ville, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, de leur douar aux médinas parisiennes, ils transportent, comme une lèpre, leurs misères et leurs peurs.

Jacques Lanzmann, ici, n'a pas écrit un roman, mais bien plutôt une sorte de reportage comme si, témoin de la vie de ses héros ou confident de leur peine, l'histoire, de par sa violence même — si nue, si quotidienne — l'avait obligé à expulser le romanesque du récit. Son propos était peut-être de romancer l'histoire d'une famille de Nord-Africains vivant à Paris. Mais, dès les premières pages, les intentions de l'auteur ont été en quelque sorte « converties » et le roman est devenu témoignage. On ne fait pas impunément de la fiction avec un réel qui nous entoure chaque jour de plus en plus près, comme un cercle de flammes, sans que celui-ci ne ronge la fiction et n'impose sa présence d'horreur *vécue*.

Il faut rendre grâce à Lanzmann d'avoir eu la générosité et le courage de dire au lieu d'inventer. Enfin, si la politique — ou la guerre — est quasi absente du livre, c'est sans doute parce que l'évoquer à chaque page eût été se faire la part trop belle. L'auteur a préféré ne pas bouger son projecteur de place, le tenir fixé sur ce couple et, à travers l'histoire d'Aïcha et de Ben Ousman, nous plonger dans une histoire qui est aussi la nôtre, bien que nous soyons — bourreaux, complices ou impuissants — de l'autre côté d'un miroir qui, chaque jour, déforme un peu plus nos traits.

EN LIBRAIRIE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'attention.

ROMANS FRANÇAIS :

GÉRARD BOUTELLEAU : « Les grandes illusions. (L'histoire de la génération qui avait 20 ans au début de la guerre. *Grasset*.)

MICHEL DEBRUÈRES : « Les campagnes de l'Ouest. (Un enfant pendant la guerre. *Denoël*.)

ARMAND HOOG : « Le dernier tonnerre. (La bataille de la Marne vécue dans un petit village. *Grasset*.)

VIOLETTE JEAN : « Le petit garçon ». (Un petit paysan et la grande ville. *Julliard*.)

FRANÇOISE DES LIGNERIS : « Psyché 58 ». (La femme dominatrice. *Grasset*.)

VIVETTE PERRET : « Les absents ». (Comment se guérir de la guerre ? *Gallimard*.)

PAUL ROCHE : « Les chevaux de la nuit. (Les rêves d'un médiocre. *Gallimard*.)

SILVAGNI : « La forêt neuve ». (Dans la forêt du Brésil, la recherche du bonheur. *Robert Laffont*.)

LITTERATURE ETRANGERE :

KAY CICELLIS : « Plus d'écho sur la terre. (« Des rebelles sans cause » dans la Grèce contemporaine. *Denoël*.)

FEDERICO GARCIA LORCA : « Œuvres complètes ». (Le sixième volume. Il contient des œuvres en prose. *Gallimard*.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

UN MONDE SANS BOURGEOIS

par MADELEINE CHAPSAL

DES personnages lucides, vivants, mais trop tendres pour une [illegible] trop difficile ou ennuyeuse et qui, soudain, s'esquivent dans l'amour ou la mort, ou par l'alcool. En chacune des nouvelles de l'ouvrage traduit du polonais de Marek Hlasko — « Le premier pas dans les nuages » (1) — il y a ce saut, cette brusque escapade loin des choses d'ici-bas. Ses héros passent et disparaissent, en un moment, sur quelque salut discret et définitif.

Que les humains soient des étrangers sur la terre, en exil dans leur propre vie, on n'a jamais écrit pour dire autre chose. Pourtant, ici, la vieille plainte surprend. Marek Hlasko, vingt ans, est Polonais et le monde dont il s'étonne, qu'il abolit en fermant les yeux, passait pour solide : c'est la réalité quotidienne d'une démocratie populaire. Ces drôles de corps, désabusés, moqueurs, amoureux de leur tristesse, ces jeunes gens et ces jeunes filles qui se cherchent avec le même désenchantement avide et moqueur que les petits oisifs de Françoise Sagan, ce sont des travailleurs retour de l'usine ou des membres du parti.

Portraits bien inattendus — mais qui semblent vrais. A cause de leur cruauté peut-être, de leur nonchalance. Ce n'est pas le ton de l'illusion, ni de la propagande. Faut-il s'y fier ? S'il eut en Pologne un foudroyant succès, le tout jeune Marek Hlasko fut aussi critiqué. Sa vie un peu folle, ses opinions bien personnelles ne représentent pas exemplairement le communisme. Mais Hlasko n'est pas non plus un opposant : d'autres écrivains plus rigides partisans du régime, laissent transpirer, à leur insu peut-être, une insurmontable horreur, physique, pour la vie totalitaire. Pas Hlasko. S'il n'aime pas cette société il la comprend. Il y est né. Il sait rendre sensible la douceur des complicités souterraines, ce certain comique que prend le malheur quand il est général et partagé.

Aussi, s'il s'insurge, est-ce d'abord en jeune homme inspiré qui refuse de mettre son imagination au pas très lent des plans quinquennaux. Son « plus de liberté » est un peu plus poétique que politique. C'est une liberté pour écrivain qu'il réclame, c'est-à-dire la liberté de ne pas être utile. Peut-être aussi de ne pas vivre. Mais à son heure, à sa façon.

LA prison, le travail, la pauvreté, les purges, les contre-purges et de nouveau la prison, tel est également le domaine des héros de Kazimierz Brandys, autre écrivain polonais, communiste, mais d'une génération antérieure à celle de Hlasko. « La Mère des rois » (2), suivi de « Défense de Grenade », sont de beaux textes, émouvants, célèbres dans les pays de l'Est, sur la difficulté de garder l'accord entre sa conscience et les mobiles exigences du parti.

Mais il apparaît très vite qu'aux yeux de l'auteur, comme à ceux de Hlasko, l'important n'est pas l'étau, ce régime féroce qui broie les individus, mais la manière dont chacun lui échappe. Pour Brandys, c'est en encaissant. Tout. L'absurde, l'injuste, le stupide. Il y a du chrétien chez ce communiste, il croit à la nécessité du mal, à la rédemption par la douleur. Il fait de Lucja, son héroïne inconsciente, une figure exemplaire.

Mère de quatre fils, femme de ménage, Lucja est ce dernier rouage de la machine sociale qui en supporte tous les déraillements. La guerre, l'installation du communisme, puis la déstalinisation. Ses fils lui sont pris, rendus, repris; seule la misère demeure, jusqu'à épuisement. Vie perdue ? Qu'en sait-on ? dit Brandys : « *Il se peut qu'existent des triomphes et des défaites qui ne sont pas à la mesure de l'homme, mais à celle de l'humanité.* » Et aussi : « *L'homme ne peut apporter des changements qu'en tourmentant les autres ou lorsque les autres le tourmentent.* » A quoi l'on peut préférer la réflexion de Simone de Beauvoir dans « Les Mandarins » : « *La mort ou le malheur d'un individu ça ne se dépasse pas.* »

Discutable moraliste, Brandys est un vigoureux romancier. On n'échappe pas à sa description de l'univers communiste, à la fois solide et précaire, où la menace d'un déracinement subit, prison, déportation, la crainte de la torture, sont les éléments de la réalité quotidienne ; où l'insécurité la plus grande n'est pourtant pas celle du faible, mais du puissant, du dirigeant qui seul dans son bureau, sa voiture à la porte, éprouve tous les matins l'angoisse du sursis ; où le travail, la force morale, sont les seules puissances réelles ; où un costume, une paire de chaussures, un logement, marquent les limites extrêmes de la propriété privée ; où il n'y a pas de bourgeois.

Un monde sans bourgeois (du moins littérairement) est tout de suite tragique. Il n'y a plus entre l'individu et la souffrance les mille coussinets, paravents, comédies, que permet le jeu complexe des privilèges. Le tri entre les héros et les lâches, les forts et les faibles, se fait aussitôt, comme dans le monde antique. Il n'y a plus ces cancrelats mous qui vivent et pourrissent sans un effort, sans un geste, entretenus par toute une société perplexe devant un pareil résultat. Il n'y a plus, aussi, de rêves.

Il faut lire, là-dessus, « Voyage en Occident » (3), d'un autre écrivain polonais, un texte remarquable paru dans les « Temps modernes ». Etonnement, contraire au nôtre, du communiste Adolf Rudnicki, face au luxe occidental, aux femmes, à l'art d'aujourd'hui, ces étranges et folles fleurs du mal capitaliste. Scandale d'abord, dégoût, désir de nier ce provocant étalage d'une richesse peu partageuse. Mais une fois condamnée l'assise de telles sociétés : « *Ils vivent mieux*, soupire Rudnicki, *plus joliment, davantage... Ils vivent de ce dont l'homme devrait vivre, je le reconnais en mon âme, mais je le reconnais à voix toute basse.* » Et plus loin : « *Restituer les rêves.* »

RESTITUER les rêves, à cela s'emploient les écrivains communistes de la génération montante, avec ceux que n'avait pas fauchés le stalinisme. En quoi faisant ils se séparent un peu de leurs concitoyens — d'où les fréquents scandales — pour se rapprocher de nous. Parce qu'il y a peut-être mille façons d'élaborer une société, mais une seule de la mettre à distance. Parce qu'il n'y a qu'une littérature.

M. C.

(1) « Le premier pas dans les nuages », Marek Hlasko, Ed. Julliard, 192 pages, 540 francs.

(2) « La Mère des rois », Kazimierz Brandys, Ed. Julliard, 230 pages, 750 francs.

(3) « Les Temps modernes », août-septembre 1958.

GRAND PRIX DE LA BONNE HUMEUR

..."C'est aussi un joli cadeau à vous faire"

MARCEL ACHARD

ART BUCHWALD

un cadeau pour le patron

roman

JULLIARD

LA MORT DE DON JUAN

Philosophe, psychologue et médecin, Gregorio Maranon est le dernier grand survivant des penseurs espagnols pré-franquistes. Vivant actuellement à Tolède (il a consacré à cette ville et à son citoyen le plus illustre, le Greco, deux belles études), Maranon est un de ces essayistes dont l'œuvre embrasse les sujets les plus divers. Il a écrit sur sainte Thérèse, aussi bien que sur le communisme et Tibère, empereur de Rome. Mais la plupart de ses livres examinent des problèmes d'ordre sexuel : « Le problème des sexes », « Amiel et la timidité », « L'évolution de la sexualité et les états intersexuels » sont ses ouvrages les plus connus.

Les Ed. Stock publieront prochainement « Don Juan et le donjuanisme ».

Reprenant une tradition de « L'Express » que nos lecteurs nous ont souvent reproché d'avoir abandonnée, nous leur donnons ici, « en une page », la synthèse de cet ouvrage qui sera en vente au début du mois prochain.

(Bernand.)

JEAN VILAR (1)
Tout ce qu'un amant parfait peut souhaiter.

DON JUAN représentait encore, il y a quelques dizaines d'années, une réaction singulière contre l'organisation de la vie sexuelle — organisation qui est aujourd'hui totalement distincte. *Distincte*, et non pas *nouvelle*, parce qu'en amour tout est inventé, dit et senti depuis des temps immémoriaux. Mais la modalité actuelle des formes sociales de l'amour humain est typique des heures critiques de l'Histoire.

Nous vivons une de ces heures. Elle est faite d'une liberté illimitée de l'amour physique et d'un accroissement de l'influence sociale de la femme. Cependant, si l'amour ne connaît plus d'obstacles moraux ni sociaux ; si la passion de désirer et de posséder n'est plus un « péché » ; si le Commandeur affecte d'être distrait quand on enlève sa fille ; si le mari retarde son retour parce qu'il soupçonne que son arrivée peut mettre son épouse dans une situation gênante ; si l'homme n'est plus pour la femme celui dont elle attend tout ce qui lui est nécessaire — y compris et souvent même sa propre liberté — car elle

(Cossira.)

MOUNET SULLY (1)
Où l'amour se conquiert et s'exalte.

obtient ce qu'elle veut jusqu'à l'amant qu'elle désire ; si les choses en sont là, que vient faire Don Juan parmi nous ?

Les attitudes de l'homme en face de l'amour oscillent, comme un pendule, entre deux conduites extrêmes qui se répètent invariablement : ou l'amour se conquiert et s'exalte ; ou l'amour se donne et se profane. Nous en sommes à la seconde phase. Aujourd'hui, Don Juan agonise. Ce n'est ni Dieu ni le Commandeur qui lui ont porté le coup mortel, mais *le monde*. En effet, quand les interdictions morales s'atténuent, le séducteur héroïque disparaît. En échange, d'innombrables séducteurs médiocres surgissent, qui créent un climat donjuanesque diffus, sans allure et sans grandeur. En outre, le déclin actuel de ce type humain n'est qu'un des cas particuliers d'une règle générale : la disparition progressive et irrémédiable des grands héros représentatifs emportés par le courant de notre civilisation.

UNE VIRILITE INDECISE

Force est de constater que de nos jours on séduit de moins en moins : on « chasse » et, comme les reproductions de « La Joconde », Don Juan est tiré à des milliers d'exemplaires qui sont à l'orgueilleux seigneur de Séville ce que les copies sont au chef-d'œuvre. Les fils de Don Juan s'appelaient Casanova ; dégénérés, les arrière-petits-fils ne méritent plus que le titre de « coureurs de femmes ».

Aussi, l'heure est-elle peut-être arrivée d'autopsier le mythe et, comme l'horloger la montre, de mettre en pièces le *donjuanisme*.

Il existe deux types de *donjuanismes*. L'un juvénile, l'autre tardif. Les hommes normaux, dès qu'ils sont des hommes mûrs, cessent d'être des Don Juan. Ceux qui le demeurent effectivement jusqu'à la fin de leur vie, c'est parce qu'ils conservent les traits de cette indétermination juvénile où là est précisément un des secrets de leur pouvoir et de leur séduction. Equivoque, cette virilité est incapable de se fixer. A l'homme normal, qui localise ses exigences dans un type féminin fixe, s'oppose Don Juan qui court de l'un à l'autre. Il aime les femmes, mais il est incapable *d'aimer une femme*.

Une autre incapacité qui est celle de ressentir une offense amoureuse ou à éprouver le sentiment de jalousie est aussi très typique de sa virilité indécise. Quand il a tout obtenu d'une femme, ce qui lui importe c'est de l'abandonner et d'empêcher qu'elle ne le gêne dans ses futures entreprises. Tous ses rivaux sont donc antérieurs à la possession de la femme désirée. Après, le rival n'existe plus pour lui.

Un autre trait particulier de l'instinct donjuanesque, c'est la divulgation scandaleuse et délibérée des succès amoureux et leur exagération qui — comme chez les adolescents — peut aller jusqu'à leur invention. Sur ce trait s'en greffe un dernier : l'immoralité dans le jeu de l'amour. Menteur, roué, Don Juan ne recule devant aucun moyen pour conquérir les femmes. Dans les époques comme la nôtre, où la morale est en crise et où la femme n'est plus défendue, Don Juan n'a aucun préjugé à violer ni aucun mur à escalader. C'est à cela qu'est dû l'effacement de sa personnalité.

Pour que la dégénérescence du héros soit complète, il faut enfin signaler la disparition d'un ingrédient de base qui intervenait dans sa composition : la notion du « péché ». A travers les femmes, le Don Juan originel *faisait mal* à Dieu. Maintenant, à travers les femmes, nos Don Juan de série ne font mal à aucun dieu, atteignent de moins en moins les femmes et, au bout du compte, ne retrouvent que leur solitude.

LE PECHE ABOMINABLE

Un point reste encore à préciser : pourquoi Don Juan est-il né en Espagne ? Pourquoi son premier père fut-il un moine, Fray Gabriel Tellez, qui, hors des couvents et des cloîtres, se fit appeler Tirso de Molina ? Parce que toute réaction humaine, toute protestation est d'autant plus violente qu'elle s'élève contre une règle plus forte et plus sévère. En Espagne, les puissances contre lesquelles Don Juan se soulevait — Dieu et l'Etat — étaient plus fortes qu'ailleurs et, en aucun autre pays d'Europe, la révolte de Don Juan n'aurait provoqué la même émotion dramatique que dans cet Etat aux normes externes et internes rigoureuses. Venu d'Italie (et produit de la Renaissance), Don Juan ne pouvait être un *héros* qu'en Espagne.

Le modèle vivant (si tant est qu'il en ait eu *un* en particulier) de Tirso de Molina n'a pas été, comme on le croit, le noble Sévillan Don Miguel de Manara. En effet, à la date approximative où Tirso écrivit son drame (entre 1625 et 1630), le Don Juan de l'Histoire, Don Miguel, ou bien n'était pas né, ou bien avait au maximum trois ans. Plus probablement, le véritable modèle fut un certain Don Juan de Tassis, comte de Villamediana et favori du roi Philippe IV. Intelligent, intrépide, aussi brillant poète qu'admirable pourfendeur de taureaux, le comte, après avoir mené la vie la plus donjuanesque qui soit, mourut assassiné en 1622.

Cette même année, un énorme scandale bouleversa Madrid : un grand nombre de personnes de la capitale, depuis les bouffons et les serviteurs des maisons aristocratiques jusqu'aux seigneurs leurs propres maîtres, furent convaincues d'avoir commis « le péché abominable ». L'organisateur de ces débauches (et c'était la première fois que son nom apparaissait sans être accompagné de celui d'une femme) n'était autre que le comte Juan. Assassiné dans des conditions mystérieuses, le roi ordonna que sa mémoire fût épargnée. Le secret ne sera levé et découvert qu'au bout de trois siècles. Il est de taille et invite à la méditation : Don Juan était homosexuel.

Entre tous les héros donjuanesques que l'Histoire nous a présentés au cours des siècles, Casanova se détache. Fut-il un authentique Don Juan ? Il n'est que d'autopsier — aussi — le fringant et cosmopolite vénitien pour conclure affirmativement. Il possédait, au physique, « tout ce qu'un amant parfait peut souhaiter ». Son effronterie ne connaissait pas de limites. Sa vanité dépassait la mesure. Une vanité théâtrale qui répond d'ailleurs à la recherche d'un plaisir bien féminin : vivre dans l'atmosphère chaleureuse d'un public partagé entre l'admiration, la stupéfaction et l'envie.

Casanova y trouvait de plus un avantage immédiatement utilisable qui consiste à faire de sa renommée l'avant-garde et le héros de ses prouesses futures. Casanova était aussi un joueur impénitent, comme tous les Don Juan de race et comme l'illustre comte de Villamediana. Pourquoi ce trait ? Parce que les Don Juan confient habituellement au risque, c'est-à-dire à la chance plus qu'à l'effort, le sort de leur bourse et de leurs réussites amoureuses. La femme ou la fortune, ainsi gagnées par le hasard, n'apportent avec elles d'autre émotion que celle qu'on a éprouvée pour les obtenir. Quant à sa virilité, elle n'est pas si certaine et, ici, il faut bien redire les relations étroites qui unissent le mensonge et la vie sexuelle. Quoi qu'il en soit, il fut un Don Juan à peu près parfait.

Du comte de Villamediana au roué d'abord et mystique ensuite Don Miguel, de Don Miguel au héros de Molière, de Molière à Casanova, de Casanova à... personne, Don Juan se meurt, Don Juan est mort. Dans la cour de l'hôpital de la Caridad, à Séville, chaque année refleurissent les roses d'un rosier planté il y a quelques siècles par Don Miguel de Manara. Comme elles, Don Juan refleurira-t-il un jour ? C'est peu probable et les religieuses de l'hôpital le savent, qui ont un sourire triste lorsqu'elles apprennent aux touristes par qui ces roses furent plantées.

(Bernand.)

LOUIS JOUVET (1)
Que vient faire Don Juan parmi nous ?

(1) Trois des plus célèbres interprètes du « Dom Juan » de Molière.

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● **Nettoyé** à fond une 4 CV, chromes compris, sans jet d'eau ni éponge, en utilisant simplement un nouveau produit et quelques vieux chiffons.

Une fois la voiture dépoussiérée, il suffit de passer un peu de Car-Plate sur la carrosserie et les chromes, puis de frotter légèrement pour obtenir une voiture impeccable.

Car-Plate Jonwax, 695 fr. la boîte pour 4 à 5 nettoyages.

● **Frémi** en voyant dans le magazine américain « Time » ces deux photos illustrant la mode des collants en mousse de nylon qui fait actuellement fureur parmi les « teenagers » américaines. « Time » note :

« Portés seuls, les collants demandent une silhouette proche de la perfection. Sans elle, plus d'une jeune personne qui voudra avoir l'air d'un lutin risquera de ressembler plutôt à sir Laurence Olivier dans le rôle d'Henry V... »

Mais un grand magasin de Detroit en a vendu mille en une semaine et un journal de New York publiait le même jour neuf publicités pour les collants.

(Ben Martin. Copyright « Time Magazine ». Inc. 1959.)

Le collant fait fureur aux Etats-Unis.

● **Protégé** ses talons de chaussures noires grâce à des bouts en matière plastique qui s'enfilent sur le talon sans avoir besoin d'être cloués ou collés. Pour les chaussures de couleur, ils existent en matière plastique transparente mais restent toujours visibles (Protège-talon « Sitaplex » 200 francs, en vente dans un stand de plein-air du boulevard Haussmann entre les Galeries Lafayette et le Printemps, et dans certaines cordonneries).

● **Découvert** les « Quickies ». Dans une petite boîte de fer plate, 50 tampons imbibés d'une lotion démaquillante, à l'odeur très agréable, qui nettoient parfaitement. Les « Quickies » tiennent facilement dans le sac à main le plus plat et permettent de se refaire facilement une beauté propre ou de « débarbouiller » les enfants en voyage ou au jardin (175 fr. Dans les bonnes pharmacies).

● **Etudié** avec intérêt, une méthode de rattrapage scolaire pour les enfants obligés de redoubler leur classe. Grâce à ses « classes de niveau », la méthode Fidès reprend les principes de base et comble les lacunes. Pour déterminer ces lacunes on fait subir à l'élève un examen psychopédagogique spécial qui permettra de l'incorporer à un groupe de travail où il ne risquera ni de piétiner, ni de se décourager. Les cours Fidès ont également mis au point une méthode de rééducation de l'orthographe et de réinitiation aux mathématiques. Ces cours sont destinés aux élèves du secondaire (Cours Fidès, 6, avenue Van-Dyck).

MAISON

Le tapis, signe intérieur de confort

EN 1957, la production annuelle des fabricants de tapis français s'est élevée à 4 millions de mètres carrés environ (dont 906.000 ont été exportés). De nos jours, le tapis n'est plus un signe extérieur de richesse, mais un signe intérieur de confort.

Fibres végétales, poil animal, coton ou laine, qu'il soit carpette ou tapis cloué, il y en a pour tous les goûts et pour toutes les bourses.

Les Américains l'ont compris, ils consomment onze fois plus de tapis que les Français. D'après les statistiques, on enregistre dans notre pays une dépense moyenne de 100 francs par an et par habitant pour le tapis, contre 400 francs en Allemagne occidentale (où le pouvoir d'achat est comparable au nôtre) et 1.100 francs aux U. S. A.

Quelle matière, quel style de tapis adopter ? Madame Express se propose de répondre à ces questions, sans aborder toutefois le chapitre des Aubussons, Savonneries ou tapis persans qui atteignent des prix tels que l'on se demande comment les personnes qui en possèdent chez elles osent encore marcher dessus.

LES MOQUETTES

On appelle moquettes des lés de tapis cousus lisière contre lisière et cloués de mur à mur, la plupart du temps posés sur thibaude (à l'exception de certains couvre-sols de conception récente déjà fixés sur une semelle de caoutchouc cellulaire).

La moquette se tisse généralement en lés standard de 70 cm. et 1 m. (unie et à dessins). Mais certains coloris unis de très belle qualité existent également en grandes largeurs : 2,75 m., 3,66 m., 4,57 m. Au prix d'achat du tapis proprement dit, il faut ajouter un supplément de 450 fr. par mètre pour la pose et la thibaude.

LES CARPETTES

On appelle carpettes des tapis de dimensions standard, jetés sur le sol, qui se font avec ou sans franges, suivant leur style. Elles existent en toutes sortes de matières, unicolores ou multicolores, modernes, de style ou d'Orient.

Les tailles de base sont les suivantes :

70 × 140, 90 × 160, 140 × 200, 170 × 240, 200 × 300, 240 × 340, 275 × 365, 420 × 360.

COMMENT CHOISIR

Qu'il s'agisse de tapis cloués ou de carpettes, quatre facteurs entrent en jeu dans le choix d'un tapis : la somme dont on dispose, la destination du tapis, le genre d'habitation, le style du mobilier.

Voici un bref résumé sur ce qu'il importe de savoir :

● La laine. — Caractéristiques : la qualité d'un tapis pure laine est fonction du serrage du canevas (chaîne et trame maintenant les brins de laine). Matière noble, la laine, en plus de son apparence inégalable, est résistante, insonore, isolante, grand teint. Elle subit couramment des traitements spéciaux qui la rendent antimite.

Les tapis pure laine existent dans une immense gamme de coloris des tons blancs, ivoire et pastels, jusqu'aux plus foncés, y compris le noir.

Entretien : La première semaine, balayage au balai de paille de riz. Ensuite : aspirateur (suceur métallique), aspiro-batteur ou balai mécanique. Nettoyage délicat avec des produits spéciaux tels que Pancrasol, Tapineuf ou Protapi, ou, mieux encore, nettoyage à sec par spécialistes.

Utilisation : pièces de réception, bureau, chambre, dans appartement ou pièces à l'étage. (Eviter les pièces de plain-pied avec un jardin.)

Met en valeur tous styles de mobilier, qu'il soit ancien ou moderne.

● Le poil animal. — Caractéristiques : mélange de poils de vache, de mouton et de chèvre. Existe sous forme de lés de 70 et 100 cm. comme la moquette pure laine, et sous forme de carpette.

Fait des tapis bouclés, secs d'aspect et assez rugueux.

Très résistant, économique, gamme de coloris restreinte pour l'instant. Se pose sur thibaude, mais existe également sur semelle caoutchouc.

Entretien : à l'aspirateur, nettoyage comme la laine.

Utilisation : living-room si l'appartement est moderne, pièces de séjour à la campagne, antichambre, couloir, etc.

Convient aux meubles modernes ou de haute époque (Renaissance, Louis XIII, etc.).

● Le feutre. — Caractéristiques : Broché de feutre sur armature toile. Isolant, insonore, très solide. Se fait en 140 cm. de large et se pose en plein. (Marque Tapisom.)

On peut en faire des carpettes en ajoutant des lés et en bordant d'un galon.

Les coloris sont un peu ternes.

Entretien : comme la laine.

Utilisation : dans les pièces où l'on piétine beaucoup, entrées, couloirs, salle à manger, etc.

A placer dans des pièces à ameublement moderne, Directoire ou Empire.

● Le coton. — Caractéristiques : Très résistant, très joli quand il est neuf, mais vieillit malheureusement mal. (Les qualités qui se lavent bien ne sont pas grand teint et passent au soleil, et inversement.)

La moquette de coton, lancée en France il y a quelques années, n'a pas été un succès.

Entretien : à l'aspirateur, puis chez le blanchisseur ou dans la baignoire.

Utilisation : sous forme de carpettes dans chambre d'enfants, chambres à coucher avec ameublement laqué ou bois très clair. Parfait également dans la salle de bains.

● Le coco. — Caractéristiques : Rustique, très résistant, économique, adhère assez bien au sol.

Existe en lés de 70 cm. et 1 m. qui se cousent et se posent comme la moquette de laine, ou en carpettes dans les dimensions suivantes :

140 × 200, 170 × 240, 200 × 300, 250 × 350.

Se font en tous coloris, unis, vifs, ou foncés, et dessins modernes, écossais, carreaux, etc.

Entretien : à l'aspirateur, avec la brosse à parquet, lavage à l'eau froide additionnée de sel de cuisine.

Utilisation : dans toutes pièces d'habitation à la campagne. En uni, peut être employé avec des meubles rustiques anciens. A dessins, avec mobilier moderne.

● Le sisal : Fibre végétale tressée, plus souple que le coco, qui peut être teinte en coloris très fins grâce à son support de base blanc ivoire, A malheureusement tendance à glisser sur le sol. Existe en lés de 70 cm. et 1 m. ou en carpettes de mêmes dimensions que celles de coco, unies ou à dessins très modernes. Certaines qualités (tapis de la Bidassoa) sont montées sur support vulcanisé les empêchant de glisser.

Entretien : le même que pour le coco.

Utilisation : toutes pièces d'habitation dans maison de campagne ; appartement « jeune ménage » meublé avec mobilier de bambou, vannerie, etc.

En tons unis, peut s'harmoniser avec mobilier rustique de bois fruitier, époque Directoire par exemple.

TAPIS UNIS OU MULTICOLORES

Faut-il choisir un tapis uni ou multicolore ?

Il n'y a pas de règle générale. La mode est aux tapis unis, peut-être parce que, visuellement, ils donnent l'impression d'agrandir une pièce. Mais les spécialistes précisent que 70 % de leurs clients achètent encore des tapis copies d'Orient.

Avant de choisir, il faut :

● Penser au mobilier qui se trouve dans la pièce (ou à celui que l'on désire acheter). Un ameublement de style demande des coloris plus fins et plus éteints que les meubles modernes.

● Répartir et équilibrer harmonieu- →

→

sement les taches de couleur en partant, si possible, des tons du tapis si ce dernier est multicolore.

● Savoir que les couleurs chaudes (jaune, rouge, orangé) donnent l'impression de diminuer les dimensions d'une pièce, alors que les couleurs froides (bleu, vert, gris, etc.) la font paraître plus grande.

● Eviter les dessins d'un modernisme excessif dont on se lasse vite.

● Moquette pure laine tons unis : qualité 1 étoile (petite fatigue), 2.795 fr.; qualité 2 étoiles (appartement), 3.080 fr.; qualité 3 étoiles (grande fatigue), 3.360 fr. le mètre en 70 cm. (*Place Clichy.*)

● Moquette pure laine bouclée, imitant le petit point d'Aubusson, dessin de style, très gros bouquets Napoléon III sur fond noir, 4.300 fr. le mètre en 70. (*A la Place Clichy.*)

● Moquette poil animal, 1.800 fr. le mètre en 70 cm. (*Au Printemps.*) Moquette sisal tressé en lé de 70 cm., destinée à être posée comme une moquette de laine, 1.210 fr. (*Le Tapis français*, 36, rue de Constantinople.)

● Carpette sisal 200 × 300, coloris rose spécial Primavera (rose Schiaparelli), vert turquoise, blanc, 16.400 fr. (*Au Printemps.*)

● Carpette coton uni 200 × 300, tous coloris, 13.650 fr. (*Au Louvre.*)

● Carpette poil animal unie 200 × 300, six coloris, 19.900 fr. (*Galeries Lafayette.*)

● Carpette laine unie (prix spécial inauguration) 200 × 300, tous coloris, 25.500 fr. (*Galeries Lafayette.*)

● Tapis d'Algérie uni rose, ivoire, vert pâle, point noué main, 200×300, 70.000 fr. (*Au Bon Marché.*)

● Tapis de Moldavie à dessins stylisés sur fond noir ou prune, 202 × 312 cm., 97.500 fr. (*Au Louvre.*)

● Tapis très belle copie d'Orient, tissage mécanique Jacquard 200×300, suivant qualité, 35.000 à 60.000 fr. (*Bon Marché.*)

JAMIQUA
COLLECTION D'AUTOMNE
6, RUE MARBEUF

POUR VOS RECEPTIONS
COCKTAILS, LUNCHS, DINERS
VIVIER
EST A VOTRE DISPOSITION
2, av. de Châtillon
91, rue d'Alésia
Paris-14e - Vau.16.05
PERSONNEL ET MATERIEL COMPLET
Livraison Paris-Banlieue

LES FEMMES ÉLÉGANTES
trouvent les
MEILLEURS MODÈLES
WÉBÉ
chez DORELLE
5, AVENUE DE L'OPERA

IMPERMANTEAU LEMPEREUR

vous présente
en Popeline d'Alsace Véritable Imperméable Luxe BOURCART en NERVAFIL homologué TERGAL
sa collection
IMPERMANTEAU
Liste dépositaire sur demande à LEMPEREUR - 5, Rue Royale, Paris
IMPERMANTEAU LEMPEREUR

MODE

Les deux styles pluie

SORTIS presque tous les jours, remis encore humides, compressés dans les bagages ou roulés au fond de la voiture, moitié coussins, moitié robes de chambre, les imperméables sont revenus de vacances en bien piteux état.

Les premiers jours de septembre ont permis de remettre à plus tard le problème de leur éventuel remplacement. Mais l'automne approche et, pour beaucoup de femmes, l'imperméable représente la première dépense vestimentaire de rentrée.

Avant de l'acheter, sachez ce que vous attendez de votre imperméable :

● Cherchez-vous un vêtement « fonctionnel » destiné à vous protéger de la pluie de façon efficace et que vous puissiez enfiler sur n'importe quelle tenue, en n'importe quelle saison ?

● Désirez-vous, au contraire, un manteau de demi-saison capable de supporter une ondée ou de vous mettre à l'abri d'une averse sur un court trajet et que vous compléterez, les jours de déluge, par un parapluie ?

LE « TRENCH-COAT »

Si vous répondez oui à la première question, vous avez le choix entre deux solutions : le « trench-coat » et ses frères, classiques, en popeline ou en gabardine de coton (la popeline est meilleur marché, mais se froisse très facilement) et l'imperméable ultra-léger en fibres synthétiques (nylon ou tergal).

Quelle que soit sa matière, vous choisirez : une forme classique, une couleur neutre (beige ou mastic), une carrure confortable.

Ils se vendent tous avec une ceinture et se portent avec ou sans.

Quatre bons modèles dans cette catégorie :

● En popeline beige, trench-coat classique, boutons de cuir, empiècement boutonné, doublure même popeline : 16.800 francs. (*Haussmann Coat*, 109, boulevard Haussmann, voir notre photo.)

● En popeline tous coloris, imperméable droit, col chemisier, doublure en popeline matelassée ton sur ton : 18.900 francs. (Modèle Ogliss chez *Amy-Belle*, 135, boulevard Saint-Germain.)

● En tergal ultra-léger, mastic, imperméable classique, col tailleur, à grand revers : 19.900 francs. (Chez *Amy-Belle.*)

● En satin de nylon vert bronze, imperméable ample, grand col rond, deux poches plaquées, doublé nylon: 29.000 francs. (*Lippe Sœurs*, 27, Arcades du Lido.)

Et pour les frileuses, une version doublée à col poilu :

● En gabardine de coton beige, forme classique, grandes poches à revers, col en fourrure de nylon beige, doublure en bouclette de laine ton sur ton : 23.200 francs. (Chez *Haussmann Coat.*)

LE « TRENCH-COAT » CLASSIQUE
Couleur neutre et carrure confortable (Haussmann Coat).

LE MANTEAU DE DEMI-SAISON

Si vous répondez oui à la deuxième question, vous avez le choix entre deux matières : le velours côtelé (qui se fait à côtes de plus en plus larges et parfois même irrégulières) et le loden. Le velours est plus « ville », le loden plus sport.

En tout cas, vous choisirez cette année : une forme pardessus très droite à col chemisier, un manteau long (on voit partout cette année des 7/8, ils ne sont pas commodes : attention aux coloris des jupes avec lesquelles ils seront portés), des tons neutres pour le loden (gris, bleu, beige) et vifs pour le velours (vert foncé, rouge, tabac roux).

Trois bons modèles dans cette catégorie :

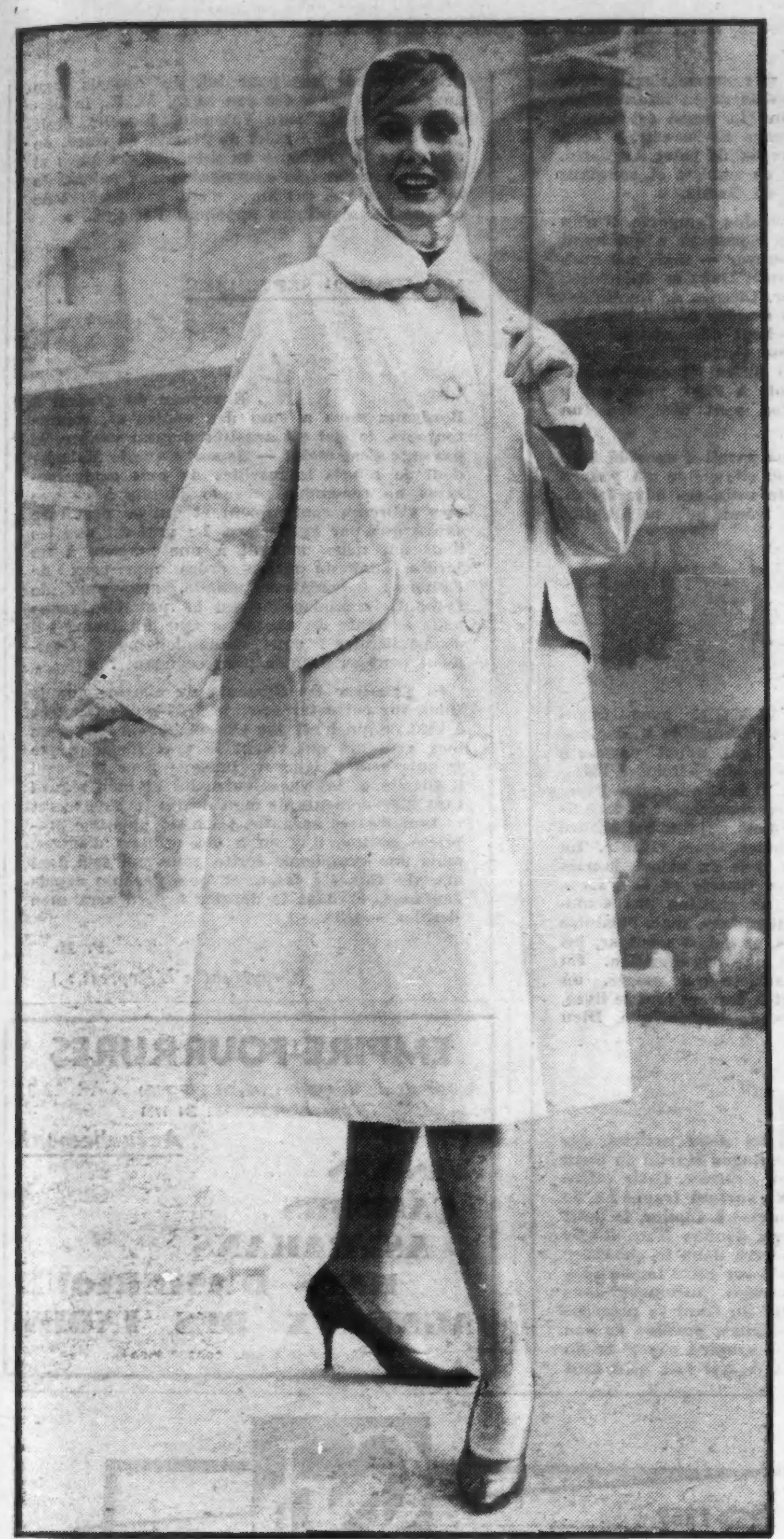
● En loden, manteau chiné gris bleu doublé popeline, empiècement à couture apparente, col chemisier : 13.900 francs. (*Léofrance*, 41, rue de Rennes.)

● En loden, manteau croisé sans boutonnage, fermé par une ceinture, forme droite, empiècement piqûre apparente, différents coloris : 16.500 francs. (*Vog*, 34, rue Tronchet.)

● En velours côtelé géant, manteau droit, col chemisier, fentes sur les

"dévoués à votre repos"
LES MATELAS
MONCALM
MATELAS AVEC CARCASSE A RESSORTS
MATELAS AVEC ARMATURE ALVÉOLÉE
une production de la Société
AUTO-COUSSIN DURA
S. A. Cap. 324.400.000 Frs.
10, Rue de l'Abreuvoir, COURBEVOIE (Seine) Tél. : DÉF. 28-60

MARIE-MARTINE
8, RUE DE SEVRES PARIS
BAB. 18-44



(Dambier.)

L'IMPERMÉABLE D'HIVER
Doublure bouclée et col poilu (Haussmann Coat).

LE MANTEAU DE DEMI-SAISON
Velours vif et forme droite (Vilmer.)

côtés, grandes poches à rabat, boutons en bambou, différents coloris, dont tabac et vert bouteille : 17.900 francs. (Chez *Vilmer*, 4, boulevard des Capucines.)

Et pour les frileuses, la solution fourrée :

● Manteau en lainage floqué, imperméabilisé (ressemble à du loden à poil long), doublé en fourrure de nylon à poil ras. Col chemisier, deux grandes poches, existe en rouge doublé blanc, gris doublé blanc et bleu doublé blanc. Modèle très léger et pas cher, puisqu'il vaut 13.900 francs. (Chez *Marie-Martine*, 8, rue de Sèvres.)

RECETTE

Le rôti des trois viandes hachées

(Pour 8 personnes)

— 1/2 *livre de veau haché,*
— 1/2 *livre de bœuf haché,*
— 1/2 *livre de porc haché,*
— 1 *oignon (petit),*
— 1/2 *gousse d'ail,*
— 2 *œufs,*
— 50 *gr. de beurre,*
— *Sel, poivre, persil, chapelure.*

● Mettre dans une terrine les trois sortes de viandes ● Ajouter la 1/2 gousse d'ail, l'oignon et une poignée de persil hachés menu ● Battre un œuf entier dans un bol, saler, poivrer, ajouter 1/4 de verre d'eau froide ● Mélanger ce liquide aux viandes, et travailler à la fourchette 1/4 d'heure environ, jusqu'à ce que le tout soit parfaitement amalgamé ● Verser ce hachis sur une planche, lui donner la forme d'un pain ovale ● Badigeonner ce pain avec le second œuf ● Paner à la chapelure ● Beurrer un plat allant au four, y mettre le rôti, et enfourner ● Faire cuire une heure environ, en ayant soin d'arroser ce pain de viande avec son jus assez souvent. (Si besoin est, ajouter une cuillerée d'eau en fin de cuisson.)

Ce plat est aussi bon chaud que froid.

LE CLUB ANGLAIS DU JEUDI

reprendra ses séances d'initiation récréative à la langue anglaise, réservées aux enfants du niveau de la 11e à celui de la 6e incluse

LE JEUDI 16 OCTOBRE 1958
à 14 h. 30

NOTA. - Il est rappelé aux familles que les méthodes pédagogiques du Club Anglais du Jeudi, ont été appliquées pour la première fois cet été en Grande-Bretagne et avec le plus grand succès, dans les **Children's Villages** organisés par les VACANCES STUDIEUSES EN ANGLETERRE et ouverts aux jeunes Français de 7 à 11 ans

Une année au Club Anglais du Jeudi permet de préparer efficacement ces séjours.

CLUB ANGLAIS DU JEUDI
6, avenue Van-Dyck - PARIS (8e)
CAR. 26-66 - WAG. 28-33

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

19 SEPTEMBRE

LE général de Gaulle, après douze années, ne doutait pas que Guy Mollet ait été présent à ses côtés dans Arras libérée. Comment ne l'aurait-il pas cru ? Il s'est trompé. Notre amie Françoise Giroud laisse entendre qu'il a menti. Qu'elle me pardonne : j'ai eu beau faire, cela m'a tenu éveillé cette nuit. Rien de plus légitime que de dire Non à la Constitution, Non à de Gaulle. Mais le méconnaître jusqu'à le charger de ce petit mensonge tactique, quelle distance tout à coup une injustice de cet ordre risque d'établir entre des Français qui s'aiment pourtant, qui, durant cinq ans, se sont battus coude à coude !

NOUS croyons assister à la même histoire, observer les mêmes êtres. Au vrai, chacun est le spectateur d'une pièce qu'il est seul à voir et dont à son insu il règle lui-même l'éclairage. Nous ne voyons pas le même général de Gaulle.

A moi, il apparaît comme le seul Français à la mesure d'une tragédie qui n'est pas uniquement la nôtre, mais celle de la planète, le seul Français capable de parler et d'agir au nom de tous. Certes, le 13 mai, nous étions libres de choisir une autre route. Un peuple unanime aurait pu se dresser derrière ses représentants et faire front contre le pronunciamiento. Mais la gauche fut précisément d'accord sur ce seul point : ne pas faire front. J'admire que vous escamotiez toujours cette donnée essentielle dans l'analyse que vous faites de la situation politique française.

RESTAIT donc l'appel à un arbitre entre tous ces Français divisés. Or, cette dernière chance, nous l'avons eue. Cet homme existe, il est là. Un homme, c'est-à-dire un caractère, des traits particuliers, et tout ce dont la naissance, l'éducation marquent une nature déjà singulière. Il faut le prendre tel qu'il nous est donné, tel que le destin nous le propose.

Le destin... Que je lui connaisse un autre nom, c'est sans doute ce qui m'impose, de la situation où nous nous débattons, une vue différente de celle qu'en peuvent prendre les Français non chrétiens. L'abus qu'en d'autres temps on a fait de l'expression « homme providentiel » l'a rendue ridicule. Il n'empêche que l'Histoire, à certaines heures, a toujours sécrété elle-même, pour le mal comme pour le bien, l'homme par qui elle devait s'accomplir. « Le cours du temps qui veut se poursuivre se ramasse alors autour d'un homme solitaire, bâtisseur ou réformateur, qui assume ce qui dans le passé est vivant pour en faire la substance de l'avenir. » Jean Guitton écrit cela à propos de saint Augustin. Telle m'apparaît, dans ce sombre et sanglant passage, la mission de de Gaulle.

S'il échoue, si la subversion l'emporte, il n'en aura pas moins été le « passeur » qui avait été désigné pour nous sauver — mais non malgré nous. Là est le drame. Dans la dislocation des empires d'outre-mer, Charles de Gaulle est pris entre les furieuses marées nationalistes et les intérêts qui s'accrochent désespérément au terrain ; et sur un plus vaste théâtre, entre l'Occident capitaliste et libéral et cette humanité marxiste qui pullule à l'Est, mais qui y pullule en ordre, si l'on peut dire, dans un ordre terrifiant.

Un autre citoyen vous paraît-il accordé à ce drame, puisque la nation elle-même n'a pas su réagir seule ? Et qui de vous, ses adversaires, pourrait envisager sans frémir qu'il ne fût plus là tout à coup ?

20 SEPTEMBRE.

J'AVANCE avec beaucoup d'efforts à travers l'admirable « Docteur Jivago » de Pasternak, qui m'eût enchanté naguère ; mais je ne puis plus atteindre l'Histoire que de plein fouet. Il faut que notre jeune confrère Robbe-Grillet en convienne : la technique de Tolstoï permet donc aujourd'hui encore d'écrire une œuvre romanesque vivante. La preuve en est faite, si nous en avions jamais pu douter. Comme « La Guerre et la Paix », « Le Docteur Jivago » ne restitue pas seulement des destinées particulières, mais l'histoire politique qui naît d'elles, et qui, à son tour, les infléchit et leur donne une signification. En dépit de la marée marxiste qui monte, un murmure insistant court à travers tout le livre, annonçant aux hommes de Russie que Dieu n'est pas mort.

MES deux articles sur les derniers moments de Roger Martin du Gard m'ont valu un nombreux courrier. Cette lettre d'un chrétien de Nice m'a surtout frappé : « Je suis allé vendredi à la messe à Cimiez, le petit monastère franciscain qui domine Nice. Roger Martin du Gard est enterré dans le cimetière du monastère. J'avais prié sur cette tombe avec les pensées que j'ai trouvées justement dans votre article. (...) Martin du Gard se préoccupait de renier une défaillance possible de son incroyance à son dernier soupir : voyez la fin de Jean Barois, et c'est ce qui fait qu'il faut prier spécialement pour lui. Je connais une âme sainte qui a été son ange, M. R., la disciple chérie du père Valensin, laquelle était présente au lit de mort de Martin du Gard. Je crois que le problème du salut de ces âmes si rétives est dans la communion des saints. Je me demande si ces âmes n'ont pas souffert de ce que les mystiques appellent l'aridité... »

MALAGAR, 21 SEPTEMBRE.

LE voyage du général à Bordeaux nous a valu des visites et, comme toujours, le ciel est aussitôt devenu sombre, le paysage s'est éteint — de sorte que le Malagar dont je rebats les oreilles de mes contemporains ne ressemble presque jamais à ce que mes visiteurs contemplent et qui ne peut être sauvé que par la lumière. Le vrai est que les liens qui nous unissent à une maison, à un jardin, sont du même ordre que ceux de l'amour : la créature unique, aux yeux de l'amant, irremplaçable, est la première venue pour le reste du monde. « Que lui trouve-t-il de particulier ? nous demandons-nous. Comment peut-on souffrir pour ce néant ? »

Si j'analyse les éléments du charme que je subis sur cette terrasse, je vois qu'ils tiennent à tout ce qui n'est pas elle-même. Ce sont donc mes visiteurs qui voient le vrai Malagar que je suis seul à ignorer, puisque pour moi seul il suscite et interpose entre lui et mon regard tant d'événements de mon destin le plus secret et tant d'êtres anéantis. Ce n'est plus une propriété comme il y en a des milliers d'autres, mais une symphonie écrite pour moi seul dont ma vie fait les frais, et que j'écoute depuis l'enfance, et dont le dernier accord sera mon dernier souffle.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

EMPIRE-FOURRURES

8, avenue de Wagram (PL. DE L'ETOILE) CAR. 22-82
MAISON FONDEE EN 1924

Actuellement

VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMERIQUE
AGNEAUX DES INDES

à des prix sans concurrence

CNRP

AU DEBUT DE L'ANNEE SCOLAIRE 1958-1959

LE CENTRE DE NORMALISATION ET DE RÉALISATIONS PÉDAGOGIQUES

6, avenue Van-Dyck - PARIS (8e) - Tél. CAR. 26-66

Vous rappelle les principes de :

LA MÉTHODE FIDÈS

CARACTERISTIQUES
En Lettres : Acquisition d'une orthographe correcte, d'un style aisé et de la technique de la composition.
En Langues : Enseignement groupé par niveaux.
En Sciences : Réinitiation pour les élèves faibles.

MODES D'ENSEIGNEMENT
A côté des classes à scolarité simple, dans lesquelles sont appliqués les horaires des lycées et collèges, la METHODE FIDES a créé des classes d'**enseignement total.**
Ces classes se caractérisent par l'importance toute particulière accordée aux disciplines fondamentales : Français, Philosophie, Mathématiques, Sciences Physiques, Langues vivantes. Elles placent les élèves dans les meilleures conditions de réussite.
En effet, à raison de huit heures de cours par semaine et par matière, les professeurs peuvent, en plus du programme, reprendre les bases mal assimilées et multiplier interrogations et exercices d'application.

EXAMENS D'AFFECTATION
Une fois inscrit dans l'une des classes relevant du Mode d'Enseignement (« simple » ou « total ») qui lui convient, l'élève subit un examen présentant deux aspects : psycho-pédagogique et docimologique. Le but de cet examen est de dresser un bilan exact de ses possibilités intellectuelles et morales ainsi que de ses connaissances scolaires. Sur la foi des résultats ainsi obtenus, le candidat est alors affecté à celle des sections de son niveau où il sera le plus à même de progresser.

REGIMES D'ENSEIGNEMENT
Enseignement primaire de la onzième à la septième.
Enseignement secondaire de la sixième au Baccalauréat seconde partie (toutes séries, toutes options, toutes langues).
Externat libre, demi-pension, internat externé.
Prochaine session d'examen d'affectation au Cours FIDES : 1er et 2 octobre 1958

LA MÉTHODE FIDÈS EST APPLIQUÉE EXCLUSIVEMENT DANS LES ETABLISSEMNTS SUIVANTS :
LE COURS FIDES : 6, avenue Van-Dyck-8e - WAG. 28-33.
L'INSTITUT DE CHAILLOT : 93, rue Lauriston-16e - KLE. 46-24.
LE COURS SAINT-DIDIER : 42, rue Saint-Didier-16e - KLE. 82-81.
LE COURS SECONDAIRE D'ASNIERES : 10-12, avenue Flachat, Asnières (Seine) - GRE. 87-47.

Sachez également que :

LE CENTRE PSYCHO-PÉDAGOGIQUE DE PARIS

6, avenue Van-Dyck - PARIS (8e) - MAC. 28-15

a pour but d'appliquer les techniques psychologiques modernes à l'étude des difficultés scolaires et caractérielles des enfants à la recherche des solutions pédagogiques et des thérapeutiques à l'adaptation de l'adolescent à sa vie professionnelle future.

1° SERVICE de PSYCHO-PEDAGOGIE - 2° SERVICES d'ORIENTATION - 3° SERVICES de RENSEIGNEMENTS - 4° SERVICES de DYSLEXIE

Demandez la Brochure complète au Secrétariat du C. N. R. P., 6, avenue Van-Dyck - PARIS (8e) - Tél. CAR. 26-66